

RAPPORT

ÉTUDE DE L'IMPACT ÉCONOMIQUE

des interventions du Service de sécurité incendie
de Lévis pour l'année 2017

FRANÇOIS DELORME
DAVE WATERHOUSE



JUIN 2018



RAPPORT

ÉTUDE DE L'IMPACT ÉCONOMIQUE

des interventions du Service de sécurité incendie de Lévis pour l'année 2017

FRANÇOIS DELORME
DAVE WATERHOUSE

Conception graphique
M. Dominic Blais et
Mme. Marie-Noël Doyon Gamache

Révision linguistique
Mme. Hélène Simard

Photos
Mme. Émilie Nadeau

L'information contenue dans ce document est la propriété de l'Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ) et ne peut être utilisée, reproduite ou diffusée sans sa permission écrite.

This report is also available in English under the title:
Analysis of the Economic Impact of the Service de sécurité incendie de Lévis's Interventions for year 2017.

Ce rapport est également disponible en anglais sous le titre:
Analysis of the Economic Impact of the Service de sécurité incendie de Lévis's Interventions for year 2017.

Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISBN 978-2-9817536-1-8 (imprimé)
ISBN 978-2-9817536-2-5 (en ligne)

JUIN 2018

REMERCIEMENTS

Ce projet est né tout d'abord d'une collaboration étroite avec M. Luc de la Durantaye, directeur général de l'Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ), que nous remercions chaleureusement et sans qui ce travail n'aurait pu se concrétiser. Nous sommes sincèrement reconnaissant envers M. Gaétan Drouin, directeur et Mme Nathalie Labrecque, chef de service - prévention et soutien à l'organisation, tous deux du Service de sécurité incendie de Lévis, sans qui ce projet n'aurait pas vu le jour.

Nous souhaitons témoigner notre gratitude à M. Jeff S. Case, chef de division du service d'incendie de la ville de Phoenix en Arizona, et au professeur Anthony Evans de la W.P. Carey School of Business de l'Université de l'Arizona. Ils ont été l'impulsion initiale du premier projet d'étude d'impact économique pour les activités opérationnelles d'un service d'incendie en 2013.

Nous aimerions de plus souligner l'apport indispensable des entrepreneurs sinistrés de la ville de Lévis qui ont collaboré avec générosité à notre collecte de données pour produire la présente étude. Il faut également attirer l'attention sur les pompiers et pompières de la ville de Lévis, qui, par leur travail rigoureux et leur professionnalisme quotidien, produisent les résultats qui sont démontrés dans le présent rapport.

Nous ne pourrions passer sous silence la précieuse collaboration de M. Sébastien Gagnon de l'Institut de la statistique du Québec, qui s'est chargé de la simulation du modèle intersectoriel du Québec et qui a été d'une aide inestimable dans la phase de modélisation du choc. À ces remerciements s'ajoute ceux adressés aux professionnels qui ont œuvré pour le montage final du document.

En terminant, nos pensées vont à nos familles respectives qui, sans leur support quotidien, ce travail n'aurait pu être mené à terme.

SOMMAIRE

L'objectif global de l'étude présentée ici consiste à estimer la valeur de ce qui a été préservé, plutôt que perdu, à la suite des interventions du Service de sécurité incendie de Lévis (SSIL). Pour ce faire, une analyse économique des activités opérationnelles du SSIL a été effectuée en tenant compte de l'impact économique à valeur ajoutée de deux types d'intervention : 1) des incendies de bâtiments commerciaux où des emplois sont en jeu et où une intervention des pompiers a été nécessaire et 2) des urgences médicales préhospitalières pour des arrêts cardiorespiratoires (ACR) où les pompiers premiers répondants du SSIL ont été appelés à intervenir. Cette étude a utilisé des données d'interventions de 2017 du SSIL et les données du Centre intégré de santé et de services sociaux de la région Chaudière-Appalaches.

L'analyse présentée est une variante de l'étude publiée par Delorme et Waterhouse (2017) pour le Service des incendies de Montréal (SIM), elle-même inspirée de l'étude de la W.P. Carey School of Business de l'Université de l'Arizona et du service d'incendie de Phoenix en Arizona, publiée en 2014. Cette dernière portait sur 42 incendies de bâtiments commerciaux ayant affecté 51 commerces. Cette étude a démontré que le produit intérieur brut (PIB) de 650 M\$ US (en dollars de 2012) de l'État de l'Arizona a été préservé et que 7 446 emplois ont été sauvés.

Pour la présente étude, sur les 16 interventions du SSIL pour incendie de bâtiments commerciaux en 2017, 13 étaient admissibles à l'étude. La collecte de données effectuée auprès des commerçants concernés a engendré un taux de réponse de 84,6%, pour un échantillon final de 11 interventions.

En ce qui a trait aux ACR, des 29 personnes ayant reçu des soins pour des ACR de la part des pompiers premiers répondants du SSIL en 2017, 4 ont survécu après leur hospitalisation, sans séquelles neurologiques incapacitantes, leur permettant de réintégrer la société de manière pleinement autonome. Ces 4 cas composent l'échantillon.

C'est le modèle intersectoriel de l'Institut de la statistique du Québec qui a été retenu pour le calcul de l'impact final sur chaque secteur de l'économie du Québec en matière de production, d'emplois et de recettes fiscales des gouvernements. Ce modèle utilise un tableau d'entrées-sorties qui illustre les opérations interindustrielles, c'est-à-dire tous les achats effectués par un secteur auprès de tous les autres secteurs d'une économie. De plus, les commerces concernés par l'étude ont été classés selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Ainsi, l'analyse a établi que la valeur économique préservée des 11 commerces sinistrés est de 63,3 M\$ tandis que 695 emplois ont été sauvés. Ceci représente une estimation prudente. La valeur économique des 4 personnes sauvées après un ACR, quant à elle, est estimée à 32,4 M\$ et elle est basée sur une valeur statistique d'une vie humaine moyenne de 8,1 M\$. **La valeur préservée totale du SSIL en 2017 est donc de 95,7 M\$,** lorsqu'on additionne les deux montants.

Cette valeur générée de 95,7 M\$ vient démontrer que chaque dollar investi dans le SSIL (son coût réel de service étant d'environ 20,6 M\$ en 2017) a donné aux citoyens de l'agglomération de Lévis un retour sur investissement de 464,6%.

Le présent rapport conclut donc que les activités du SSIL ne peuvent plus être considérées comme une simple dépense, mais plutôt comme un investissement, générant un effet direct et stratégique sur l'activité économique et la région de Lévis et du Québec.

TABLE DES MATIÈRES

Liste des tableaux	7-8
Liste des figures	9
Liste des abréviations et des sigles	9
Introduction	11
1. Impact macroéconomique de l'intervention du SSIL lors d'incendies de bâtiments commerciaux en 2017	14
1.1 Collecte des données	15
1.2 Méthodologie	16
1.3 Modèle intersectoriel du Québec	17
1.4 Modélisation du choc	19
1.5 Portée et limites du modèle	20
1.6 Sommaire des résultats	21
1.6.1 Ventilation de dépenses initiales et description des données de base de l'étude	23
1.6.2 Ventilation de l'impact économique total	24
1.6.3 Impact sur la valeur ajoutée et l'emploi	26
1.6.4 Impact sur la valeur ajoutée, par secteur d'activité	27
1.6.5 Impact sur les salaires et traitements et sur la main-d'œuvre salariée, par secteur d'activité	28
1.6.6 Impact sur les revenus des gouvernements et sur les parafiscalités	29
1.6.7 Impact sur les taxes indirectes des gouvernements du Québec et fédéral, par bien et service	31
1.6.8 Impact sur les importations internationales et interprovinciales, par bien et service	32
2 Valeur des vies humaines préservées grâce à l'intervention du SSIL en 2017	36
2.1 Valeur d'une vie humaine : survol de la littérature	37
2.2 Collecte des données	38
2.3 Synthèse des estimations de la VSV	39
2.4 Application aux vies sauvées par le SSIL	40
2.5 Limites de la méthodologie dans la présente étude	40
Conclusion	42
Annexe A	46
Annexe B	48
Annexe C	50
Glossaire	98
Annexe D	98
Annexe E	106

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	Impact sur les variables de production et les importations
Tableau 2	Impact sur les revenus des gouvernements et les parafiscalités
Tableau 3	Ventilation de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017
Tableau 4	Ventilation de l'impact économique total de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017, en années-personnes
Tableau 4a	Ventilation de l'impact économique total de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017, en pourcentage
Tableau 5	Impact économique sur l'emploi et la valeur ajoutée de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017
Tableau 6	Impact économique sur la valeur ajoutée de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017, par secteur d'activité
Tableau 7	Ventilation de l'impact sur la main-d'œuvre et les salaires et traitements de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017, par secteur d'activité
Tableau 8	Impact économique sur les revenus des gouvernements et les parafiscalités de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017
Tableau 9	Ventilation de l'impact sur les taxes indirectes de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017, par bien et service
Tableau 10	Impact sur les importations internationales de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017, par bien et service
Tableau 11	Impact sur les importations interprovinciales de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017, par bien et service
Tableau 12	VSV calculée dans différentes études
Tableau 13	Valeur financière des vies sauvées par le SSIL en 2017, en M\$
Tableau A1	Modélisation du choc
Tableau C1	Ventilation de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017

LISTE DES TABLEAUX

Tableau C2 Impact économique pour le Québec de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017

Tableau C3 Ventilation de l'impact sur la main-d'œuvre, la rémunération et la valeur ajoutée de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017, par secteur

Tableau C4 Ventilation de l'impact sur les importations de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017, par bien et service

Tableau C5 Ventilation de l'impact sur les taxes indirectes et les autres productions de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017, par bien et service

Tableau C6 Ventilation de l'impact sur la main-d'œuvre salariée, la rémunération et la valeur ajoutée de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017, par secteur

Tableau C7 Ventilation de l'impact sur les autres travailleurs et le revenu mixte brut de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017, par secteur

Tableau C8 Ventilation de l'impact sur les autres revenus bruts et la valeur ajoutée de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017, par secteur

Tableau C9 Ventilation de l'impact sur les salaires, la fiscalité et la parafiscalité de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017, par secteur

Tableau C10 Impact sur les importations internationales et interprovinciales de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017, par bien et service

Tableau C11 Ventilation de l'impact sur les taxes indirectes québécoises et fédérales de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017, par bien et service

Tableau C12 Ventilation de l'impact sur les taxes indirectes québécoises et fédérales de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017, par secteur

Tableau E1 Données incorporées au modèle

LISTE DES FIGURES

-
- Figure 1** Ventilation en pourcentage de l'impact économique sur la valeur ajoutée, par secteur d'activité
-
- Figure 2** Ventilation en pourcentage de l'impact économique sur la main-d'oeuvre, par secteur d'activité
-
- Figure 3** Ventilation en pourcentage de l'impact économique sur les taxes indirectes, par bien et service
-
- Figure 4** Ventilation en pourcentage de l'impact sur les importations internationales, par bien et service
-
- Figure 5** Ventilation en pourcentage de l'impact économique sur les importations interprovinciales, par bien et service

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGLES

ACA	analyse coût-avantage
ACR	arrêt cardiorespiratoire
AE	assurance-emploi
CIRANO	Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations
CNESST	Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
FSS	Fonds des services de santé
G\$	milliards de dollars
ISQ	Institut de la statistique du Québec
k\$	milliers de dollars
M\$	millions de dollars
MISQ	modèle intersectoriel du Québec
OC	officier commandant les opérations
PIB	produit intérieur brut
PR	premier répondant
REMI	Regional Economic Model, Inc.
RQAP	Régime québécois d'assurance parentale
RRQ	Régime de rentes du Québec
SCIAN	Système de classification des industries de l'Amérique du Nord
SSIL	Service de sécurité incendie de Lévis
SIM	Service de sécurité incendie de Montréal
TPS	taxe sur les produits et services
TVQ	taxe de vente du Québec
VSV	valeur statistique d'une vie humaine

1

INTRODUCTION

Depuis longtemps, partout au monde, les services d'incendie ont été considérés comme une dépense nécessaire, une « police d'assurance obligatoire » qu'une société doit s'offrir pour protéger les vies, les biens et l'environnement. Toutefois, de plus en plus, les instances dirigeantes demandent aux services d'incendie de justifier leur coût réel de service dans une perspective d'optimisation globale des organisations. Le défi est alors, non seulement de demeurer efficace dans un contexte de consolidation des ressources, mais de motiver ses besoins opérationnels de manière systématique et claire.

Les indicateurs de performance des services d'incendie se sont diversifiés, mais tous ont encore comme dénominateur commun de réduire les pertes de vies humaines et matérielles. Sans écarter ces indicateurs, liés à la mission première des services d'incendie, l'étude présentée ici porte plutôt sur la valeur économique de l'intervention des pompiers, donc de ce qu'elle permet de *préserver*. Cette étude change ainsi de manière radicale le paradigme de perception et d'analyse des services d'incendie.

De la même manière, chaque fois qu'ils éteignent un incendie ou qu'ils réaniment une personne, les pompiers ont le sentiment d'avoir un impact financier en estimant tout ce qu'ils ont pu sauvegarder. Les citoyens ont aussi cette perception. Il est donc aisé de concevoir qu'une intervention réussie des pompiers a une valeur économique et humaine. Leurs interventions ont assurément un impact social à valeur économique, tout comme les interventions lors d'incendies dans les bâtiments résidentiels et institutionnels; cependant, la plus-value la plus importante en termes économiques est associée aux interventions faisant l'objet du présent document.

Notre étude s'attarde à deux types d'intervention, les incendies de bâtiments commerciaux où des emplois étaient en jeu et les interventions de pompiers premiers répondants (PR) auprès de victimes d'un arrêt cardiorespiratoire, ce, à travers les questions suivantes: Quelle proportion du chiffre d'affaires des entreprises touchées a été préservée grâce à l'intervention des pompiers? Et combien d'emplois ont pu être préservés? Quel est l'impact économique de l'intervention rapide et efficace des PR auprès d'une personne en arrêt cardiorespiratoire?

Objectif de l'étude

La présente étude vise à évaluer, sur une période de douze mois (l'année 2017), l'impact économique des interventions réussies du SSIL lors d'incendies de bâtiments commerciaux où des emplois étaient en jeu et lors d'urgences médicales préhospitalières pour arrêt cardiorespiratoire. Dans le cas des incendies de bâtiments commerciaux, cette évaluation se concentre exclusivement sur toute organisation commerciale qui aurait pu perdre temporairement sa capacité de production ou d'exploitation n'eût été de l'intervention du SSIL.

De par sa mission, le Service de la sécurité incendie de Lévis (SSSIL) est responsable de la lutte contre les incendies ainsi que des sauvetages lors de ces sinistres. Le SSIL assure la gestion des risques et la planification des secours sur les 444 km² du territoire de la ville de Lévis.

Doté d'un coût réel de service d'environ 20,6 M\$ en 2017, le SSIL compte trente pompiers et un chef des opérations en devoir vingt-quatre heures par jour, dans les six casernes du territoire. Le SSIL compte un effectif total de 120 pompiers permanents et, selon les années, entre 20 et 30 pompiers temporaires. En plus des six casernes, le SSIL possède un centre administratif qui regroupe les équipes de la prévention, du soutien à l'organisation et de la direction. En plein essor avec une population de plus de 145 000 habitants, la ville de Lévis est en tête de plusieurs palmarès, notamment pour sa qualité de vie et sa vitalité économique.

En 2017, le SSIL a effectué un total de 5848 interventions. De ce nombre, 3434 était des appels d'urgence de nature médicale où les pompiers premiers répondants du SSIL ont eu à intervenir.

Études antérieures

À notre connaissance, le service d'incendie de Phoenix, en Arizona, fut le premier à mener une étude sur l'impact économique d'un service d'incendie¹. Celle-ci a mis en lumière l'impact positif de l'intervention des pompiers sur le PIB du comté de Maricopa lors d'incendies de bâtiments commerciaux et industriels. Notre étude s'appuie largement sur la méthodologie de l'étude de Phoenix.

Les huit points suivants, tirés du sommaire du rapport de l'étude de Phoenix, résument bien celle-ci :

1. L'étude utilise le modèle économétrique REMI², calibré spécifiquement pour l'État de l'Arizona afin d'estimer l'impact économique de 42 interventions réussies, effectuées entre le 1^{er} juin 2012 et le 31 mai 2013, pour des incendies de bâtiment commerciaux qui ont affecté 51 commerces et entreprises.
2. On estime que 6 951 emplois non reliés à l'agriculture auraient pu être perdus dans l'État de l'Arizona sur une année, n'eût été l'intervention fructueuse des pompiers de Phoenix lors de ces 42 incendies.
3. Si les secteurs d'emplois liés au gouvernement et à l'agriculture étaient inclus dans l'analyse, c'est plutôt 7 446 emplois qui auraient été perdus pour l'Arizona sur un an.
4. Sans des interventions réussies des pompiers, le comté de Maricopa aurait souffert de la plus grosse perte d'emplois, soit 3 023 emplois à temps plein.
5. Sans ces interventions réussies, le PIB de l'État de l'Arizona aurait donc diminué d'environ 650 M\$ (de 2012), ce qui représente une chute de 0,2%³. Le revenu réel disponible par personne aurait diminué de 295,6 M\$ (de 2012), soit une chute de 0,1%⁴.
6. De la même manière, les revenus fonciers et fiscaux de l'État de l'Arizona auraient diminué d'environ 35 M\$ (de 2012) si les 42 incendies de bâtiments commerciaux n'avaient pas été éteints.
7. On peut donc conclure que le service d'incendie de Phoenix a exercé un impact significatif sur l'économie locale, tant pour l'État de l'Arizona que pour les comtés, au cours des 12 mois étudiés, sur la base exclusive d'incendies de bâtiment commerciaux.
8. Les interventions réussies sur des bâtiments commerciaux comptent pour environ 3% des interventions annuelles du service d'incendie de Phoenix. Les résultats de l'étude représentent donc une estimation prudente de l'impact économique annuel total des activités du service d'incendie pour le comté de Maricopa et pour l'État de l'Arizona.

1 EVANS, Anthony (2014). *The Economic Impact of Successful Commercial Fire Interventions – Phoenix Fire Department, June 1, 2012 – May 31, 2013*, Tempe, L. William Seidman Research Institute, W. P. Carey School of Business, Arizona State University, 19 p.

2 REGIONAL ECONOMIC MODEL, INC. *The REMI model*, [En ligne], [www.remi.com/the-remi-model] (Consulté le 22 mars 2017).

3 Variation en pourcentage calculée à partir des données du U. S. Bureau of Economic Analysis pour l'année 2012.

4 Variation en pourcentage calculée à partir des données du U. S. Bureau of Economic Analysis pour l'année 2012.

Le service de sécurité incendie de Montréal (SIM) a aussi effectué en 2017 une étude sur l'impact économique de ses activités opérationnelles portant sur les interventions de feux de bâtiments commerciaux, où des emplois étaient en jeu et sur les appels d'urgence de nature médicale pour un arrêt cardiorespiratoires, durant l'année 2015⁵.

La présente étude jette les bases d'une analyse globale de l'impact économique du travail des services d'incendie. Cet impact a une valeur quantifiable, que nous avons pu mesurer selon une méthodologie scientifique éprouvée, en mettant en lumière **les corollaires qu'ont le temps de réponse, c'est-à-dire le délai d'arrivée du service d'incendie sur les lieux d'une intervention, et la force de frappe déployée par les pompiers dès leur arrivée**. Lorsqu'ils sont efficaces, ces deux éléments, créent une synergie qui contribue, selon le type d'intervention, à réduire les pertes matérielles, la perte de productivité des entreprises sinistrées et les pertes d'emploi, ou à augmenter le taux de survie des victimes d'ACR, conférant ainsi une valeur économique aux activités d'intervention.

Dans ce rapport, nous nous pencherons, dans la première partie, sur l'impact macroéconomique des interventions du SSIL par rapport aux incendies de bâtiments commerciaux où des emplois étaient en jeu sur le territoire de l'agglomération de Lévis pour l'année 2017, tandis que dans la seconde partie, nous examinerons la valeur des vies humaines sauvées grâce à l'intervention des pompiers premiers répondants sur le territoire de l'agglomération de Lévis pour l'année 2017.

⁵ DELORME, WATERHOUSE (2017). Étude de l'impact économique des interventions du service de sécurité incendie de Montréal pour l'année 2015, Service de sécurité incendie de Montréal, 2017, 115 p.

1

**IMPACT
MACROÉCONOMIQUE
DE L'INTERVENTION DU
SSIL LORS D'INCENDIES
DE BÂTIMENTS
COMMERCIAUX EN 2017**

1.1 Collecte des données

La première démarche consistait à échanger sur la méthodologie employée pour l'étude et sur le modèle macroéconométrique REMI avec un coauteur de l'étude de Phœnix, M. Anthony Evans, de la W.P. Carey School of Business de l'Université de l'Arizona. Elle avait pour but de voir comment nous pouvions développer une méthodologie qui tienne compte des particularités fiscales canadiennes et québécoises tout en demeurant cohérente avec l'étude de Phœnix.

Ensuite, avec l'aide de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), nous avons choisi la stratégie à adopter, toujours dans un souci de demeurer cohérents avec l'objectif et la méthodologie utilisés à Phœnix. Nous avons retenu d'emblée le modèle intersectoriel du Québec (MISQ). Ce modèle est largement utilisé pour les études d'impacts économiques. Il s'agit donc d'une méthodologie robuste et largement reconnue. En 2017, l'ISQ a effectué environ 300 simulations pour évaluer les impacts économiques d'une multitude d'initiatives et de projets. Le modèle est décrit à la section 1.3.

À l'étape suivante, nous avons extrait des données opérationnelles internes du SSIL sous forme de tableau présentant les données sur tous les incendies de bâtiments commerciaux de l'année 2017. On peut y retrouver les renseignements suivants : date de l'intervention, numéro d'appel, nature de l'appel, évaluation du bâtiment, évaluation des biens intérieurs du bâtiment, évaluation totale du bâtiment et des dommages dus à l'incendie du bâtiment et des biens à l'intérieur, dommages extérieurs au bâtiment et le montant estimé des dommages au bâtiment par l'OC.

Pour les besoins de notre étude, nous avons ensuite fait ressortir les interventions sur des bâtiments commerciaux où des emplois étaient en jeu. Au total, 16 interventions ont été recensées pour 2017. Par la suite, pour chacune d'elles, des données plus précises ont été collectées : affectation du bâtiment⁶, lieu du sinistre dans le bâtiment et description détaillée des dommages occasionnés au bâtiment, à l'extérieur de celui-ci et à son contenu. Pour certaines adresses abritant plusieurs commerces, un travail plus approfondi a dû être fait pour bien identifier les propriétaires du bâtiment et les propriétaires des commerces sinistrés⁷.

Des 16 interventions admissibles à l'étude, 3 ont été ou aurait pu être rejetées pour les raisons suivantes :

- i. Pas d'intervention des pompiers à leur arrivée sur les lieux (par ex. : feu déjà éteint).
- j. Légère intervention des pompiers, sans dommages matériels importants (par ex. : feu dans une poubelle à l'extérieur du bâtiment).
- k. Fermeture du commerce après l'incendie (perte totale).
- l. Commerce vacant ou en rénovation lors de l'incendie.
- m. Propriétaire impossible à joindre (par ex. : société à numéro).
- n. Refus du propriétaire de fournir les renseignements nécessaires.
- o. Données d'intervention manquantes, erronées ou incohérentes.
- p. Affectation écartée de l'analyse (c.-à-d. tous les bâtiments publics : écoles, centres de la petite enfance, hôpitaux, édifices municipaux ou gouvernementaux, etc.), car la méthode d'évaluation de l'impact économique des emplois liés à ce secteur est différente.

Les dernières démarches de collecte de données pour les incendies de bâtiments commerciaux nous ont menés au cœur de la communauté d'affaires de Lévis, car le dernier élément à ajouter au tableau était le chiffre d'affaires brut des commerces sinistrés pour 2017. Ce fut une démarche délicate, mais c'est la plus enrichissante de toutes; en effet, nous avons eu un accès privilégié

6 Certains bâtiments peuvent avoir plusieurs affectations. Par exemple, un immeuble en copropriété avec des commerces au rez-de-chaussée a deux affectations.

7 Par exemple, un centre commercial, où le propriétaire loue ses locaux à des commerçants. Parfois, les propriétaires sont des sociétés à numéro, ce qui ajoute à la difficulté du travail d'identification.

à la clientèle du SSIL après la prestation de service. Un échange direct avec les entrepreneurs nous a permis de constater à quel point l'intervention et le professionnalisme des pompiers sont appréciés. Cette satisfaction a notamment été révélée par le taux de réponse très élevé de 84,6%. Sur les 13 interventions sélectionnées après l'étape précédente, 11 (84,6%) des 13 ont donc finalement été retenues pour le calcul final, car les sinistrés ont partagés des données cruciales.

1.2 Méthodologie⁸

Comme nous l'avons mentionné, nous avons utilisé pour Lévis une méthodologie similaire à celle utilisée pour Montréal.

Cette étude a été réalisée à l'aide du modèle intersectoriel du Québec (MISQ) de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Le MISQ se base sur les tableaux entrées-sorties du Québec pour simuler l'effet de certains changements relatifs à l'économie. Mentionnons que chacune des 11 interventions retenues a été classifiée individuellement dans le tableau entrées-sorties selon les codes SCIAN appropriés. L'annexe F du présent rapport détaille les données incorporées au modèle.

⁸ Nos points de départ pour l'élaboration de la méthodologie: MILLER R. E., et P. D. Blair (2011), *Input-Output Analysis: Foundations and Extensions*, Cambridge, Cambridge University Press, 784 pages, et INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Études d'impact économique*, [En ligne], [www.stat.gouv.qc.ca/produits-services/etudes-impact-economique.html] (Consulté le 28 mars 2017).

1.3 Modèle intersectoriel du Québec

Le MISQ⁹ est un instrument qui permet de simuler et de traduire, en termes économiques, les effets de certains changements réels, anticipés ou hypothétiques relatifs à l'économie du Québec. Ces changements peuvent être constitués de divers projets impliquant des dépenses, soit d'investissement, de fonctionnement ou de consommation courante. Il existe une multitude de modèles intersectoriels dans le monde, chacun reflétant le système fiscal qu'il représente. Pour calculer l'impact économique d'un projet, des tableaux entrées-sorties sont utilisés afin de suivre la trace d'une dépense quelconque dans le système économique.

Le MISQ peut estimer, entre autres, la valeur ajoutée, l'emploi et les importations nécessaires pour répondre à un choc de demande sur l'économie du Québec. Il peut également classer les effets dans la chaîne de production selon qu'ils se retrouvent dans le secteur directement simulé (effets directs) ou chez les fournisseurs de ce dernier (effets indirects). À partir de différents types de dépenses, aussi appelés chocs, le modèle évalue l'impact sur la main-d'œuvre, la valeur ajoutée, les importations et les autres productions. Il permet aussi d'estimer les revenus des gouvernements sous forme d'impôt et de taxes et les parafiscalités payées par les travailleurs salariés.

Le MISQ permet non seulement d'estimer ces impacts, mais aussi de classer ces derniers en effets directs et indirects. Ainsi, les résultats du modèle permettent d'apprécier l'impact du choc de dépenses tant dans le secteur directement touché que dans les secteurs fournisseurs de ce dernier. Une des grandes utilités du MISQ est justement cette capacité à ventiler l'impact du choc initial entre les secteurs sollicités directement par la demande et ceux dont les contributions sont indirectes.

Les projets simulés à l'aide du modèle impliquent des déboursés ayant un impact sur l'économie en matière de production, de revenus, d'emplois ou d'importations. Le modèle permet de mesurer ces effets et de les classer selon que ceux-ci apparaissent dans les secteurs immédiatement touchés par les dépenses initiales (effets directs) ou selon qu'ils ont lieu dans les industries qui fournissent aux entreprises d'insertion (effets indirects).

En termes plus techniques, le modèle calcule les effets directs, indirects et totaux d'une variation exogène¹⁰ de dépenses finales ou d'un accroissement donné de la production d'une industrie. Les effets ou impacts économiques sont calculés sur la main-d'œuvre, sur la valeur ajoutée au coût des facteurs (les salaires et traitements avant impôt, le revenu net des entreprises individuelles et les autres revenus bruts avant impôt), sur les importations et sur certaines recettes fiscales et parafiscales.

Le modèle se veut d'abord un instrument d'analyse économique permettant d'évaluer les effets de changements touchant l'économie québécoise. C'est un modèle basé sur la structure des relations entre industries. À cet effet, il fait intervenir de façon systématique les informations détaillées sur les structures de dépenses des secteurs économiques et sur les données de répartition intersectorielles de la demande.

9 INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Le modèle intersectoriel, fonctionnement et applications, Édition 2016*. [En ligne], www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/comptes-economiques/comptes-production/modele-intersectoriel.pdf, p. 25 (Consulté le 22 mars 2017).

10 Le terme « variation exogène » est utilisé par les économistes pour désigner une variation indépendante ou provoquée dans le système économique. Les variations exogènes se distinguent des variations dites induites par d'autres variables internes dans l'économie, telles que les variations induites de consommation entraînées par une hausse du revenu global.

1.3.1 Tableau entrées-sorties

Les données de référence du MISQ sont actuellement celles du tableau entrées-sorties pour le Québec de l'année 2013, produit par Statistique Canada, ajustées pour tenir compte de la réalité économique de 2017. En voici une explication :

[...] les tableaux entrées-sorties constituent la base sur laquelle repose le modèle intersectoriel du Québec. Ces tableaux sont une représentation comptable du système de production de l'économie québécoise. Ils permettent de retracer les interrelations qui sous-tendent les échanges de biens et services entre les différents secteurs d'activité de l'économie québécoise de même qu'avec l'étranger. "La structure de base rectangulaire des tableaux permet de voir, d'un côté, la production et l'utilisation intermédiaire de plusieurs biens et services dans chacun des secteurs productifs représentant les industries primaires, secondaires et tertiaires et, de l'autre côté, le détail des différents secteurs de la demande finale tels que les ménages, les formations brutes de capital fixe et les différents paliers de gouvernement." [...] Pour faciliter leur équilibrage, les tableaux entrées-sorties sont évalués aux prix à la production, qui correspondent aux prix de vente à la sortie de l'usine. Dans le cas d'une entreprise domestique, ce sont donc les prix de vente nets de toutes taxes et des différentes marges du modèle. Dans le cas des importations, les prix à la production correspondent à la valeur (incluant les assurances et le fret) à la frontière du Québec excluant taxes et marges, mais incluant les droits sur les importations. Le modèle utilise sept types de marges pour convertir les estimations aux prix à la production en évaluation aux prix du marché. Ce sont les marges de taxes, de gros, de détail, de transport, d'entreposage, de gaz et de pipeline. Prenons le cas d'une chaise dont le prix à la production est de 20\$. On y ajoute la marge de transport de 2\$, les taxes de 3\$ et la marge de commerce de détail de 1\$. La chaise est ainsi évaluée à 26\$ aux prix à la consommation.»¹¹

Dans ce tableau, les industries sont classées selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)¹². Par ailleurs, on y retrouve les secteurs non commerciaux et la valeur ajoutée aux prix de base.

Les données du modèle sont mises à jour de façon continue par l'ISQ. Ainsi, le modèle permet de calculer des effets économiques à l'aide de paramètres largement mis à jour pour l'année en cours.

Le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord est unique en son genre, du fait qu'il repose sur un seul et même cadre conceptuel. Les unités économiques qui utilisent des processus de production similaires sont rangées dans la même classe, les classes étant délimitées dans la plus large mesure possible en fonction des différences dans les processus de production. Le concept économique d'offre, ou de production, a été retenu pour le SCIAN, parce qu'un système de classification des industries est le cadre à l'intérieur duquel se font la collecte et la publication de renseignements sur les intrants et les extrants, à des fins statistiques qui exigent que les intrants et les extrants soient utilisés de façon conjointe et classifiés de façon cohérente. La mesure de la productivité, des coûts unitaires de main-d'œuvre et de l'intensité de la production en capital, l'estimation du rapport emploi production, l'établissement de tableaux d'entrées-sorties et l'analyse des rapports de production dans l'économie sont autant d'exemples de ce genre d'applications statistiques. Le concept de classification du SCIAN permet la production de données qui facilitent de telles analyses.

Lors de la conception du SCIAN, une attention particulière a été portée à l'élaboration d'une classification axée sur la production pour : a) les industries nouvelles ou émergentes, b) le secteur des services en général, et c) les industries des technologies de pointe. C'est la raison pour laquelle le SCIAN présente les particularités décrites plus loin et c'est aussi l'origine de bon nombre des différences entre la structure du SCIAN et celle des classifications des activités économiques utilisées ailleurs. Le SCIAN permet une meilleure comparaison entre les industries des trois partenaires commerciaux de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) et est davantage compatible avec le niveau à deux chiffres de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI, Rév. 4) des Nations Unies. Dans le SCIAN, l'économie se divise en vingt secteurs. Les industries de ces secteurs sont regroupées selon le critère de la production. Même si la distinction entre les biens et les services n'est pas explicite dans la structure du SCIAN, quatre secteurs sont essentiellement producteurs de biens et seize sont constitués entièrement d'industries productrices de services.¹³

11 INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Le modèle intersectoriel, fonctionnement et applications*, Édition 2016, [En ligne], www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/comptes-economiques/comptes-production/modele-intersectoriel.pdf, p. 15 (Consulté le 22 mars 2017).

12 STATISTIQUE CANADA, *Le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) Canada 2012*, [En ligne], www.statcan.gc.ca/fra/sujets/norme/scian/2012/index (Consulté le 22 mars 2017).

13 STATISTIQUE CANADA, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) Canada 2012*, [En ligne], www.statcan.gc.ca/pub/12-501-x/12-501-x2012001-fra.pdf, p. 5 (Consulté le 22 mars 2017).

L'évaluation de l'impact économique d'un projet exige d'abord de traduire les informations le concernant en dépenses additionnelles détaillées qui seront injectées dans l'économie tout en précisant le ou les secteurs responsables de ces dépenses. Dans le cas présent, ce sont les dépenses préservées qui nous concernent.

Les dépenses doivent également être ventilées selon les différentes catégories de transactions du modèle, c'est-à-dire en catégories d'achats de biens et services et en rémunération. Plus cette désagrégation est complète et plus elle reflète adéquatement les dépenses associées au projet étudié, plus les résultats de la simulation seront fiables. Le détail de l'information pris en compte par le logiciel de simulation fera en sorte que la mesure de l'impact économique donnera des résultats différents selon le secteur spécifié ou les catégories de biens et services sur lesquelles porteront les dépenses.

Le modèle évalue donc l'impact d'un choc sur l'équilibre comptable (qui correspond à l'augmentation ou à la préservation de dépenses initiales, dites autonomes, ou exogènes) sur diverses variables économiques en le distribuant parmi les secteurs de production selon le processus connu sous le nom de « propagation de la demande ». Ce processus s'accomplit par divers cycles, ou itérations, de transactions entre les agents économiques, chacun des cycles constitué de dépenses pour certains agents, qui sont des revenus pour d'autres.

Le modèle tient compte du fait que la dépense autonome provenant d'un secteur de la demande finale peut se subdiviser, dès le départ, en achats directs de facteurs primaires productifs, comme l'embauche de main-d'œuvre, ainsi qu'en achats de biens et services auprès d'autres entreprises. Les achats et l'utilisation de facteurs de production primaires (main-d'œuvre, capital, etc.) par un secteur représentent pour lui une valeur ajoutée, ou production interne. Ainsi, les achats directs de main-d'œuvre par un secteur institutionnel (ménages, gouvernements, etc.) donnent lieu à une production, ou « valeur ajoutée », interne au secteur institutionnel lui-même : ce dernier produit alors pour son propre compte et vend en quelque sorte sa production à lui-même. Par ailleurs, les achats de biens et services effectués auprès des autres entreprises donnent lieu à des productions, ou « valeurs ajoutées », dans les diverses branches industrielles de production.

En tenant compte des multiples cycles de dépenses et de revenus entre les agents économiques, le modèle calcule, sur la base des relations intersectorielles du tableau économique, comment l'augmentation des dépenses autonomes totales, ou « choc », sera répartie, en fin de compte, selon trois grandes variables :

1. La valeur ajoutée, ou accroissement de la production intérieure québécoise
2. Les recettes en taxes indirectes moins les subventions (cet élément permettant d'évaluer la production intérieure ou valeur ajoutée au prix du marché)
3. Les importations (il s'agit du contenu des demandes en biens et services comblé par des approvisionnements extérieurs)

1.4 Modélisation du choc

Ce choc a été modélisé pour tenir compte du fait qu'il est fortement improbable que tous les incendies de bâtiment mènent toujours à une perte totale, affectant le chiffre d'affaires pour une année entière. Une table de modélisation, présentée à l'annexe A, a donc été créée, selon une règle d'élasticité simple. Une association théorique a été effectuée entre le pourcentage de pertes matérielles totales du bâtiment sinistré et le pourcentage du chiffre d'affaires de l'entreprise pour une année entière. Cela rend l'évaluation des pertes de l'étude actuelle plus réelle. Cette modélisation du choc a été intégrée dans l'étude du SIM en 2017, l'étude de Phoenix n'ayant pas capté cette caractéristique dans ses résultats.

1.5 Portée et limites du modèle

Le MISQ est une représentation simplifiée du fonctionnement de l'économie québécoise. Il met l'accent sur les relations d'échange observées au cours d'une année donnée entre les différents secteurs. Bien que d'une structure très complexe, le modèle ne peut tenir compte de tous les phénomènes. Il repose donc sur des hypothèses, qui doivent être connues afin que l'on puisse l'utiliser et interpréter ses résultats correctement.

Voici les principales hypothèses retenues dans le cadre de cette étude lors du processus de modélisation :

- a. Le modèle suppose que les industries ont la capacité d'atteindre la production exigée par la demande supplémentaire de biens et services. Les secteurs n'ont pas besoin, à moins d'indication contraire, de nouveaux investissements en construction ou d'achats supplémentaires de machines et de matériel. De plus, les résultats sont plus adéquats si l'on simule des changements de dépenses qui représentent des calculs de montants à la marge par rapport à l'importance du secteur étudié.
- b. Il y a absence d'économies d'échelle. Le modèle fait référence à une technologie de production fixe et il n'y a pas de substitution entre les intrants (biens et services et facteurs primaires).
- c. Le modèle suppose que les industries conservent leur part de marché pour chacun des biens et services produits, quel que soit le niveau de production des industries.
- d. Les résultats calculés avec le modèle indiquent des ordres de grandeur plutôt que des valeurs exactes ou absolues.
- e. Le modèle est statique et non dynamique. On ne fait pas référence à la durée de la propagation de la demande. Les résultats doivent toutefois être interprétés en dollars de l'année courante, comme si l'impact se réalisait durant l'année de référence.
- f. Le modèle ne tient pas compte des effets induits, c'est-à-dire qu'il ne prend pas en considération l'accroissement de l'activité économique provenant de l'augmentation des revenus (tels que les salaires) occasionnés par le projet ou le choc. Seules les dépenses supplémentaires en biens et services des secteurs productifs sont réinjectées dans l'économie.
- g. Les hypothèses de constance des rapports économiques entre les secteurs rendent le modèle sectoriel linéaire, c'est-à-dire que les effets directs doublent lorsque le montant du choc injecté dans l'économie double.

Aussi, la présente étude ne tient compte que d'un seul type d'intervention, soit les incendies de bâtiments commerciaux. Nous sommes d'avis que tous les autres types d'intervention, tels qu'incendie de bâtiment résidentiel, incendie de bâtiments institutionnels, désincarcération automobile, fuite de gaz naturel, intervention en présence de matières dangereuses ou sauvetages de toutes natures, ont aussi une valeur économique que le mandat actuel ne nous permet pas d'examiner.

En outre, le modèle ne tient pas compte des moyens d'autoprotection incendie, comme des gicleurs et des brigades d'intervention privées, qui ont pu avoir un effet sur l'ampleur de l'incendie à l'arrivée des pompiers.

Enfin, il convient de noter que les pertes matérielles déclarées par l'OC dans son rapport d'intervention représentent une évaluation prudente, dans une proportion d'environ 25%¹⁴ inférieure au coût réel du sinistre. La réclamation totale en dommages aux assureurs lors d'un sinistre est parfois plus élevée que ce que l'OC a constaté lors de l'intervention du SSIL. De plus, le commerce peut avoir été fermé pendant un certain temps pour des rénovations, ce qui ajoute aux pertes, lorsque cet élément n'était pas prévu dans la garantie d'assurance.

Ces données non compilées s'ajoutent au coût réel des pertes lors d'un sinistre, ce qui signifie que la valeur économique de l'intervention des pompiers peut être surestimée dans certains cas.

Pour toutes ces raisons, les résultats de l'étude doivent être considérés comme étant un minimum si on considère toutes les activités d'un service d'incendie, celles-ci étant toutefois sous-évaluées par les données non compilées des pertes effectives réelles. Nous ne pouvons toutefois pas quantifier précisément l'importance de ce biais, car les données ne sont pas assez précises.



1.6 Sommaire des résultats

Notre étude a donné lieu à la simulation suivante, calculée par l'Institut de la statistique du Québec à l'aide du MISQ: impact économique pour le Québec de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017 (préservations en chiffre d'affaires (en dollars) ajustées selon la couverture effective)¹⁵. Voici l'analyse des résultats. L'annexe C présente les résultats détaillés.

Le tableau suivant¹⁶ présente un résumé de l'impact sur les variables de production et sur les importations.

TABLEAU 1

Total de dépenses par simulation	Impact sur les variables de production et les importations						Importations
	Main-d'œuvre salariée	PIB aux prix du marché				Taxes indirectes moins subventions	
		Valeur ajoutée aux prix de base			Autres revenus bruts avant impôts		
		Salaires et traitements avant impôts	Revenu mixte brut				
k\$	années-personnes	k\$					
1	127 752	695	37 274	2 409	23 613	545	61 823

Le tableau suivant, quant à lui, fournit une estimation de l'impact économique sur les revenus des gouvernements du Québec et fédéral et sur les parafiscalités, par type de revenus.

TABLEAU 2

Total de dépenses par simulation	Impact sur les revenus des gouvernements et les parafiscalités						
	Gouvernement du Québec		Parafiscalité québécoise	Gouvernement fédéral		Parafiscalité fédérale	
	Impôts sur salaires	Taxes indirectes		Impôts sur salaires	Taxes indirectes		
k\$							
1	127 752	3 245	608	6 029	2 371	177	956

¹⁵ Voir l'annexe B pour plus de détails.

¹⁶ Dans tous les tableaux de ce rapport, les chiffres ayant été arrondis, la somme des éléments peut ne pas correspondre au total.

1.6.1 Ventilation de dépenses initiales et description des données de base de l'étude

Les données de base ont été codifiées selon la nomenclature des secteurs et des sous-secteurs de la banque de données du MISQ.

TABLEAU 3

Ventilation de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017

	k\$ de 2017
Intrants intermédiaires (biens et services)	90 122
Valeur ajoutée aux prix de base	37 630
Salaires et traitements avant impôt	25 171
Revenu mixte brut	1 438
Autres revenus bruts avant impôt	11 021
Total des dépenses	127 752
Subventions	-47
Total des dépenses nettes de subventions	127 705

Il est à noter que les salaires moyens des secteurs touchés sont ceux de l'année 2017 étant donné que les dépenses dans cette étude ont été prises en compte comme si elles se produisaient entièrement en 2017.

De la même façon, la charge de main-d'œuvre correspond à des salaires moyens de l'année 2017, ce qui signifie que l'évaluation a été faite comme si les injections des dépenses avaient été faites entièrement en 2017.

Enfin, la matrice de taxation indirecte utilisée tient également compte du régime fiscal de l'année 2017, avec une taxe sur les produits et services (TPS) à 5% et une taxe de vente du Québec (TVQ) à 9,975%.

1.6.2 Ventilation de l'impact économique total

Le tableau suivant présente l'impact économique total de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017.

TABLEAU 4

Ventilation de l'impact économique total de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017, en année-personne

	années-personnes de 2017
Main-d'œuvre	726,7
Salariés	694,5
Autres travailleurs	32,2
	k\$ de 2017
Valeur ajoutée aux prix de base	63 296
Salaires et traitements avant impôt	37 274
Revenu mixte brut	2 409
Autres revenus bruts avant impôt	23 613
Taxes indirectes	784
Fuites	63 865
Importations	61 823
Autres productions	2 042
Subventions	-240
Total des dépenses nettes de subventions	127 705

L'impact total sur l'emploi représente 695 emplois chez les salariés et 32 emplois chez les autres travailleurs, pour un total de 727 emplois. La valeur ajoutée générée au Québec est de 63,3 M\$, dont 37,3 M\$ versés en salaires et traitements aux employés salariés. Du côté du revenu mixte brut, 2,4 M\$ sont versés aux autres travailleurs. Les autres revenus bruts, pour leur part, composent le reste de la valeur ajoutée pour un montant de 23,6 M\$.

L'impact total d'un choc de dépenses est également ventilé en valeur ajoutée brute, en taxes indirectes nettes et en fuites du système. La somme des effets totaux est donc égale au choc initial. Par ailleurs, la somme des impacts pour le Québec (valeur ajoutée aux prix de base plus taxes indirectes nettes) est toujours plus petite que la dépense initiale, car les fuites du système ne sont pas captées dans le processus de production québécois.

Le tableau suivant présente la ventilation en pourcentage de l'impact économique total. Ainsi, la valeur ajoutée aux prix du marché, composée de la valeur ajoutée aux prix de base à laquelle on ajoute les taxes indirectes nettes, constitue 50 % du choc de dépenses initiale. Le reste de l'impact se traduit en fuites du système à raison de 50,0 % du choc de dépenses initiales. En additionnant, les retombées pour le Québec (valeur ajoutée aux prix du marché) aux différentes fuites du système, on obtient donc le montant de dépenses initiales de 127,7 millions de dollars.

TABLEAU 4A

Ventilation de l'impact économique total de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017, en pourcentage

	%	k\$ de 2017
Valeur ajoutée aux prix du marché	49,99	63 840
Valeur ajoutée aux prix de base	49,56	63 296
Taxes indirectes	0,61	784
Subventions	-0,19	-240
Fuites	50,01	63 865
Importations	48,41	61 823
Autres productions	1,60	2 042
Dépenses nettes de subventions	100,00	127 705

Ainsi, la valeur ajoutée aux prix du marché, composée de la valeur ajoutée aux prix de base à laquelle on ajoute les taxes indirectes nettes, constitue 50% du choc de dépenses initiale. Le reste de l'impact se traduit en fuites du système à raison de 50,0% du choc de dépenses initiales. En additionnant, les retombées pour le Québec (valeur ajoutée aux prix du marché) aux différentes fuites du système, on obtient donc le montant de dépenses initiales de 127,7 millions de dollars.

$\frac{\text{Valeur ajoutée aux prix du marché}}{\text{Dépenses initiales}} = \frac{63\,840}{127\,705} = 0,500$

Moins les fuites seront importantes, plus le ratio sera élevé. Par exemple, dans le cas hypothétique d'un pays en totale autarcie où il n'y aurait aucune importation, le ratio de valeur ajoutée serait au plus égal à 1. Rappelons que le ratio de valeur ajoutée réfère au concept de production. En effet, rien n'assure que les revenus perçus par les facteurs de production soient totalement dépensés au Québec ou soient même perçus par des habitants du Québec. En dépit de cette limite, la valeur ajoutée aux prix du marché est souvent utilisée afin d'estimer le « contenu québécois » d'un projet de dépenses.

1.6.3 Impact sur la valeur ajoutée et l'emploi

La valeur ajoutée est l'effort que le producteur ajoute à ses intrants intermédiaires pour répondre aux demandes qui lui sont adressées. Dans le MISQ, cette valeur est obtenue par la somme des rémunérations des facteurs de production, soit les salaires et traitements avant impôt, le revenu mixte brut et les autres revenus bruts avant impôt. Le concept de retombée économique est donc étroitement lié à celui de valeur ajoutée et de contribution au PIB.

Analogues à la rémunération des facteurs de production, les secteurs d'activité doivent aussi engager des employés dans leur processus de production. L'emploi représente la charge de travail utilisée par une industrie pour satisfaire les demandes qui lui sont adressées.

Le tableau suivant présente l'impact sur l'emploi et sur la valeur ajoutée ventilé en effets directs, indirects et totaux. Comme nous l'avons vu au tableau 1, l'impact total du projet à l'étude génère 695 emplois chez les salariés et 32 emplois chez les autres travailleurs pour une valeur ajoutée totale pour le Québec de 63,3 millions de dollars.

TABLEAU 5

Impact économique sur l'emploi et la valeur ajoutée de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017

	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
années-personnes de 2017				
Main-d'œuvre	476,8	118,5	131,4	726,7
Salariés	462,0	111,5	121,1	694,5
Autres travailleurs	14,8	7,0	10,4	32,2
k\$ de 2017				
Valeur ajoutée aux prix de base	37 630	12 735	12 931	63 296
Salaires et traitements avant impôt	25 171	5 993	6 110	37 274
Revenu mixte brut	1 438	373	597	2 409
Autres revenus bruts avant impôt	11 021	6 369	6 223	23 613

L'impact total généré peut lui-même être ventilé en effets directs et indirects. Dans le cas d'un secteur productif, l'effet direct correspond à l'impact interne du secteur qui répond à la demande initiale. Les dépenses en biens et services de ce secteur provoqueront, pour leur part, l'ensemble de l'impact indirect. La première ronde d'effets indirects provient des premiers fournisseurs. La somme des impacts des itérations subséquentes donnera finalement l'effet indirect sur les autres fournisseurs.

Dans le cas d'un secteur de la demande finale ou d'une simulation mixte (secteur productif et demande finale combiné), l'effet direct correspond à la somme de l'impact interne au secteur de la demande finale et de celui chez les premiers fournisseurs. Les dépenses en biens et services de ces secteurs provoqueront, pour leur part, l'ensemble de l'impact indirect.

Comme le démontre le tableau 5, l'impact total sur l'emploi salarié représente une charge de travail équivalente à 112 emplois chez les premiers fournisseurs et de 121 emplois indirects chez les autres fournisseurs. Pour ce qui est des salaires et traitements avant impôt, 6 millions de dollars sont générés en effets chez les premiers fournisseurs et 6,1 millions de dollars en effets indirects chez les autres fournisseurs.

1.6.4 Impact sur la valeur ajoutée, par secteur d'activité

En plus de permettre une appréciation itérative des différents impacts estimés, le modèle permet aussi de ventiler, par secteurs d'activité, l'impact sur la valeur ajoutée aux prix de base. Le tableau suivant présente la ventilation sectorielle de l'impact économique sur la valeur ajoutée. Ces dépenses ont des effets totaux sur la valeur ajoutée de 63,3 millions de dollars pour l'économie du Québec.

TABLEAU 6

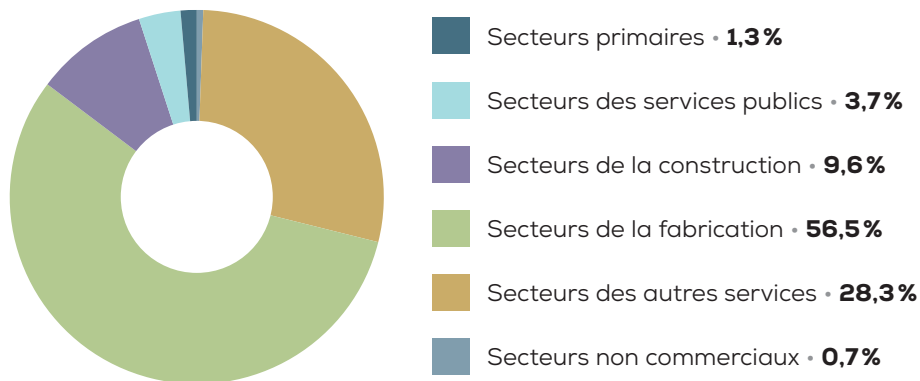
Impact économique sur la valeur ajoutée de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017, par secteur d'activité

Secteur d'activité	Valeur ajoutée aux prix de base	
	%	k\$ de 2017
Secteurs primaires	1,27	804
Secteurs des services publics	3,71	2 351
Secteurs de la construction	9,59	6 067
Secteurs de la fabrication	56,46	35 736
Secteurs d'autres services	28,28	17 900
Secteurs non commerciaux	0,69	437
Total des secteurs	100,00	63 296

La figure suivante permet d'apprécier la répartition des retombées sur la valeur ajoutée parmi les différents grands secteurs de l'économie québécoise. Tous les secteurs productifs de l'économie québécoise sont touchés soit les secteurs primaires (1,3%), les secteurs des services publics (3,7%), les secteurs de la construction (9,6%), les secteurs de la fabrication (56,5%), les secteurs des autres services (28,3%) et les secteurs non commerciaux (0,7%).

FIGURE 1

Ventilation en pourcentage de l'impact économique sur la valeur ajoutée, par secteur d'activité



1.6.5 Impact sur les salaires et traitements et sur la main-d'œuvre salariée, par secteur d'activité

Part importante de la valeur ajoutée, les salaires et traitements avant impôt correspondent à la rémunération brute des salariés. Ils sont estimés avant toute déduction (impôt et parafiscalités). Les employés salariés sont ceux qui reçoivent les salaires et traitements tels qu'estimés par le modèle. Ils reçoivent ces salaires à titre de travailleurs réguliers des secteurs d'activité.

Afin d'estimer l'emploi, l'unité de mesure utilisée par le MISQ est l'année-personne. L'utilisation de cette unité de mesure permet en fait une normalisation du travail annuel des différents types d'emploi, comme les emplois à temps partiel et le travail saisonnier. Par exemple, deux emplois saisonniers à mi-temps sont considérés dans le modèle comme un emploi en année-personne.

Le tableau suivant présente la ventilation sectorielle de l'impact économique sur l'emploi et les salaires et traitements. Ces dépenses ont des effets totaux sur les salaires et traitements avant impôt de 37,3 millions de dollars versés à 695 emplois salariés en années-personnes.

TABLEAU 7

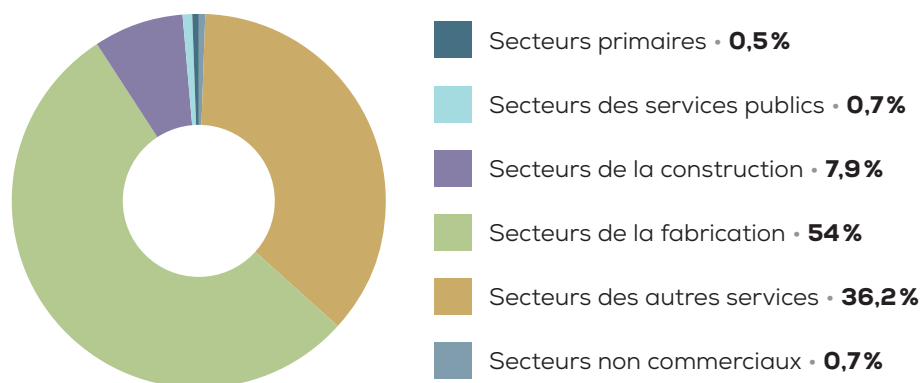
Ventilation de l'impact sur la main-d'œuvre et sur les salaires et traitements de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017, par secteur d'activité

Secteur d'activité	Main-d'œuvre salariés	Salaires et traitements avant impôt
	années-personnes de 2017	k\$ de 2017
Secteurs primaires	3,6	267
Secteurs des services publics	4,9	426
Secteurs de la construction	54,9	3 505
Secteurs de la fabrication	375,2	23 265
Secteurs d'autres services	251,2	9 564
Secteurs non commerciaux	4,7	248
Total des secteurs	694,5	37 274

La figure suivante permet d'apprécier l'impact sur l'emploi par secteur d'activité. Les emplois salariés sont répartis de la façon suivante : secteurs primaires (0,5%), les secteurs des services publics (0,7%), les secteurs de la construction (7,9%), les secteurs de la fabrication (54%), les secteurs des autres services (36,2%) et les secteurs non commerciaux (0,7%).

FIGURE 2

Ventilation de l'impact économique sur la main-d'œuvre, par secteur d'activité



1.6.6 Impact sur les revenus des gouvernements et sur les parafiscalités

Le modèle calcule l'impôt et les parafiscalités provenant des salaires et traitements versés aux salariés. Pour ce faire, on estime d'abord le nombre d'emplois en divisant pour chaque secteur les salaires et traitements par le salaire moyen. On estime, par la suite, un revenu imposable en tenant compte de différentes déductions créditées à la source. Les tables d'impôt québécoise et fédérale sont par la suite appliquées en tenant compte de certains ajustements, comme les crédits d'impôt et les surtaxes. Le modèle permet donc de répartir les revenus fiscaux générés en fonction des deux paliers de gouvernement et en tenant compte de certaines déductions moyennes.

Le modèle estime aussi les contributions des salariés et des employeurs aux différents fonds de sécurité sociale. Au Québec, les parafiscalités estimées par le modèle correspondent aux sommes versées à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), au Fonds des services de santé (FSS), au Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et au Régime de rentes du Québec (RRQ). Du côté du gouvernement fédéral, le modèle tient compte des contributions au régime d'assurance-emploi (AE).

Il est à noter que seul est comptabilisé l'impôt sur les salaires et traitements. Comme l'impôt est déjà inclus dans les salaires et traitements, il faut prendre garde de ne pas l'ajouter à celui estimé lors d'une simulation. Il est à noter que le modèle ne calcule pas l'impôt sur les profits des corporations ou l'impôt foncier.

Les parafiscalités, elles, ne doivent théoriquement pas être prises en compte dans le calcul des revenus des gouvernements. Les sommes allouées aux parafiscalités sont des contributions à des fonds de sécurité sociale, destinées à une utilisation spécifique ultérieurement. Il faut aussi noter que les taxes payées sur l'achat d'intrants du secteur simulé apparaissent dans la colonne « Premiers fournisseurs ». Les taxes payées par l'ensemble des autres secteurs sollicités indirectement par le choc initial sont pour leur part inscrites dans la colonne « Autres fournisseurs ».

TABLEAU 8

Impact économique sur les revenus des gouvernements et sur les parafiscalités de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017

Revenus et parafiscalités	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
k\$ de 2017				
Revenus du gouvernement du Québec	2 231	773	849	3 853
- Impôts sur salaires et traitements	2 231	516	498	3 245
- Taxes de vente	...	24	42	66
- Taxes spécifiques	...	233	309	542
Revenus du gouvernement fédéral	1 636	442	470	2 548
- Impôts sur salaires et traitements	1 636	373	363	2 371
- Taxes de vente	...	4	32	36
- Taxes et droits d'accise	...	66	75	141
Parafiscalités	4 669	1 150	1 166	6 985
- Québécoise (RRQ, FSS, CSST, RQAP)	4 036	990	1 003	6 029
- Fédérale (assurance-emploi)	633	160	163	956

... N'ayant pas lieu de figurer

Les dépenses à l'étude entraîneraient des revenus pour le gouvernement du Québec, à raison de 3,2 millions de dollars en impôts sur les salaires et traitements, 65,8 milliers de dollars en taxe de vente (TVQ) et 541,6 milliers de dollars en taxes spécifiques.

De même, ces dépenses procureraient au gouvernement fédéral des revenus de 2,4 millions de dollars en impôts sur les salaires et traitements, 36,1 milliers de dollars en taxe de vente (TPS) et 140,6 milliers de dollars en taxes et droits d'accise. Pour sa part, la parafiscalité québécoise et fédérale serait respectivement de 6 millions de dollars et de 955,9 milliers de dollars.

1.6.7 Impact sur les taxes indirectes des gouvernements du Québec et fédéral, par bien et service

Les taxes indirectes sont des paiements unilatéraux faits par les secteurs productifs et par la demande finale aux différents paliers de gouvernement, sans contrepartie de la part des administrations publiques. Les taxes indirectes sont de deux types : les taxes sur les produits et les taxes sur la production.

Les taxes sur les produits sont des paiements faits par les agents économiques lors de l'achat de biens et services. Elles incluent la TVQ, la TPS, les droits d'accise fédéraux et les taxes spécifiques québécoises, comme la taxe sur l'hébergement ou celle sur le tabac. Les marges de taxes du modèle sont ajustées pour tenir compte des remboursements du coût des intrants que reçoivent les secteurs productifs.

Le tableau suivant présente les taxes indirectes québécoises et fédérales ventilées selon les biens et services les plus touchés. Les taxes totales de 784,2 milliers de dollars estimées par le modèle seront partagées entre le gouvernement du Québec (607,4 milliers de dollars) et le gouvernement fédéral (176,7 milliers de dollars).

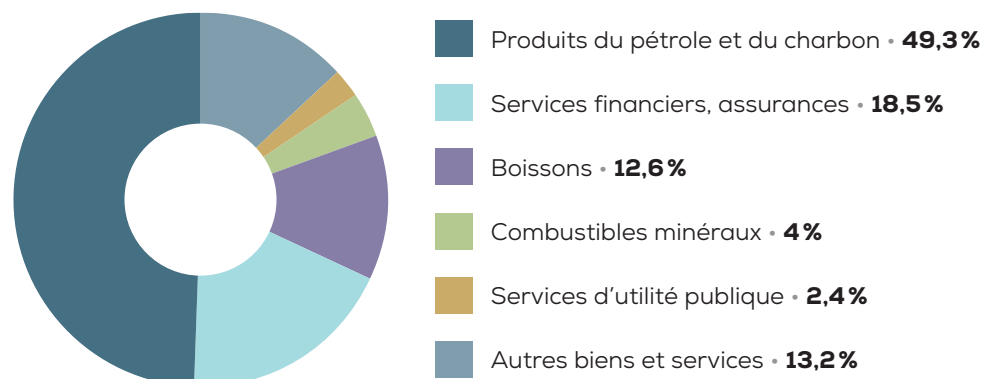
TABLEAU 9
Ventilation de l'impact sur les taxes indirectes de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017, par bien et service

Bien et service	Taxes indirectes		
	Québécoises	Fédérales	Total
k\$ de 2017			
Produits du pétrole et du charbon	304	83	387
Serv. financiers, assurances	136	9	145
Boissons	80	19	99
Combustibles minéraux	31	1	31
Services utilité publique	18	1	19
Autres biens et services	39	64	103
Total des biens et services	607	177	784

La figure suivante montre la répartition en pourcentage des taxes indirectes par bien et service.

On peut y voir que les principaux produits taxés sont les produits du pétrole et du charbon (49,3%), les services financiers, assurances (18,5%), les boissons (12,6%), les combustibles minéraux (4%), les services d'utilité publique (2,4%) et les autres biens et services (13,2%).

FIGURE 3
Ventilation de l'impact économique sur les taxes indirectes, par bien et service



1.6.8 Impact sur les importations internationales et interprovinciales, par bien et service

Les importations correspondent aux sommes versées en contrepartie des achats de biens et services provenant de l'étranger. Elles sont de deux ordres: concurrentielles et non concurrentielles. Comme nous l'avons vu précédemment, les importations non concurrentielles correspondent aux achats de produits étrangers qui ne sont pas en concurrence avec des produits québécois.

Les résultats produits par le modèle permettent de distinguer les importations internationales de celles qui proviennent des autres provinces canadiennes. Les importations sont considérées comme des fuites, car elles ne génèrent pas d'activité économique au Québec. Tout comme pour les taxes indirectes, les importations sur l'achat d'intrants du secteur simulé apparaissent dans la colonne « Premiers fournisseurs ». Les importations de l'ensemble des autres secteurs sollicités indirectement par le choc initial sont pour leur part inscrites dans la colonne « Autres fournisseurs ».

Le tableau suivant présente les importations internationales ventilées selon les biens et services les plus touchés. Les importations internationales de 33,3 millions de dollars estimées par le modèle seront partagées entre les premiers fournisseurs (25,4 millions de dollars) et les autres fournisseurs (7,8 millions de dollars).

TABLEAU 10

Impact sur les importations internationales de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017, par bien et service

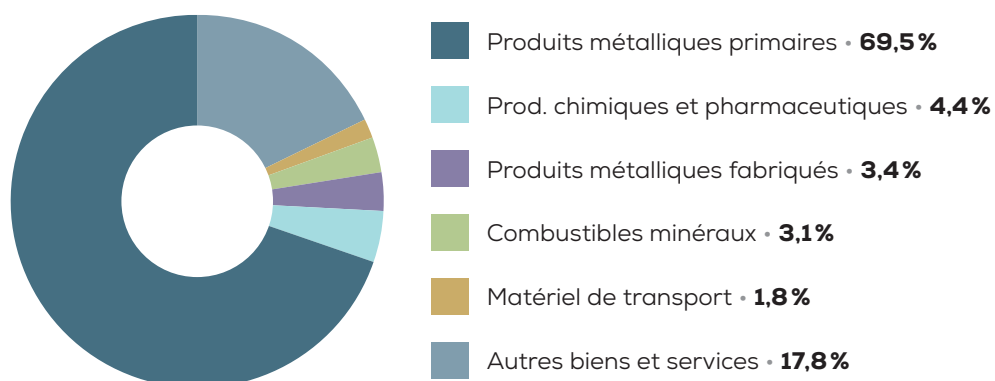
Bien et service	Importations internationales		
	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
k\$ de 2017			
Produits métalliques primaires	20 325	2 812	23 137
Prod. chimiques et pharmaceutiques	685	773	1 458
Produits métalliques fabriqués	892	237	1 130
Combustibles minéraux	92	922	1 015
Matériel de transport	355	252	608
Autres biens et services	3 060	2 843	5 904
Total des biens et services	25 410	7 841	33 251

La figure suivante permet d'apprécier la répartition des importations internationales en pourcentage selon les principaux produits importés.

On peut y voir que les principaux produits importés à l'international sont les produits métalliques primaires (69,6%), les produits chimiques et pharmaceutiques (4,4%), les produits métalliques fabriqués (3,4%), les combustibles minéraux (3,1%), le matériel de transport (1,8%) et les autres biens et services (17,8%).

FIGURE 4

Impact sur les importations internationales, par bien et service



Le tableau suivant, quant à lui, présente les importations interprovinciales ventilées selon les biens et services les plus touchés. Les importations interprovinciales de 28,6 millions de dollars estimées par le modèle seront ventilées entre les premiers fournisseurs (20,4 millions de dollars) et de manière indirecte avec les autres fournisseurs (8,2 millions de dollars).

TABLEAU 11

Impact sur les importations interprovinciales de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017, par bien et service

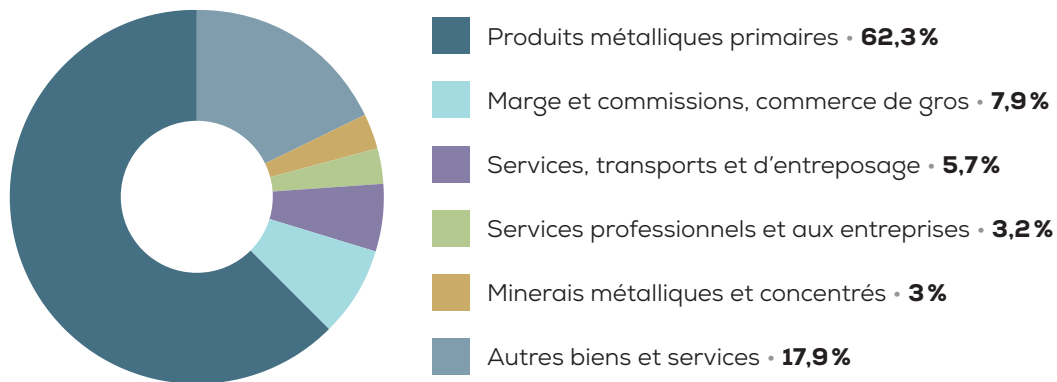
Bien et service	Importations interprovinciales		
	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
	k\$ de 2017		
Produits métalliques primaires	16 024	1 801	17 826
Marge et commissions, commerce gros	18	2 236	2 253
Services, transports et entreposage	1 018	618	1 637
Serv. profession. et entreprises	365	542	907
Minerais métalliques et concentrés	-	844	844
Autres biens et services	2 977	2 128	5 105
Total des biens et services	20 402	8 170	28 572

La figure suivante permet d'apprécier la répartition des importations interprovinciales en pourcentage selon les principaux produits importés.

On peut y voir que les principaux produits importés des autres provinces sont les produits métalliques primaires (62,3%), la marge et les commissions de commerce de gros (7,9%), les services de transports et d'entreposage (5,7%), les services professionnels et aux entreprises (3,2%) les minerais métalliques et concentrés (3%) et les autres biens et services (17,9%).

FIGURE 5

Impact sur les importations interprovinciales, par bien et service



Les interventions d'urgence médicale préhospitalière constituent aujourd'hui 58,7% des interventions du SSIL. Pour cette étude, nous avons ciblé les interventions pour un arrêt cardiorespiratoire (ACR), toutes étiologies confondues, lors desquelles les victimes ont été réanimées par les pompiers premiers répondants (PR) avant leur arrivée au centre hospitalier et qui ont survécu après leur hospitalisation, sans séquelles neurologiques incapacitantes.

Selon nous, cet échantillon constitue la portion de victimes d'ACR représentant la plus grande valeur économique, car ces personnes reprennent une vie active, sans aucune séquelles. Bien que certaines personnes ayant gardé des incapacités après un ACR puissent redevenir actives, il est plutôt difficile de le quantifier, car les données ne sont pas assez précises.

De plus, pour que l'analyse soit encore plus précise, nous aurions pu prendre l'âge des victimes en compte. Un enfant en bas âge a une valeur économique assumée plus grande (impôt payé, taxes à la consommation, etc.) qu'une personne à la retraite, par exemple. Mais encore ici, les données ne sont pas assez précises pour nous permettre cette distinction.



2

**VALEUR DES VIES
HUMAINES PRÉSERVÉES
GRÂCE À L'INTERVENTION
DU SSIL EN 2017**

2.1 Valeur d'une vie humaine : survol de la littérature

La valeur statistique d'une vie humaine, ou VSV, a été calculée avec diverses méthodes depuis 1970, apportant des résultats très variables selon les études. Cette valeur est souvent utilisée dans le contexte de prises de décisions gouvernementales basées sur une analyse coût-avantage.

Il existe deux méthodes principales reconnues pour calculer la VSV : 1) une approche basée sur la valeur de la contribution économique d'un individu, par exemple, la valeur actualisée des revenus nets futurs, et 2) une approche basée sur la volonté de payer des individus pour une diminution du risque de mortalité. Notons que du point de vue méthodologique, les deux approches sont parfaitement similaires. C'est la seconde approche qui est la plus répandue dans la littérature économique et c'est elle qui a été retenue pour l'étude de 2017 du CIRANO¹⁷ sur l'implantation des premiers répondants ainsi que pour la présente étude.

Il importe de savoir que la VSV est basée sur la variation du risque de décès d'individus anonymes. Elle ne tient jamais compte de principes moraux ou éthiques. Par contre, de nombreux paramètres influencent la VSV, comme le moment de la réalisation de l'étude, la population sous examen de même que le cadre méthodologique.

Dans une méta-analyse, Dionne et Lebeau (2010) ont tenté de comprendre d'où provenaient précisément les sources de variation de la VSV dans la littérature¹⁸. À la lumière de cette évaluation, ils ont ensuite proposé une estimation de la VSV qui leur semble la plus juste, soit entre 5 et 6 M\$ (en dollars de 2000). Cette conclusion est basée sur les résultats des quatre études suivantes utilisant, selon eux, une méthodologie optimale :

- Dionne et Lanoie (2004)¹⁹ : Étude visant à obtenir une VSV dans un contexte de sécurité routière au Québec. Les auteurs notent que leurs conclusions peuvent également s'appliquer au Canada. Les auteurs utilisent les résultats de dizaines d'études provenant de divers pays pour leur analyse. Ils précisent également la VSV moyenne obtenue par les études canadiennes²⁰.
- Knieser et collab. (2007)²¹ : Étude américaine qui vise à régler les problèmes économétriques liés aux estimations de la VSV provenant de nombreuses études.
- Bellavance et collab. (2009)²² : Méta-analyse sur la VSV utilisant les résultats de 37 études réalisées dans neuf pays.
- Viscusi (2009)²³ : Étude couvrant 85 femmes et 383 hommes victimes d'un homicide en 2009.

17 DE MARCELLIS-WARIN Nathalie, François VAILLANCOURT, Ingrid PEIGNIER, Brigitte BOUCHARD-MILORD, et Alain VAILLANCOURT (2017). *Évaluation économique du service de premiers répondants sur le territoire de l'agglomération de Montréal*, Montréal, CIRANO, 142 p.

18 DIONNE, G., et M. LEBEAU (2010). « Le calcul de la valeur statistique d'une vie humaine », *L'actualité économique*, 86(4), p. 487-530. doi: 10.7202/1005680ar.

19 DIONNE, G., et P. LANOIE (2004). « Public Choice about the Value of a Statistical Life for Cost-Benefit Analyses: The Case of Road Safety », *Journal of Transport Economics and Policy*, 38(2), p. 247-274.

20 Ce résultat est basé sur sept études canadiennes réalisées entre 1989 et 2000. Une huitième étude, qui ne fut pas prise en compte, car réalisée avec un échantillon non représentatif, évaluait la VSV à 22,0 M\$ CAN de 2000.

21 KNIESNER, T. J., W. K. VISCUSI, C. WOOCK, et J. P. ZILIAK (2007). « Pinning Down the Value of Statistical Life », *IZA Discussion paper*, n° 3107, Institute for the Study of Labor, Bonn, 34 p.

22 BELLAVANCE, F., G. DIONNE, et M. LEBEAU (2008). « The Value of a Statistical Life: A Meta-Analysis with a Mixed Effects Regression Model », *Journal of Health Economics*, 28(2), p. 444-464. doi:10.1016/j.jhealeco.2008.10.013.

23 VISCUSI, W. K. (2009). « Valuing Risks of Death from Terrorism and Natural Disasters », *Journal of Risk and Uncertainty*, 38(3), p. 191-213.

2.2 Collecte des données

Pour la présente étude, nous avons utilisé deux sources de statistiques annuelles sur les interventions d'urgence médicale préhospitalière pour les victimes d'ACR : celles compilées par le Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches (CISSSCA) et celles compilées par le SSIL, pour le territoire de Lévis.

Le CISSSCA recueille les données sur la réanimation des arrêts cardiorespiratoires sur son territoire dans un rapport statistique inspiré du modèle Utstein, qu'ils ont appelé « Utstein modifié ». Publié au début des années 1990, le rapport Utstein est un modèle consensuel de compilation de données et de publication de statistiques relatives aux ACR et aux manœuvres de réanimation cardiorespiratoires. Il permet aux professionnels de l'urgence médicale d'organiser ou de consulter ces données selon une grille normalisée. Ce modèle est utilisé notamment par la Fondation des maladies du cœur et de l'AVC du Canada et du Québec, l'American Heart Association et le Conseil européen de réanimation²⁴. La version modifiée du CISSSCA est présentée en détail à l'annexe B. Par ailleurs, un document publié par le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec en août 2011 décrit la signification de chaque case de données du modèle du CISSSCA²⁵.

Nous avons mis en relation les données du rapport statistique Utstein modifié du CISSSCA et les données d'intervention internes du SSIL pour l'année 2017. Le rapport statistique Utstein modifié le plus récent dont nous disposons lors de l'étude était celui du 1er avril 2016 au 31 mars 2017 tandis que les données du SSIL étaient celles compilées pour toute l'année 2017. Comme le rapport Utstein modifié couvre la période du début avril à la fin mars de l'année suivante et que la présente étude porte sur une année financière complète, soit du 1er janvier au 31 décembre 2017, nous avons utilisé les données du rapport Utstein modifié 2016-2017 intégralement pour les appliquer à l'année 2017.

Par ailleurs, puisque nous voulions obtenir le nombre d'ACR traités sur le territoire de l'agglomération de Lévis seulement, soit le territoire desservi par le SSIL, et que les données du CISSSCA couvrent la région administrative de Chaudière-Appalaches au complet, nous avons dû en extraire la proportion associée à la population de l'agglomération de Lévis pour l'année 2017. L'agglomération de Lévis comptait 146 183 habitants²⁶ en 2017 et la région administrative de Chaudière-Appalaches, 426 791 habitants²⁷. Nous avons donc établi la proportion de la population de l'agglomération de Lévis à 34,2 %.

Cette proportion demeure une donnée minimale, car on observe un accroissement ponctuel quotidien de la population de l'agglomération de Lévis. Sur une année, cette croissance fait augmenter la population totale desservie par les premiers répondants du SSIL. Incidemment, la proportion des interventions pour ACR devrait être plus élevée dans l'agglomération de Lévis, mais nous n'en avons pas tenu compte dans la présente étude.

Ainsi, nous avons recensé 29 interventions d'ACR pour l'année 2017 dans les données du SSIL. Pour sa part, le rapport statistique Utstein modifié du CISSSCA, révélait que 17 victimes d'ACR avaient quitté l'hôpital (case 20t) en vie. De ce nombre, 12 personnes ont reçu leur congé de l'hôpital, ont été retournées à la maison et présentaient un état neurologique normal (case 21a). En ramenant ces chiffres à la proportion de 34 % pour l'agglomération de Lévis en 2017, par rapport à la population totale de la région Chaudière-Appalaches des données du rapport Utstein modifié, on obtient ainsi pour notre calcul un échantillon de 6 victimes ayant quitté l'hôpital en vie et de 4 personnes réanimées et sans séquelles incapacitantes présumées.

24 CIRCULATION. *Cardiac Arrest and Cardiopulmonary Resuscitation Outcome Reports*. [En ligne], [circ.ahajournals.org/content/110/21/3385] (Consulté le 22 mars 2017).

25 MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX. *Plan qualité clinique, énoncés d'assurance de la qualité, indicateurs cliniques, programme d'amélioration continue de la qualité (PACQ) version 2.1*, [en ligne], [www.urgences-sante.qc.ca/wp-content/uploads/2014/03/Plan-qualite%CC%81-clinique-E%CC%81nonce%CC%81s-d_assurance-de-la-qualite%CC%81-Indicateurs-cliniques.pdf], p. 31. Consulté le 16 mars 2018.

26 <https://www.ville.levis.qc.ca/la-ville/statistiques/statistiques-donnees-base>. (Consulté le 15 mars 2018).

27 http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/profils/region_12/region_12_00.htm. (Consulté le 15 mars 2018).

2.3 Synthèse des estimations de la VSV

Le tableau suivant présente les différentes estimations de la VSV dans la littérature récente. Ces résultats ont été ajustés pour ramener les valeurs présentées en dollars de 2017.

TABLEAU 12
VSV calculée dans différentes études

Année	Auteurs	VSV (M\$ CAD de 2017)*	Couverture
2004	Dionne et Lanoie (2004)	6,6	Multiple
2004	Dionne et Lanoie (2004)	6,2	Canada
2007	Knieser et collab. (2007)	9,4 – 12,8	États-Unis
2009	Viscusi (2008)	8,0	États-Unis
2009	Bellavance et collab. (2009)	12,1	Multiple

* Valeur ajustée pour l'inflation en dollars US de 2017, convertie en dollars CAD selon le taux de change moyen en 2017, comme publié par la Banque du Canada.

Sur la base de ces estimations récentes, on peut inférer qu'un intervalle de VSV de 6,2 à 10,0 M\$ CAN de 2017, avec une valeur médiane de 8,1 M\$ CAN, serait approprié pour le Québec (ou le Canada)²⁸.

Cet intervalle est d'ailleurs similaire à celui présenté dans une publication d'Horizons de politiques Canada, une direction attachée au Bureau du conseil privé du Canada²⁹, où on suggère les valeurs inférieure, centrale et supérieure suivantes en regard des différents types de risque de décès lors d'évaluation de politiques publiques : 3,5, 6,5 et 9,5 M\$ CAN de 2007, respectivement.

²⁸ Inflation pour le Canada et les États-Unis : LA BANQUE MONDIALE. *Inflation, prix à la consommation (% annuel)*, [En ligne], [donnees.banquemondiale.org/indicateur/FP.CPI.TOTL.ZG] (Consulté le 22 mars 2017). Taux de change US/CAN : BANQUE DU CANADA. *Financial markets department, Year average of exchange rates, Ottawa, 2016, average of 250 days*, [En ligne], www.bankofcanada.ca/stats/assets/pdf/nraa-2016-en.pdf] (Consulté le 22 mars 2017).

²⁹ CHESTNUT, Lauraine G., et Paul DE CIVITA (2009). *Évaluation économique de la réduction des risques de mortalité : Examen et recommandations aux fins d'analyse politique et réglementaire*, [En ligne], [www.horizons.gc.ca/sites/default/files/Publication-alt-format/2009-0012-fra.pdf] (Consulté le 22 mars 2017).

2.4 Application aux vies sauvées par le SSIL

Selon les données du rapport Utstein modifié de la région Chaudière-Appalaches, ramenées aux proportions de la population desservie par le SSIL, 4 vies ont été sauvées en 2017 grâce à l'intervention des pompiers premiers répondants du SSIL. Le tableau suivant présente la valeur financière totale de ces vies humaines, soit entre 24,8 et 40,0 M\$, que nous avons calculée en utilisant les estimations présentées dans la section précédente.

TABLEAU 13
Valeur financière des vies sauvées par le SSIL en 2017, en M\$

Vies sauvées	Borne inférieure de la VSV	Valeur médiane de la VSV	Borne supérieure de la VSV
4	24,8	32,4	40,0

Il importe de noter que la VSV que nous avons retenue est supérieure à celle utilisée dans l'analyse coût-avantage d'une étude de 2017 du CIRANO³⁰, qui est chiffrée entre 1,0 M et 2,0 M\$. Cette estimation est clairement prudente, compte tenu des études présentées précédemment et présume que les bénéfices de préservation des vies humaines sont largement sous-estimés.

2.5 Limites de la méthodologie dans la présente étude

Les limites de la méthodologie employée dans la présente étude se résument par les trois éléments suivants :

- Nous présumons que toutes les victimes réanimées avaient un emploi et l'ont réintégré à leur sortie de l'hôpital.
- Le rapport statistique Utstein modifié ne fournit pas d'information au sujet des effets directs de l'intervention des PR sur la diminution de la morbidité (contrôle d'hémorragie rapide, immobilisation spinale empêchant la quadriplégie, etc.). L'impact économique de cet aspect n'a donc pas pu être analysé, mais il est certainement important, ce qui rend les chiffres de la présente étude encore plus prudents.
- Les données recueillies ne permettent pas de déterminer précisément qui, dans toute la chaîne d'intervention préhospitalière, a eu l'effet le plus significatif dans la réanimation de la victime effectuée par les PR. En effet, plusieurs personnes peuvent effectuer des manœuvres de réanimation et de défibrillation : de simples citoyens ou des professionnels de la santé, avant l'arrivée des PR, les PR eux-mêmes tout au long de leur intervention ou encore les techniciens ambulanciers paramédicaux, qui prennent le relais des PR en administrant des soins avancés en réanimation cardiorespiratoire jusqu'à l'arrivée au centre hospitalier.

30 DE MARCELLIS-WARIN Nathalie, François VAILLANCOURT, Ingrid PEIGNIER, Brigitte BOUCHARD-MILORD, et Alain VAILLANCOURT (2017). *Évaluation économique du service de premiers répondants sur le territoire de l'agglomération de Montréal*, Montréal, CIRANO, 142 p.





CONCLUSION

Il est maintenant démontré que les interventions des pompiers du SSIL et son fonctionnement ne représentent pas une dépense, mais plutôt un investissement.

Voilà la conclusion principale que la présente étude nous a permis d'émettre. En effet, les résultats mettent en lumière l'impact direct du travail des pompiers du SSIL sur l'activité économique de la ville de Lévis.

En investissant financièrement dans leur service d'incendie, les autorités municipales de l'agglomération de Lévis lui ont permis d'avoir un effet direct sur le PIB de la région de Lévis de 63,3M\$ en 2017. Autrement dit, n'eût été de l'intervention du SSIL, le PIB de la région de Lévis aurait été de 63,3M\$ plus faible. L'impact global se traduit par la préservation de 695 emplois. Pour les raisons énumérées dans le présent rapport, ces chiffres représentent une estimation prudente, mais les résultats illustrent clairement que chaque dollar déboursé dans un service d'incendie représente un investissement, et non une dépense, en plus de bonifier l'aspect humain et social que des interventions efficaces ne manquent pas d'engendrer.

En outre, un temps de réponse court est également à la base de la chaîne d'intervention préhospitalière et constitue la clé du taux de réanimation élevé des pompiers premiers répondants du SSIL; en effet, il permet d'entreprendre rapidement les manœuvres de RCR et de défibrillation, un facteur essentiel à l'augmentation du taux de survie et par le fait même, de la valeur économique des PR, comparativement aux endroits où cette fonction n'est pas offerte par le service d'incendie local. Les activités opérationnelles des PR du SSIL ont créé une valeur économique de 32,4M\$ en réanimant 4 personnes qui n'ont prétendument subi aucune séquelle.

Lorsqu'on additionne les deux montants, les interventions des pompiers du SSIL ont eu un effet combiné de 95,7M\$ sur la valeur préservée totale au Québec.. En comparant le coût réel de service de fonctionnement du Service, qui était d'environ 20,6M\$ en 2017, aux bénéfices générés par ses interventions, soit 95,7M\$, il est maintenant démontré que chaque dollar investi dans le SSIL en 2017 a donné un rendement sur investissement de %.

Nous pouvons affirmer que ce sont un temps de réponse et une force de frappe optimaux des effectifs incendie qui jouent en faveur de la réussite d'une intervention pour les services d'incendie.

Pour le reste, le tableau du MISQ a bien mis en relation les pertes matérielles subies avec la valeur totale des biens (bâtiments et biens intérieurs) ainsi qu'avec les revenus bruts du commerce incendié pour déterminer l'impact économique.

Nous sommes donc d'avis qu'il y ait matière à approfondir la relation coût-avantage dans l'atteinte d'un temps de réponse minimal doublé d'un maximum d'effectifs sur les lieux d'un incendie ou d'une urgence médicale préhospitalière.

La méthodologie utilisée ici ne fait qu'effleurer une tendance lourde de l'analyse des données de masse (*big data*) dans les organisations, qui peut mener à des découvertes insoupçonnées. Toutefois, la présente étude a également mis en évidence, non seulement les limites de chacune des méthodologies utilisées pour les calculs d'impact économique, mais aussi le manque de précision de certaines données, ce qui limite l'étendue, la variété et la profondeur des analyses possibles. Il reste une multitude de sujets à explorer pour mieux calculer la valeur économique des interventions et de l'ensemble des activités (prévention, éducation du public...) du SSIL et des services d'incendie en général, par exemple l'inclusion des emplois gouvernementaux dans le calcul ou encore d'autres types d'intervention comme les incendies de bâtiments résidentiels, les bâtiments institutionnels, les interventions en matières dangereuses, les fuites de gaz naturel, les accidents sur les voies rapides et les divers sauvetages pratiqués par les pompiers. Des données sur les pertes de revenus pendant et après les sinistres ou encore les coûts indirects sont aussi à considérer sérieusement pour les incendies de bâtiments commerciaux.

L'effet souhaité d'une étude comme celle-ci est d'amorcer un changement de perception sur l'impact social, économique et financier des services d'incendie au sein des communautés. Cet

impact sera d'autant plus important avec l'éventail maintenant élargi d'interventions offertes par les pompiers.

Une des résultantes importantes de cette étude est l'établissement de nouvelles marques dans le calcul de l'impact économique de l'intervention des pompiers. Nous invitons les organismes de recherche, les compagnies d'assurance et les autres services d'incendie à reprendre l'exercice en perfectionnant la méthodologie afin de tendre vers un modèle standard qui pourra aider les organisations à mieux comprendre le rôle fondamental des services d'incendie et à améliorer le service aux citoyens.



ANNEXE A

MODÉLISATION DU CHOC

La présente étude a permis d'évaluer l'impact économique pour le Québec de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié d'une intervention du SSIL pour l'année 2017 (préservations en chiffre d'affaires ajustées selon la couverture effective). Elle a été réalisée à l'aide du modèle intersectoriel du Québec (MISQ).

Les données de base ont été codifiées par l'ISQ selon la nomenclature 2013 des secteurs et sous-secteurs de la banque de données du modèle intersectoriel du Québec. L'annexe F présente les données incorporées au modèle.

Le tableau suivant présente un résumé de l'impact sur les variables de production et sur les importations pour la simulation à l'étude. En effet, puisqu'il était fortement improbable que tous les incidents aient affecté le chiffre d'affaires pour une année entière, nous avons modélisé le choc sur ce dernier selon les règles d'élasticité simples et plausibles que voici.

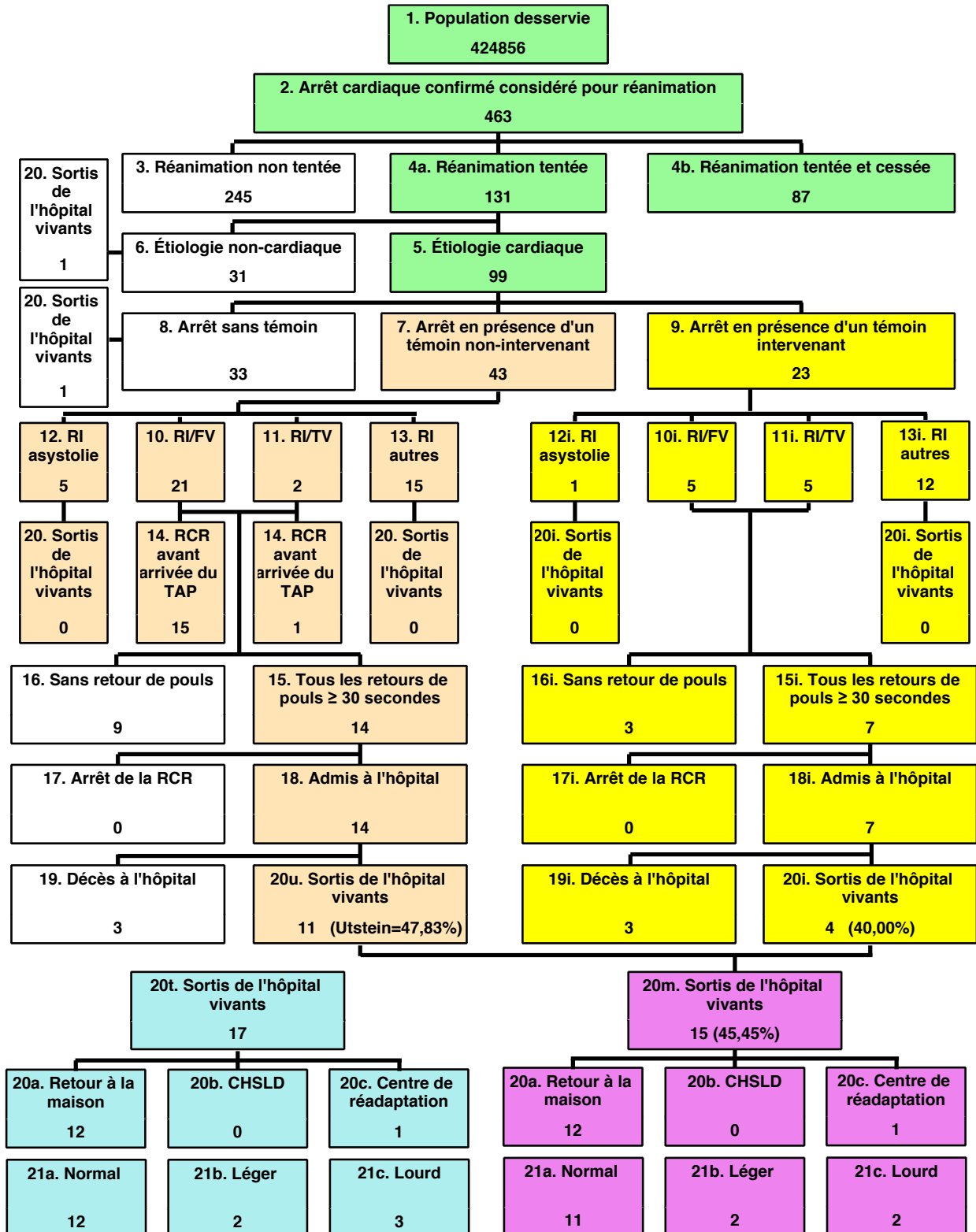
TABLEAU A1

Modélisation du choc

Pertes observées, en % (2017)	Couverture effective des pertes, en % (2017)
Si pertes $\leq 1\%$	Pertes effectives = 8 %
Si $1\% \leq$ Pertes $\leq 10\%$	Pertes effectives = 25 %
Si $10\% \leq$ Pertes $\leq 25\%$	Pertes effectives = 40 %
Si $25\% \leq$ Pertes $\leq 75\%$	Pertes effectives = 75 %
Si pertes $\leq 75\%$	Pertes effectives = 100 %

ANNEXE B

RAPPORT STATISTIQUE UTSTEIN MODIFIÉ



ANNEXE C

TABLEAUX DE RÉSULTATS

La simulation dans le MISQ a engendré les douze tableaux de résultats que voici.

Le tableau C1 présente les données initiales utilisées dans le modèle selon les renseignements fournis par le client et adaptés aux besoins du modèle. Les tableaux C3 et suivants présentent les résultats calculés par le modèle à partir du choc défini dans le premier tableau.

Le tableau C2, lui, présente une synthèse des effets directs, indirects et totaux sur la main-d'œuvre, la valeur ajoutée, les salaires, le revenu mixte brut et les autres revenus bruts avant impôt, les autres productions, les importations et certains revenus des gouvernements du Québec et du Canada. Ce tableau permet notamment de voir l'éclatement de la dépense initiale selon les effets totaux.



TABLEAU C1

Ventilation de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié des interventions du service des incendies de la ville de Lévis pour l'année 2017

N°	Code	Bien et service	Demande intermédiaire
			k\$ de 2017
1	bs01	Produits de récolte	76
2	bs02	Animaux vivants	0
3	bs03	Autres produits agricoles	78
4	bs04	Produits forestiers	95
5	bs05	Produits de la pêche	11
6	bs06	Services de soutien à l'agriculture et la foresterie	0
7	bs07	Combustibles minéraux	1 098
8	bs08	Minerais métalliques et concentrés	0
9	bs09	Minéraux non métalliques	40
10	bs10	Services de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz	0
11	bs11	Services d'utilité publique	1 491
12	bs12	Construction résidentielle	0
13	bs13	Construction non résidentielle	0
14	bs14	Travaux de génie	0
15	bs15	Construction, réparations	433
16	bs16	Produits de la viande, du poisson et laitiers	463
17	bs17	Fruits, légumes, aliments pour animaux et divers	296
18	bs18	Boissons	313
19	bs19	Tabac et produits du tabac	0
20	bs20	Produits textiles	267
21	bs21	Vêtements, produits en tricot et en cuir	20
22	bs22	Produits du bois	2 552
23	bs23	Papier et produits connexes	392
24	bs24	Impression et édition	90
25	bs25	Produits du pétrole et du charbon	760
26	bs26	Produits chimiques et pharmaceutiques	1 550
27	bs27	Produits en caoutchouc et en plastique	1 324
28	bs28	Produits minéraux non métalliques	709
29	bs29	Produits métalliques primaires	60 554
30	bs30	Produits métalliques fabriqués	4 195
31	bs31	Machinerie	646
32	bs32	Produits informatiques et électroniques	125
33	bs33	Matériel et composants électriques	608
34	bs34	Matériel de transport	595
35	bs35	Meubles et articles d'ameublement	565
36	bs36	Produits manufacturés divers	464
37	bs37	Marges et commissions de commerce de gros	69
38	bs38	Marges et services de commerce de détail	2
39	bs39	Services de transports et d'entreposage	3 119

N°	Code	Bien et service	Demande intermédiaire	
				k\$ de 2017
40	bs40	Produits publiés et audiovisuels		56
41	bs41	Télécommunications		214
42	bs42	Services liés à l'information et la culture		194
43	bs43	Services financiers, assurances		2 266
44	bs44	Services immobiliers et location		1 168
45	bs45	Loyers imputés aux propriétaires occupants		0
46	bs46	Services professionnels et aux entreprises		2 273
47	bs47	Services d'enseignement		21
48	bs48	Soins de santé et assistance social		0
49	bs49	Arts, spectacles et loisirs		43
50	bs50	Services d'hébergement et de restauration		322
51	bs51	Autres services (sauf les administrations publiques et ISBL)		557
52	bs52	Autres services des institutions sans but lucratif au service des ménages		0
53	bs53	Autres services des administrations publiques		8
54	bs54	Financement privé des services d'institution sans but lucratif		0
55	bs55	Financement gouvernemental des services du secteur des administrations publiques		0
Total des dépenses en biens et services				90 122
SAL		Salaires et traitements avant impôt		25 171
RMB		Revenu mixte brut		1 438
ARB		Autres revenus bruts avant impôt		11 021
Total des dépenses				127 752
SUB		Subventions		-47
Total des dépenses nettes de subventions				127 705
Main-d'œuvre			années-personnes de 2017	
Salariés				462,0
Autres travailleurs				14,8

Demandeur	Biens et services	SAL+RMB+ARB	Subventions
	k\$ de 2017		
Construction résidentielle	8 223	5 595	-18
Fabrication autres produits en bois	1 197	678	0
Fab. prod. acier à prtr acier ach.	75 677	25 523	0
Fab. carross. et remorq. véh.auto.	795	330	0
Fab. aut. prod. connexes meubles	308	152	0
Commerce de détail	787	1 313	0
Transport par camion	66	49	0
Bailleurs de biens immobiliers	200	260	0
Hébergement des voyageurs	1 925	2 817	-12
Serv. restaur. et débits boissons	944	913	-17
Total des secteurs confidentiels	0	0	0

Source : Institut de la statistique du Québec.
Référence : 20180302-1-1-2013D-2017E (2017E)

TABLEAU C2

Impact économique pour le Québec de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié des interventions du service des incendies de la ville de Lévis pour l'année 2017

	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
années-personnes de 2017				
Main-d'œuvre				
Salariés	462,0	111,5	121,1	694,5
Autres travailleurs	14,8	7,0	10,4	32,2
k\$ de 2017				
Valeur ajoutée aux prix de base	37 630	12 735	12 931	63 296
Salaires et traitements avant impôt	25 171	5 993	6 110	37 274
Revenu mixte brut	1 438	373	597	2 409
Autres revenus bruts avant impôt	11 021	6 369	6 223	23 613
Autres productions ¹	...	1 036	1 006	2 042
Subventions	-47	-40	-153	-240
Taxes indirectes	...	326	458	784
Importations	...	45 812	16 010	61 823
Revenus du gouvernement du Québec				
Dont:				
- Impôts sur salaires et traitements	2 231	516	498	3 245
- Taxes de vente	...	24	42	66
- Taxes spécifiques	...	233	309	542
Revenus du gouvernement fédéral				
Dont:				
- Impôts sur salaires et traitements	1 636	373	363	2 371
- Taxes de vente	...	4	32	36
- Taxes et droits d'accise	...	66	75	141
Parafiscalité ²				
- Québécoise (RRQ, FSS, CSST, RQAP)	4 036	990	1 003	6 029
- Fédérale (assurance-emploi)	633	160	163	956

1. Diminution des stocks et vente de biens et services de certains secteurs de la demande finale.

2. La parafiscalité comprend les contributions des employeurs et des employés.

... N'ayant pas lieu de figurer

- Valeur nulle

Note: Les chiffres ayant été arrondis, la somme des éléments peut ne pas correspondre au total.

Source: Institut de la statistique du Québec.

Référence: 20180302-1-1-2013D-2017E (2017E)

TABLEAU C3

Ventilation de l'impact sur la main-d'œuvre, les rémunérations et la valeur ajoutée par secteur de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié des interventions du service des incendies de la ville de Lévis pour l'année 2017

N°	Secteur	Main-d'œuvre		Salaires et traitements	Revenu mixte brut	Valeur ajoutée
		Salariés	Autres			
		années-personnes de 2017		k\$ de 2017		
1	Cultures agricoles	0,3	0,1	15,1	15,2	49,1
2	Élevage	0,1	0,2	10,9	11,7	44,3
3	Foresterie et exploit. forestière	1,2	0,2	62,6	11,0	127,2
4	Pêche, chasse et piégeage	0,0	0,0	0,4	0,5	1,2
5	Activités soutien à l'agriculture	0,0	0,0	1,7	1,0	3,7
6	Activités soutien à la foresterie	0,5	0,0	21,2	2,7	36,2
7	Extraction de pétrole et de gaz	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8	Extraction minerais métalliques	1,0	0,0	130,5	0,2	482,1
9	Extraction minerais non métalliques	0,3	0,0	18,6	0,2	52,1
10	Act. sout.extract.min., pétr. et gaz	0,1	0,0	6,2	0,1	8,4
	Secteurs primaires	3,6	0,5	267,1	42,6	804,3
11	Prod., transp. et dist. électricité	3,7	0,0	329,0	0,0	1 984,8
12	Autres services publics	1,2	0,0	96,8	0,8	365,8
	Secteurs des services publics	4,9	0,0	425,7	0,8	2 350,6
13	Construction résidentielle	50,9	10,6	3 267,0	1 119,0	5 595,0
14	Construction non résidentielle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	Travaux de génie, transports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	Travaux génie, pétrole et gaz nat.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	Travaux génie, énergie électrique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	Travaux de génie, communications	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	Autres travaux de génie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	Construction, réparations	3,9	0,5	231,4	49,0	411,1
21	Autres activités de construction	0,1	0,1	6,9	13,7	61,0
	Secteurs de la construction	54,9	11,2	3 505,3	1 181,7	6 067,1
22	Fabrication aliments pour animaux	0,0	0,0	2,3	0,1	6,3
23	Moutures céréales et graines oléag.	0,0	0,0	0,9	0,0	2,4
24	Fabrication sucre et confiseries	0,1	0,0	5,3	0,1	9,4
25	Cons. fruits et lég., fab. spéc. alim.	0,1	0,0	3,2	0,0	6,5
26	Fabrication de produits laitiers	0,3	0,0	17,1	0,1	35,4
27	Fabrication de produits de viande	0,4	0,0	14,7	0,0	22,2
28	Prép. et cond.poiss. et fruits mer	0,0	0,0	1,2	0,0	2,6
29	Boulangeries et fab. de tortillas	0,3	0,0	11,7	0,2	25,1
30	Fabrication d'autres aliments	0,3	0,0	11,9	0,1	31,0
31	Fab. boissons gazeuses et glace	0,1	0,0	3,1	0,0	6,5
32	Fab. de boissons alcoolisées	0,3	0,0	16,8	0,0	63,1
33	Fabrication du tabac	0,0	0,0	2,1	0,0	17,3
34	Usines textiles et prod. textiles	0,5	0,0	20,7	0,3	37,5

N°	Secteur	Main-d'œuvre		Salaires et traitements	Revenu mixte brut	Valeur ajoutée
		Salariés	Autres			
		années-personnes de 2017		k\$ de 2017		
35	Fab. vêtements, prod. cuir	0,4	0,0	12,5	0,7	19,4
36	Scieries et préservation du bois	1,8	0,0	95,2	0,3	168,3
37	Fab. placa., contrepl., bois reconst.	0,8	0,0	41,5	0,2	77,9
38	Fabrication autres produits en bois	13,0	0,3	570,0	14,4	980,7
39	Usines pâte papier, papier et carton	0,2	0,0	16,9	0,0	35,6
40	Fab. produits papier transformé	0,9	0,0	53,9	0,1	101,5
41	Impression et act. conn. de soutien	1,0	0,0	47,0	0,9	76,1
42	Fab. prod. du pétrole et du charbon	0,2	0,0	15,1	0,0	86,2
43	Fab. de produits chimiques de base	0,2	0,0	20,0	0,0	45,8
44	Fab. rés., caoutc. et fib. artific.	0,0	0,0	2,8	0,0	6,2
45	Fab. engrais et aut prod.chim.agri.	0,0	0,0	1,8	0,0	4,0
46	Fab. prod. pharmac. et médicaments	0,5	0,0	38,4	0,0	88,8
47	Fab. peintures, revêtements.adhésifs	0,3	0,0	19,8	0,0	56,6
48	Fab.savons, détachants, prod toilette	0,1	0,0	5,5	0,0	9,3
49	Fabrication aut. produits chimiques	0,8	0,0	49,6	0,0	90,6
50	Fab. de produits en plastique	2,8	0,0	150,5	0,2	298,5
51	Fab. de produits en caoutchouc	0,3	0,0	17,0	0,0	24,9
52	Fab. ciment et produits en béton	1,2	0,0	62,7	0,1	126,5
53	Fab. aut. prod. min. non métalliq.	0,8	0,0	39,3	0,1	76,0
54	Sidérurgie	13,9	0,2	952,4	3,0	2 686,4
55	Fab. prod. acier à prtr acier ach.	286,9	0,5	18 552,5	79,7	26 080,4
56	Prod. et transf. alumine, aluminium	0,6	0,0	36,9	0,0	93,7
57	Prod., transf. mét. non ferr., sf al.	3,4	0,0	240,1	0,1	711,2
58	Fonderies	0,2	0,0	9,0	0,0	16,9
59	Forgeage et estampage	2,8	0,0	139,3	0,8	236,1
60	Fab. tôles fortes et élém.charpent.	15,7	0,1	803,5	1,3	1 341,3
61	Fab. chaud., réserv. et cont. expéd.	0,6	0,0	34,3	0,2	52,5
62	Fab. articles de quincaillerie	0,1	0,0	3,8	0,1	7,1
63	Fab. ressorts et prod.fil métalliq.	0,3	0,0	14,9	0,0	23,7
64	Ateliers d'usinage	2,3	0,1	107,9	1,8	190,0
65	Revêt., gravure, trait. thermique	4,2	0,1	188,6	0,6	307,8
66	Fab. d'autres produits métalliques	1,5	0,0	82,2	0,9	163,4
67	Fab. mach. agr., const. et extr.min.	0,2	0,0	13,0	0,0	22,0
68	Fab. de machines industrielles	0,2	0,0	13,4	0,0	21,2
69	Fab. mach. commerce et ind. serv.	0,3	0,0	24,7	0,0	49,7
70	Fab. app. chauff., réfrig. commerc.	0,4	0,0	22,4	0,0	42,2
71	Fab. machines-outils travail métal	0,3	0,0	15,3	0,0	22,8
72	Fab. moteurs et mat. transm. puiss.	0,0	0,0	2,2	0,0	4,7
73	Fab. aut. machines usage général	0,3	0,0	15,4	0,1	24,9
74	Fab. mat. inform. et périphérique	0,0	0,0	1,0	0,0	1,4
75	Fab. de matériel de communication	0,1	0,0	8,6	0,0	15,9

N°	Secteur	Main-d'œuvre		Salaires et traitements	Revenu mixte brut	Valeur ajoutée
		Salariés	Autres			
		années-personnes de 2017		k\$ de 2017		
76	Fab. semi-cond. et aut.comp.électr.	0,0	0,0	1,8	0,0	2,8
77	Autres fab. produits électroniques	0,3	0,0	20,6	0,3	28,7
78	Fab. matériel électrique éclairage	0,1	0,0	4,1	0,0	7,4
79	Fab. appareils ménagers	0,0	0,0	3,1	0,0	6,1
80	Fab. de matériel électrique	0,3	0,0	20,9	0,0	34,6
81	Fab. aut.types mat. et comp. élect.	0,3	0,0	18,3	0,1	30,2
82	Fab. véhicules automobiles	0,0	0,0	0,4	0,0	0,7
83	Fab. carross. et remorq. véh.auto.	4,4	0,1	219,7	0,0	337,1
84	Fab. pièces vehicules automobiles	0,4	0,0	15,9	0,0	30,0
85	Fab. prod. aérospatiaux et pièces	0,2	0,0	16,3	0,0	39,5
86	Fab. matériel ferroviaire roulant	0,0	0,0	3,2	0,0	7,0
87	Construct. navires et embarcations	0,0	0,0	1,5	0,0	2,6
88	Aut. fabricat. matériel transport	0,3	0,0	17,4	0,0	41,6
89	Fab. meubles maison, inst.	3,5	0,4	139,9	3,8	194,5
90	Fab. meubl. bur., incl. art. ameuble.	0,1	0,0	4,2	0,0	6,3
91	Fab. aut. prod. connexes meubles	2,1	0,1	94,4	1,0	161,2
92	Fab. fournit.et matériaux médicaux	0,2	0,0	9,3	0,0	16,4
93	Aut. activités diverses de fabrication	0,5	0,0	21,6	1,0	36,3
	Secteurs de la fabrication	375,2	2,4	23 264,5	113,3	35 736,4
94	Commerce de gros	21,5	0,7	1 263,1	24,6	2 389,7
95	Commerce de détail	45,6	1,3	1 266,4	106,2	1 989,3
96	Transport aérien	0,4	0,0	24,9	0,6	64,1
97	Transport ferroviaire	3,8	0,0	293,9	0,0	762,5
98	Transport par eau	0,2	0,0	16,0	0,3	25,0
99	Transport par camion	21,1	2,2	891,2	116,9	1 569,5
100	Serv. urbains transport en commun	0,1	0,0	6,8	0,0	10,6
101	Services de taxi et de limousine	0,1	0,4	2,2	6,8	10,3
102	Aut. services transport personnes	0,1	0,0	3,6	0,4	7,3
103	Transport par pipeline	0,1	0,0	5,5	0,0	77,3
104	Activités de soutien au transport	5,5	0,4	298,4	3,0	685,2
105	Services postaux, messagerie	3,6	0,4	158,1	11,4	252,4
106	Entreposage	0,5	0,0	21,3	0,2	38,7
107	Éditeurs de journaux	0,5	0,0	31,9	0,2	48,8
108	Autres éditeurs	0,3	0,1	20,6	0,7	37,4
109	Éditeurs de logiciels	0,2	0,0	19,9	0,0	34,3
110	Présentation de films et de vidéos	0,1	0,0	1,0	0,0	2,1
111	Autres industries film et vidéo	0,2	0,1	8,7	1,1	12,4
112	Ind. de l'enregistrement sonore	0,0	0,0	0,1	0,0	0,2
113	Radio et télé diffusion sf internet	0,3	0,0	18,7	0,3	28,8
114	Télévision payante et spécialisée	0,1	0,0	4,4	0,0	12,7
115	Télécommunications	0,9	0,0	59,6	1,4	253,4

N°	Secteur	Main-d'œuvre		Salaires et traitements	Revenu mixte brut	Valeur ajoutée
		Salariés	Autres			
		années-personnes de 2017		k\$ de 2017		
116	Traitement et hébergement données	0,1	0,0	4,1	1,0	10,1
117	Autres services d'information	0,2	0,0	10,5	3,9	13,5
118	Act. intermédiation fin. par dépôts	7,9	0,0	434,5	0,0	858,2
119	Sociétés d'assurance	0,9	0,0	69,3	0,0	217,2
120	Agen. et court.assur. et act. liées	0,8	0,3	53,2	11,3	90,4
121	Autres activités financières	1,9	0,3	146,2	20,3	234,5
122	Bailleurs de biens immobiliers	0,8	0,2	35,7	199,9	674,2
123	Agents et court.immob. et act.liées	0,3	0,3	15,9	17,4	46,0
124	Propriétaires-occupants de logement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
125	Loc. et bailleurs biens inc.non fin	0,4	0,0	16,6	1,0	97,2
126	Aut. serv. location et loc. bail	1,6	0,1	63,2	1,3	148,7
127	Bailleurs biens incorpor. non fin.	0,0	0,0	0,4	0,0	3,9
128	Services juridiques	1,2	0,3	64,6	128,1	195,9
129	Serv. compt., tenue livres, paye	1,9	0,7	95,3	80,1	193,0
130	Architecture, génie et serv. conn.	3,6	0,3	244,5	26,6	432,6
131	Concp. syst. inform. et serv.conn.	2,1	0,2	158,7	3,6	252,7
132	Serv. cons. gest. scient. et techn.	0,8	0,5	50,0	25,9	111,8
133	Serv. rech. et dévelop. scient.	0,4	0,0	28,4	0,3	36,3
134	Publicité et services connexes	1,2	0,3	68,8	8,3	104,6
135	Aut. serv. prof., scientifique. et tech.	0,9	0,6	36,4	34,8	77,2
136	Sociétés de portefeuille	6,4	0,0	441,3	0,0	529,3
137	Services administratifs de bureau	0,9	0,0	51,8	3,0	67,9
138	Services emploi	2,2	0,0	67,5	1,7	79,2
139	Services de soutien aux entreprises	0,8	0,2	35,2	5,0	53,3
140	Serv. prépar. voyages et réservat.	0,9	0,0	35,8	4,3	42,8
141	Services d'enquêtes et de sécurité	1,2	0,0	43,3	0,1	49,7
142	Serv. rel. bâtiments et logements	3,7	2,5	110,1	40,2	192,8
143	Soutien instal., aut. serv. soutien	1,0	0,0	39,6	4,5	137,6
144	Serv. gestion déchets et assainis.	0,9	0,1	50,4	1,2	127,1
145	Établis. enseig., sf s.b.l. et gouv.	0,4	0,2	11,4	3,3	18,3
146	Cabinets de médecins	0,0	0,0	2,0	13,9	20,4
147	Cabinets de dentistes	0,0	0,0	0,2	0,2	0,6
148	Serv. divers de soins ambulatoires	0,0	0,0	1,9	2,1	4,7
149	Étab. soins inf. et soins bén. int.	0,0	0,0	0,3	0,0	0,4
150	Assistance sociale	0,0	0,0	0,8	1,0	2,3
151	Arts interp., spect., et étab. patr.	0,3	0,2	10,4	7,9	22,2
152	Jeux de hasard et loteries	0,0	0,0	0,7	0,1	1,2
153	Aut. serv. de divertis. et loisirs	1,1	0,1	22,4	0,9	36,3
154	Hébergement des voyageurs	51,7	1,2	1 505,7	59,9	2 909,3
155	Parcs véh., camps, chambres, pensions	0,1	0,0	3,6	1,5	10,3
156	Serv. restaur. et débits boissons	39,3	1,2	830,3	24,4	1 061,8

N°	Secteur	Main-d'œuvre		Salaires et traitements	Revenu mixte brut	Valeur ajoutée
		Salariés	Autres			
		années-personnes de 2017		k\$ de 2017		
157	Réparat. et entret. de véh. auto.	2,3	0,7	80,3	21,4	137,4
158	Autres réparations et entretiens	3,1	0,9	127,8	25,4	193,3
159	Serv. personn. et serv. blanchiss.	0,6	0,5	14,6	10,1	37,1
160	Fond., grp. cit. et org. prof. sim.	1,6	0,0	63,4	0,0	55,7
161	Ménages privés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Secteurs d'autres services	251,2	18,0	9 563,5	1 070,3	17 900,5
162	Enseignement, ISBL.	0,1	0,0	2,5	0,0	3,0
163	Soins ambulatoires, ISBL	0,0	0,0	0,2	0,0	0,2
164	Assistance sociale, ISBL	0,1	0,0	1,9	0,0	2,2
165	Arts, spectacles et loisirs, ISBL	0,1	0,0	1,5	0,0	1,9
166	Organismes religieux	0,1	0,0	3,0	0,0	3,9
167	Autres ISBL au service ménages	0,5	0,0	17,4	0,0	20,8
168	Etab. pub enseignement prim et sec	0,1	0,0	4,5	0,0	6,0
169	Etab. pub enseignement collégiale	0,1	0,0	4,4	0,0	5,9
170	Universités	0,3	0,0	15,8	0,0	33,0
171	Aut. étab. public enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
172	Hôpitaux	0,5	0,0	27,4	0,0	36,3
173	Etab. pub soins bénéf. internes	0,0	0,0	0,2	0,0	0,2
174	Services de défense	0,0	0,0	1,0	0,0	1,6
175	Aut. serv. administration fédérale	0,4	0,0	38,8	0,0	59,7
176	Aut. serv. administration prov.	0,4	0,0	26,8	0,0	52,2
177	Aut. serv. administration locale	2,0	0,0	103,0	0,0	209,8
178	Aut. serv. administr. autochtone	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Secteurs non commerciaux	4,7	0,0	248,2	0,0	436,7
	Total des secteurs	694,5	32,2	37 274,4	2 408,7	63 295,6

Source: Institut de la statistique du Québec.
Référence: 20180302-1-1-2013D-2017E (2017E)

TABLEAU C4

Ventilation de l'impact sur les importations par bien et service de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié des interventions du service des incendies de la ville de Lévis pour l'année 2017

N°	Code	Bien et service	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
			k\$ de 2017		
1	bs01	Produits de récolte	39,4	29,4	68,8
2	bs02	Animaux vivants	0,0	3,9	3,9
3	bs03	Autres produits agricoles	15,9	1,4	17,3
4	bs04	Produits forestiers	26,0	48,5	74,5
5	bs05	Produits de la pêche	6,5	3,2	9,7
6	bs06	Services de soutien à l'agriculture et la foresterie	0,0	14,5	14,5
7	bs07	Combustibles minéraux	505,3	1 284,3	1 789,6
8	bs08	Minerais métalliques et concentrés	0,0	1 234,4	1 234,4
9	bs09	Minéraux non métalliques	8,1	44,3	52,4
10	bs10	Services de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz	0,0	19,2	19,2
11	bs11	Services d'utilité publique	48,4	29,2	77,6
12	bs12	Construction résidentielle	0,0	0,0	0,0
13	bs13	Construction non résidentielle	0,0	0,0	0,0
14	bs14	Travaux de génie	0,0	0,0	0,0
15	bs15	Construction, réparations	0,0	0,0	0,0
16	bs16	Produits de la viande, du poisson et laitiers	248,1	47,1	295,2
17	bs17	Fruits, légumes, aliments pour animaux et divers	128,6	76,6	205,1
18	bs18	Boissons	94,4	33,4	127,8
19	bs19	Tabac et produits du tabac	0,0	1,9	1,9
20	bs20	Produits textiles	131,2	53,7	185,0
21	bs21	Vêtements, produits en tricot et en cuir	14,5	23,1	37,6
22	bs22	Produits du bois	541,2	142,4	683,6
23	bs23	Papier et produits connexes	110,5	129,5	240,0
24	bs24	Impression et édition	30,1	54,9	85,0
25	bs25	Produits du pétrole et du charbon	224,6	545,8	770,4
26	bs26	Produits chimiques et pharmaceutiques	904,0	954,3	1 858,3
27	bs27	Produits en caoutchouc et en plastique	492,1	249,4	741,5
28	bs28	Produits minéraux non métalliques	235,9	100,8	336,7
29	bs29	Produits métalliques primaires	36 349,5	4 613,2	40 962,7
30	bs30	Produits métalliques fabriqués	1 397,5	364,7	1 762,2
31	bs31	Machinerie	419,8	244,3	664,1
32	bs32	Produits informatiques et électroniques	97,4	152,8	250,1
33	bs33	Matériel et composants électriques	374,5	194,9	569,5
34	bs34	Matériel de transport	389,3	274,1	663,4
35	bs35	Meubles et articles d'ameublement	56,7	16,1	72,7

N°	Code	Bien et service	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
			k\$ de 2017		
36	bs36	Produits manufacturés divers	164,7	155,2	319,8
37	bs37	Marges et commissions de commerce de gros	36,7	2 251,3	2 288,0
38	bs38	Marges et services de commerce de détail	0,0	90,0	90,0
39	bs39	Services de transports et d'entreposage	1 240,7	787,0	2 027,7
40	bs40	Produits publiés et audiovisuels	13,3	14,3	27,5
41	bs41	Télécommunications	42,3	64,1	106,4
42	bs42	Services liés à l'information et la culture	58,1	142,8	201,0
43	bs43	Services financiers, assurances	432,0	351,0	783,0
44	bs44	Services immobiliers et location	294,5	267,7	562,2
45	bs45	Loyers imputés aux propriétaires occupants	0,0	0,0	0,0
46	bs46	Services professionnels et aux entreprises	494,7	778,5	1 273,2
47	bs47	Services d'enseignement	0,7	1,0	1,7
48	bs48	Soins de santé et assistance social	0,0	0,8	0,8
49	bs49	Arts, spectacles et loisirs	1,9	7,7	9,6
50	bs50	Services d'hébergement et de restauration	80,7	66,2	146,9
51	bs51	Autres services (sauf les administrations publiques et ISBL)	62,2	47,5	109,7
52	bs52	Autres services des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0
53	bs53	Autres services des administrations publiques	0,0	0,2	0,3
54	bs54	Financement privé des services d'institution sans but lucratif	0,0	0,0	0,0
55	bs55	Financement gouvernemental des services du secteur des administrations publiques	0,0	0,0	0,0
Total des biens et services			45 812,1	16 010,5	61 822,5

Source : Institut de la statistique du Québec.
Référence : 20180302-1-1-2013D-2017E (2017E)

TABLEAU C5

Ventilation de l'impact sur les taxes indirectes et les autres productions par bien et service de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié des interventions du service des incendies de la ville de Lévis pour l'année 2017

N°	Code	Bien et service	Taxes indirectes		Autres productions
			Québécoises	Fédérales	
			k\$ de 2017		
1	bs01	Produits de récolte	0,0	0,0	3,2
2	bs02	Animaux vivants	0,0	0,0	0,2
3	bs03	Autres produits agricoles	0,0	0,1	0,0
4	bs04	Produits forestiers	0,0	0,0	0,1
5	bs05	Produits de la pêche	0,0	0,0	0,0
6	bs06	Services de soutien à l'agriculture et la foresterie	0,0	0,0	0,0
7	bs07	Combustibles minéraux	30,6	0,6	7,6
8	bs08	Minerais métalliques et concentrés	0,0	0,0	7,4
9	bs09	Minéraux non métalliques	0,1	0,0	1,5
10	bs10	Services de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz	0,0	0,0	0,0
11	bs11	Services d'utilité publique	17,9	1,0	0,0
12	bs12	Construction résidentielle	0,0	0,0	0,0
13	bs13	Construction non résidentielle	0,0	0,0	0,0
14	bs14	Travaux de génie	0,0	0,0	0,0
15	bs15	Construction, réparations	1,4	3,1	0,0
16	bs16	Produits de la viande, du poisson et laitiers	0,0	0,5	2,4
17	bs17	Fruits, légumes, aliments pour animaux et divers	0,0	0,8	0,8
18	bs18	Boissons	80,4	18,7	1,6
19	bs19	Tabac et produits du tabac	0,0	0,0	0,0
20	bs20	Produits textiles	0,0	5,8	0,1
21	bs21	Vêtements, produits en tricot et en cuir	0,1	1,3	0,0
22	bs22	Produits du bois	0,0	1,1	1,4
23	bs23	Papier et produits connexes	0,2	0,1	3,0
24	bs24	Impression et édition	0,4	0,2	1,3
25	bs25	Produits du pétrole et du charbon	303,6	82,9	6,8
26	bs26	Produits chimiques et pharmaceutiques	0,6	1,5	19,7
27	bs27	Produits en caoutchouc et en plastique	4,1	3,7	5,5
28	bs28	Produits minéraux non métalliques	0,0	1,3	2,8
29	bs29	Produits métalliques primaires	0,0	1,7	1 947,3
30	bs30	Produits métalliques fabriqués	0,8	4,3	17,7
31	bs31	Machinerie	0,8	0,5	2,9
32	bs32	Produits informatiques et électroniques	0,2	0,2	0,6
33	bs33	Matériel et composants électriques	0,6	3,3	3,4
34	bs34	Matériel de transport	2,8	3,0	3,6
35	bs35	Meubles et articles d'ameublement	0,0	1,5	0,0

N°	Code	Bien et service	Taxes indirectes		Autres productions
			Québécoises	Fédérales	
			k\$ de 2017		
36	bs36	Produits manufacturés divers	0,2	1,0	0,2
37	bs37	Marges et commissions de commerce de gros	0,0	0,0	0,0
38	bs38	Marges et services de commerce de détail	0,0	0,0	0,0
39	bs39	Services de transports et d'entreposage	1,7	8,1	0,0
40	bs40	Produits publiés et audiovisuels	0,2	1,3	0,9
41	bs41	Télécommunications	4,8	1,3	0,0
42	bs42	Services liés à l'information et la culture	1,1	1,4	0,0
43	bs43	Services financiers, assurances	135,6	9,3	0,0
44	bs44	Services immobiliers et location	2,0	3,2	0,0
45	bs45	Loyers imputés aux propriétaires occupants	0,0	0,0	0,0
46	bs46	Services professionnels et aux entreprises	5,6	10,3	0,0
47	bs47	Services d'enseignement	0,1	0,1	0,0
48	bs48	Soins de santé et assistance social	0,0	0,0	0,0
49	bs49	Arts, spectacles et loisirs	0,7	0,3	0,0
50	bs50	Services d'hébergement et de restauration	5,9	2,1	0,0
51	bs51	Autres services (sauf les administrations publiques et ISBL)	4,9	1,0	0,0
52	bs52	Autres services des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0
53	bs53	Autres services des administrations publiques	0,0	0,0	0,0
54	bs54	Financement privé des services d'institution sans but lucratif	0,0	0,0	0,0
55	bs55	Financement gouvernemental des services du secteur des administrations publiques	0,0	0,0	0,0
Total des biens et services			607,5	176,7	2 042,2

Source : Institut de la statistique du Québec.
Référence : 20180302-1-1-2013D-2017E (2017E)

TABLEAU C6

Ventilation de l'impact sur la main-d'œuvre salariée, les rémunérations et la valeur ajoutée par secteur de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié des interventions du service des incendies de la ville de Lévis pour l'année 2017

N° secteur	Main-d'œuvre: salariés				Salaires et traitements avant impôt			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
années-personnes de 2017				k\$ de 2017				
1	0,0	0,1	0,2	0,3	0,0	5,6	9,6	15,1
2	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,9	10,0	10,9
3	0,0	0,2	1,0	1,2	0,0	9,7	52,9	62,6
4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,1	0,4
5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	1,7
6	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	21,2	21,2
7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,2	130,3	130,5
9	0,0	0,1	0,3	0,3	0,0	4,6	14,0	18,6
10	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	6,1	6,2
Secteurs primaires	0,0	0,4	3,2	3,6	0,0	21,3	245,7	267,1
11	0,0	2,3	1,4	3,7	0,0	202,8	126,2	329,0
12	0,0	0,0	1,2	1,2	0,0	1,1	95,7	96,8
Services publics	0,0	2,3	2,6	4,9	0,0	203,9	221,9	425,7
13	50,9	0,0	0,0	50,9	3 267,0	0,0	0,0	3 267,0
14	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	0,0	2,1	1,8	3,9	0,0	124,1	107,4	231,4
21	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	3,2	3,7	6,9
Construction	50,9	2,1	1,8	54,9	3 267,0	127,3	111,0	3 505,3
22	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	2,0	2,3
23	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,7	0,9
24	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	2,5	2,8	5,3
25	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	1,6	1,6	3,2
26	0,0	0,2	0,1	0,3	0,0	10,0	7,1	17,1
27	0,0	0,3	0,1	0,4	0,0	10,9	3,8	14,7
28	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,9	1,2
29	0,0	0,2	0,1	0,3	0,0	7,2	4,5	11,7
30	0,0	0,1	0,2	0,3	0,0	4,1	7,8	11,9
31	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	1,6	1,5	3,1
32	0,0	0,2	0,1	0,3	0,0	10,2	6,6	16,8

N° secteur	Main-d'œuvre: salariés				Salaires et traitements avant impôt			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
	années-personnes de 2017				k\$ de 2017			
33	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,1	2,1
34	0,0	0,1	0,3	0,5	0,0	6,3	14,4	20,7
35	0,0	0,0	0,3	0,4	0,0	1,4	11,1	12,5
36	0,0	1,4	0,4	1,8	0,0	74,6	20,7	95,2
37	0,0	0,6	0,2	0,8	0,0	30,4	11,1	41,5
38	9,0	3,4	0,6	13,0	394,0	148,4	27,7	570,0
39	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	3,3	13,6	16,9
40	0,0	0,6	0,3	0,9	0,0	36,8	17,1	53,9
41	0,0	0,4	0,6	1,0	0,0	20,1	26,9	47,0
42	0,0	0,1	0,1	0,2	0,0	5,1	10,0	15,1
43	0,0	0,1	0,1	0,2	0,0	8,3	11,7	20,0
44	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	2,3	2,8
45	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	1,6	1,8
46	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	1,9	36,5	38,4
47	0,0	0,1	0,2	0,3	0,0	8,2	11,6	19,8
48	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	1,2	4,2	5,5
49	0,0	0,5	0,3	0,8	0,0	32,4	17,2	49,6
50	0,0	2,0	0,8	2,8	0,0	105,5	45,0	150,5
51	0,0	0,1	0,1	0,3	0,0	8,4	8,6	17,0
52	0,0	0,8	0,4	1,2	0,0	42,3	20,4	62,7
53	0,0	0,5	0,3	0,8	0,0	24,7	14,5	39,3
54	0,0	12,8	1,1	13,9	0,0	877,3	75,2	952,4
55	280,8	5,9	0,2	286,9	18 156,0	384,0	12,5	18 552,5
56	0,0	0,1	0,5	0,6	0,0	8,4	28,5	36,9
57	0,0	2,2	1,2	3,4	0,0	156,4	83,7	240,1
58	0,0	0,0	0,1	0,2	0,0	2,2	6,8	9,0
59	0,0	2,5	0,3	2,8	0,0	125,0	14,3	139,3
60	0,0	13,9	1,7	15,7	0,0	715,5	88,0	803,5
61	0,0	0,5	0,1	0,6	0,0	27,6	6,8	34,3
62	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	2,4	1,4	3,8
63	0,0	0,2	0,1	0,3	0,0	10,7	4,1	14,9
64	0,0	1,6	0,6	2,3	0,0	77,5	30,5	107,9
65	0,0	3,5	0,7	4,2	0,0	156,4	32,3	188,6
66	0,0	1,3	0,3	1,5	0,0	67,2	15,1	82,2
67	0,0	0,1	0,2	0,2	0,0	3,3	9,7	13,0
68	0,0	0,1	0,2	0,2	0,0	3,5	10,0	13,4
69	0,0	0,1	0,2	0,3	0,0	9,5	15,3	24,7
70	0,0	0,3	0,1	0,4	0,0	15,3	7,1	22,4
71	0,0	0,1	0,2	0,3	0,0	4,5	10,8	15,3
72	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	1,5	2,2

N° secteur	Main-d'œuvre: salariés				Salaires et traitements avant impôt			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
	années-personnes de 2017				k\$ de 2017			
73	0,0	0,1	0,2	0,3	0,0	4,5	10,9	15,4
74	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,7	1,0
75	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	3,7	4,8	8,6
76	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	1,0	1,8
77	0,0	0,1	0,2	0,3	0,0	3,8	16,7	20,6
78	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	2,8	1,3	4,1
79	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,3	0,8	3,1
80	0,0	0,1	0,2	0,3	0,0	8,4	12,5	20,9
81	0,0	0,2	0,1	0,3	0,0	10,2	8,1	18,3
82	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,4
83	4,3	0,1	0,0	4,4	215,0	3,0	1,6	219,7
84	0,0	0,2	0,2	0,4	0,0	7,5	8,4	15,9
85	0,0	0,1	0,1	0,2	0,0	5,2	11,1	16,3
86	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,2	3,2
87	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	1,4	1,5
88	0,0	0,1	0,2	0,3	0,0	5,3	12,2	17,4
89	0,0	3,2	0,4	3,5	0,0	125,9	14,0	139,9
90	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	1,5	2,7	4,2
91	2,0	0,1	0,0	2,1	89,0	5,0	0,4	94,4
92	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,6	8,6	9,3
93	0,0	0,1	0,4	0,5	0,0	4,5	17,1	21,6
Fabrication	296,1	61,8	17,3	375,2	18 854,0	3 451,6	958,9	23 264,5
94	0,0	1,8	19,8	21,5	0,0	103,9	1 159,1	1 263,1
95	30,1	1,7	13,8	45,6	836,0	46,0	384,4	1 266,4
96	0,0	0,2	0,2	0,4	0,0	12,5	12,4	24,9
97	0,0	0,6	3,2	3,8	0,0	45,4	248,5	293,9
98	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,4	15,6	16,0
99	0,7	4,5	16,0	21,1	28,0	189,1	674,1	891,2
100	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	2,9	3,8	6,8
101	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	1,3	1,0	2,2
102	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	1,5	2,1	3,6
103	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	5,5	5,5
104	0,0	2,2	3,3	5,5	0,0	120,7	177,7	298,4
105	0,0	2,2	1,3	3,6	0,0	98,9	59,2	158,1
106	0,0	0,1	0,5	0,5	0,0	2,6	18,8	21,3
107	0,0	0,2	0,3	0,5	0,0	14,2	17,7	31,9
108	0,0	0,1	0,2	0,3	0,0	8,8	11,8	20,6
109	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	1,1	18,8	19,9
110	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,3	0,8	1,0
111	0,0	0,0	0,1	0,2	0,0	1,7	7,0	8,7

N° secteur	Main-d'œuvre: salariés				Salaires et traitements avant impôt			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
	années-personnes de 2017				k\$ de 2017			
112	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
113	0,0	0,1	0,2	0,3	0,0	8,4	10,3	18,7
114	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	1,0	3,4	4,4
115	0,0	0,3	0,6	0,9	0,0	23,1	36,5	59,6
116	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,7	3,4	4,1
117	0,0	0,1	0,1	0,2	0,0	4,0	6,4	10,5
118	0,0	4,8	3,1	7,9	0,0	263,6	170,8	434,5
119	0,0	0,5	0,5	0,9	0,0	34,6	34,7	69,3
120	0,0	0,0	0,8	0,8	0,0	0,1	53,1	53,2
121	0,0	0,9	0,9	1,9	0,0	73,8	72,4	146,2
122	0,3	0,2	0,3	0,8	14,0	9,3	12,4	35,7
123	0,0	0,2	0,1	0,3	0,0	9,1	6,8	15,9
124	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
125	0,0	0,2	0,2	0,4	0,0	6,9	9,7	16,6
126	0,0	0,9	0,6	1,6	0,0	37,7	25,5	63,2
127	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,4
128	0,0	0,6	0,6	1,2	0,0	32,8	31,8	64,6
129	0,0	0,8	1,1	1,9	0,0	40,2	55,1	95,3
130	0,0	2,8	0,8	3,6	0,0	188,0	56,5	244,5
131	0,0	0,2	1,9	2,1	0,0	16,5	142,2	158,7
132	0,0	0,2	0,6	0,8	0,0	13,0	36,9	50,0
133	0,0	0,1	0,3	0,4	0,0	7,2	21,2	28,4
134	0,0	0,5	0,7	1,2	0,0	28,9	39,9	68,8
135	0,0	0,2	0,6	0,9	0,0	9,0	27,4	36,4
136	0,0	3,9	2,5	6,4	0,0	270,6	170,6	441,3
137	0,0	0,3	0,6	0,9	0,0	17,4	34,4	51,8
138	0,0	0,4	1,8	2,2	0,0	11,7	55,8	67,5
139	0,0	0,2	0,6	0,8	0,0	6,6	28,5	35,2
140	0,0	0,4	0,5	0,9	0,0	16,3	19,5	35,8
141	0,0	0,3	0,9	1,2	0,0	11,7	31,7	43,3
142	0,0	2,0	1,7	3,7	0,0	59,9	50,2	110,1
143	0,0	0,3	0,7	1,0	0,0	11,5	28,1	39,6
144	0,0	0,2	0,8	0,9	0,0	9,6	40,9	50,4
145	0,0	0,2	0,2	0,4	0,0	5,6	5,8	11,4
146	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0
147	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2
148	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,9	1,9
149	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3
150	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	0,8
151	0,0	0,1	0,2	0,3	0,0	3,4	7,0	10,4

N° secteur	Main-d'œuvre: salariés				Salaires et traitements avant impôt			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
	années-personnes de 2017				k\$ de 2017			
152	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,4	0,7
153	0,0	0,6	0,5	1,1	0,0	11,7	10,7	22,4
154	50,1	0,9	0,7	51,7	1 458,0	27,2	20,5	1 505,7
155	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,6	3,0	3,6
156	33,8	2,6	2,9	39,3	714,0	55,1	61,1	830,3
157	0,0	0,3	1,9	2,3	0,0	11,1	69,3	80,3
158	0,0	1,4	1,7	3,1	0,0	56,3	71,6	127,8
159	0,0	0,3	0,3	0,6	0,0	7,3	7,4	14,6
160	0,0	0,9	0,7	1,6	0,0	36,6	26,9	63,4
161	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres services	115,0	43,0	93,2	251,2	3 050,0	2 090,0	4 423,5	9 563,5
162	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,9	1,6	2,5
163	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2
164	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	1,7	1,9
165	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,7	0,9	1,5
166	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	1,2	1,9	3,0
167	0,0	0,1	0,4	0,5	0,0	3,8	13,6	17,4
168	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	1,7	2,8	4,5
169	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	1,3	3,2	4,4
170	0,0	0,1	0,1	0,3	0,0	7,2	8,6	15,8
171	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
172	0,0	0,2	0,3	0,5	0,0	10,1	17,3	27,4
173	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2
174	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,8	1,0
175	0,0	0,1	0,3	0,4	0,0	11,6	27,1	38,8
176	0,0	0,1	0,3	0,4	0,0	9,6	17,2	26,8
177	0,0	1,0	1,0	2,0	0,0	50,4	52,6	103,0
178	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Non commerciaux	0,0	1,9	2,8	4,7	0,0	98,7	149,5	248,2
Total des secteurs	462,0	111,5	121,1	694,5	25 171,0	5 992,9	6 110,5	37 274,4

Source: Institut de la statistique du Québec.
Référence: 20180302-1-1-2013D-2017E (2017E)

TABLEAU C7

Ventilation de l'impact sur les autres travailleurs et le revenu mixte brut par secteur de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié des interventions du service des incendies de la ville de Lévis pour l'année 2017

N° secteur	Main-d'œuvre : autres travailleurs				Revenu mixte brut			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
années-personnes de 2017				k\$ de 2017				
1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	5,6	9,6	15,2
2	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	1,0	10,7	11,7
3	0,0	0,0	0,1	0,2	0,0	1,7	9,3	11,0
4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,2	0,5
5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0
6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,7	2,7
7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2
9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2
10	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Secteurs primaires	0,0	0,1	0,4	0,5	0,0	8,7	33,9	42,6
11	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
12	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	0,8
Services publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	0,8
13	10,6	0,0	0,0	10,6	1 119,0	0,0	0,0	1 119,0
14	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	0,0	0,2	0,2	0,5	0,0	26,3	22,8	49,0
21	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	6,4	7,3	13,7
Construction	10,6	0,3	0,3	11,2	1 119,0	32,7	30,0	1 181,7
22	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
23	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
24	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
25	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
26	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
27	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
28	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
29	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2
30	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
31	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
32	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

N° secteur	Main-d'œuvre: autres travailleurs				Revenu mixte brut			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
	années-personnes de 2017				k\$ de 2017			
33	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
34	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,3
35	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,6	0,7
36	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1	0,3
37	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1	0,2
38	0,2	0,1	0,0	0,3	10,0	3,7	0,7	14,4
39	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
40	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
41	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,5	0,9
42	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
43	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
44	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
45	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
46	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
47	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
48	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
49	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
50	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2
51	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
52	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
53	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
54	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	2,8	0,2	3,0
55	0,5	0,0	0,0	0,5	78,0	1,7	0,1	79,7
56	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
57	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
58	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
59	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,1	0,8
60	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	1,2	0,1	1,3
61	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,2
62	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
63	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
64	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	1,3	0,5	1,8
65	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,5	0,1	0,6
66	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,2	0,9
67	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
68	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
69	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
70	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
71	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
72	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

N° secteur	Main-d'œuvre : autres travailleurs				Revenu mixte brut			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
	années-personnes de 2017				k\$ de 2017			
73	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
74	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
75	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
76	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
77	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,3
78	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
79	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
80	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
81	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
82	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
83	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
84	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
85	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
86	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
87	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
88	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
89	0,0	0,3	0,0	0,4	0,0	3,4	0,4	3,8
90	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
91	0,1	0,0	0,0	0,1	1,0	0,0	0,0	1,0
92	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
93	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,8	1,0
Fabrication	0,9	1,1	0,3	2,4	89,0	18,4	5,9	113,3
94	0,0	0,1	0,6	0,7	0,0	2,0	22,6	24,6
95	0,9	0,0	0,4	1,3	70,0	3,9	32,3	106,2
96	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,6
97	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
98	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3
99	0,1	0,5	1,6	2,2	4,0	24,7	88,1	116,9
100	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
101	0,0	0,2	0,2	0,4	0,0	3,9	2,9	6,8
102	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,4
103	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
104	0,0	0,2	0,3	0,4	0,0	1,2	1,8	3,0
105	0,0	0,3	0,2	0,4	0,0	7,1	4,3	11,4
106	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2
107	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2
108	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,3	0,4	0,7
109	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
110	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
111	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,2	0,9	1,1

N° secteur	Main-d'œuvre: autres travailleurs				Revenu mixte brut			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
	années-personnes de 2017				k\$ de 2017			
112	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
113	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,3
114	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
115	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,8	1,4
116	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,8	1,0
117	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	2,4	3,9
118	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
119	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
120	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,0	11,3	11,3
121	0,0	0,2	0,2	0,3	0,0	10,2	10,0	20,3
122	0,1	0,0	0,1	0,2	77,0	52,9	70,0	199,9
123	0,0	0,2	0,1	0,3	0,0	9,9	7,4	17,4
124	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
125	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,6	1,0
126	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,8	0,5	1,3
127	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
128	0,0	0,2	0,2	0,3	0,0	65,0	63,0	128,1
129	0,0	0,3	0,4	0,7	0,0	33,8	46,3	80,1
130	0,0	0,3	0,1	0,3	0,0	20,5	6,2	26,6
131	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,4	3,2	3,6
132	0,0	0,1	0,4	0,5	0,0	6,8	19,2	25,9
133	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,3
134	0,0	0,1	0,2	0,3	0,0	3,5	4,8	8,3
135	0,0	0,2	0,5	0,6	0,0	8,6	26,1	34,8
136	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
137	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	3,0
138	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	1,4	1,7
139	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	1,0	4,1	5,0
140	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,4	4,3
141	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
142	0,0	1,4	1,2	2,5	0,0	21,9	18,3	40,2
143	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,3	3,2	4,5
144	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,2	0,9	1,2
145	0,0	0,1	0,1	0,2	0,0	1,6	1,7	3,3
146	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	13,9	13,9
147	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2
148	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,1	2,1
149	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
150	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0
151	0,0	0,1	0,2	0,2	0,0	2,6	5,3	7,9

N° secteur	Main-d'œuvre : autres travailleurs				Revenu mixte brut			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
	années-personnes de 2017				k\$ de 2017			
152	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
153	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,4	0,4	0,9
154	1,2	0,0	0,0	1,2	58,0	1,1	0,8	59,9
155	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	1,2	1,5
156	1,0	0,1	0,1	1,2	21,0	1,6	1,8	24,4
157	0,0	0,1	0,6	0,7	0,0	2,9	18,4	21,4
158	0,0	0,4	0,5	0,9	0,0	11,2	14,2	25,4
159	0,0	0,3	0,3	0,5	0,0	5,0	5,1	10,1
160	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
161	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres services	3,3	5,4	9,3	18,0	230,0	313,6	526,7	1 070,3
162	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
163	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
164	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
165	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
166	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
167	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
168	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
169	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
170	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
171	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
172	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
173	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
174	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
175	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
176	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
177	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
178	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Non commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des secteurs	14,8	7,0	10,4	32,2	1 438,0	373,4	597,3	2 408,7

Source: Institut de la statistique du Québec.
Référence: 20180302-1-1-2013D-2017E (2017E)

TABLEAU C8

Ventilation de l'impact sur les autres revenus bruts et la valeur ajoutée par secteur de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié des interventions du service des incendies de la ville de Lévis pour l'année 2017

N° secteur	Autres revenus bruts				Valeur ajoutée aux prix de base			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
années-personnes de 2017				k\$ de 2017				
1	0,0	6,9	11,9	18,9	0,0	18,1	31,1	49,1
2	0,0	1,9	19,8	21,6	0,0	3,8	40,5	44,3
3	0,0	8,3	45,2	53,5	0,0	19,7	107,5	127,2
4	0,0	0,1	0,1	0,2	0,0	0,8	0,4	1,2
5	0,0	0,0	1,1	1,1	0,0	0,0	3,7	3,7
6	0,0	0,0	12,4	12,4	0,0	0,0	36,2	36,2
7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8	0,0	0,5	351,0	351,5	0,0	0,6	481,5	482,1
9	0,0	8,2	25,2	33,4	0,0	12,8	39,3	52,1
10	0,0	0,0	2,1	2,1	0,0	0,2	8,2	8,4
Secteurs primaires	0,0	25,9	468,7	494,6	0,0	56,0	748,3	804,3
11	0,0	1 020,7	635,1	1 655,8	0,0	1 223,5	761,3	1 984,8
12	0,0	3,1	265,2	268,3	0,0	4,2	361,7	365,8
Services publics	0,0	1 023,8	900,3	1 924,1	0,0	1 227,7	1 122,9	2 350,6
13	1 209,0	0,0	0,0	1 209,0	5 595,0	0,0	0,0	5 595,0
14	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	0,0	70,0	60,6	130,7	0,0	220,4	190,7	411,1
21	0,0	19,0	21,4	40,4	0,0	28,7	32,3	61,0
Construction	1 209,0	89,0	82,0	1 380,1	5 595,0	249,1	223,1	6 067,1
22	0,0	0,4	3,5	4,0	0,0	0,7	5,6	6,3
23	0,0	0,3	1,1	1,4	0,0	0,5	1,8	2,4
24	0,0	1,9	2,2	4,0	0,0	4,4	5,0	9,4
25	0,0	1,6	1,7	3,3	0,0	3,2	3,3	6,5
26	0,0	10,6	7,6	18,2	0,0	20,6	14,8	35,4
27	0,0	5,6	1,9	7,5	0,0	16,5	5,8	22,2
28	0,0	0,3	1,1	1,4	0,0	0,6	2,0	2,6
29	0,0	8,2	5,1	13,3	0,0	15,5	9,6	25,1
30	0,0	6,6	12,5	19,0	0,0	10,7	20,3	31,0
31	0,0	1,8	1,6	3,4	0,0	3,4	3,1	6,5
32	0,0	28,0	18,2	46,2	0,0	38,3	24,9	63,1

N° secteur	Autres revenus bruts				Valeur ajoutée aux prix de base			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
	années-personnes de 2017				k\$ de 2017			
33	0,0	0,3	14,8	15,2	0,0	0,4	16,9	17,3
34	0,0	5,0	11,4	16,5	0,0	11,4	26,1	37,5
35	0,0	0,7	5,4	6,1	0,0	2,2	17,2	19,4
36	0,0	57,0	15,8	72,8	0,0	131,8	36,5	168,3
37	0,0	26,6	9,7	36,2	0,0	57,1	20,8	77,9
38	274,0	103,1	19,2	396,3	678,0	255,2	47,6	980,7
39	0,0	3,7	15,1	18,8	0,0	7,0	28,7	35,6
40	0,0	32,4	15,0	47,4	0,0	69,3	32,1	101,5
41	0,0	12,1	16,2	28,3	0,0	32,5	43,6	76,1
42	0,0	24,0	47,1	71,1	0,0	29,1	57,1	86,2
43	0,0	10,7	15,0	25,8	0,0	19,1	26,7	45,8
44	0,0	0,6	2,8	3,4	0,0	1,1	5,1	6,2
45	0,0	0,2	1,9	2,2	0,0	0,5	3,6	4,0
46	0,0	2,5	47,8	50,3	0,0	4,5	84,3	88,8
47	0,0	15,2	21,5	36,7	0,0	23,4	33,2	56,6
48	0,0	0,8	3,0	3,8	0,0	2,1	7,2	9,3
49	0,0	26,7	14,2	40,9	0,0	59,2	31,4	90,6
50	0,0	103,6	44,2	147,8	0,0	209,2	89,2	298,5
51	0,0	3,9	4,0	7,9	0,0	12,3	12,6	24,9
52	0,0	43,0	20,8	63,7	0,0	85,3	41,2	126,5
53	0,0	23,1	13,5	36,6	0,0	47,9	28,1	76,0
54	0,0	1 594,3	136,6	1 730,9	0,0	2 474,3	212,1	2 686,4
55	7 289,0	154,2	5,0	7 448,2	25 523,0	539,8	17,6	26 080,4
56	0,0	12,9	43,9	56,8	0,0	21,2	72,4	93,7
57	0,0	306,9	164,2	471,0	0,0	463,4	247,9	711,2
58	0,0	2,0	5,9	7,9	0,0	4,2	12,7	16,9
59	0,0	86,1	9,8	96,0	0,0	211,9	24,2	236,1
60	0,0	477,6	58,8	536,4	0,0	1 194,3	146,9	1 341,3
61	0,0	14,4	3,5	18,0	0,0	42,1	10,3	52,5
62	0,0	2,1	1,2	3,3	0,0	4,5	2,6	7,1
63	0,0	6,3	2,5	8,8	0,0	17,1	6,6	23,7
64	0,0	57,6	22,6	80,2	0,0	136,4	53,6	190,0
65	0,0	98,3	20,3	118,6	0,0	255,2	52,6	307,8
66	0,0	65,6	14,7	80,3	0,0	133,5	29,9	163,4
67	0,0	2,3	6,7	9,0	0,0	5,6	16,4	22,0
68	0,0	2,0	5,8	7,8	0,0	5,5	15,7	21,2
69	0,0	9,5	15,4	24,9	0,0	19,0	30,7	49,7
70	0,0	13,5	6,3	19,8	0,0	28,8	13,5	42,2
71	0,0	2,2	5,3	7,5	0,0	6,7	16,1	22,8
72	0,0	0,8	1,6	2,5	0,0	1,6	3,1	4,7

N° secteur	Autres revenus bruts				Valeur ajoutée aux prix de base			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
	années-personnes de 2017				k\$ de 2017			
73	0,0	2,8	6,7	9,4	0,0	7,3	17,6	24,9
74	0,0	0,1	0,3	0,4	0,0	0,4	1,0	1,4
75	0,0	3,2	4,1	7,3	0,0	7,0	8,9	15,9
76	0,0	0,4	0,5	0,9	0,0	1,3	1,5	2,8
77	0,0	1,5	6,4	7,9	0,0	5,3	23,4	28,7
78	0,0	2,2	1,0	3,3	0,0	5,1	2,3	7,4
79	0,0	2,2	0,8	3,0	0,0	4,4	1,6	6,1
80	0,0	5,5	8,2	13,6	0,0	13,8	20,7	34,6
81	0,0	6,6	5,2	11,8	0,0	16,9	13,3	30,2
82	0,0	0,1	0,2	0,3	0,0	0,2	0,6	0,7
83	115,0	1,6	0,9	117,5	330,0	4,6	2,5	337,1
84	0,0	6,6	7,4	14,1	0,0	14,1	15,8	30,0
85	0,0	7,4	15,9	23,2	0,0	12,5	27,0	39,5
86	0,0	0,0	3,7	3,7	0,0	0,1	6,9	7,0
87	0,0	0,1	1,1	1,1	0,0	0,2	2,4	2,6
88	0,0	7,3	16,9	24,2	0,0	12,6	29,0	41,6
89	0,0	45,7	5,1	50,8	0,0	175,0	19,5	194,5
90	0,0	0,8	1,4	2,2	0,0	2,3	4,1	6,3
91	62,0	3,5	0,3	65,8	152,0	8,5	0,7	161,2
92	0,0	0,5	6,6	7,1	0,0	1,1	15,3	16,4
93	0,0	2,8	10,9	13,7	0,0	7,5	28,8	36,3
Fabrication	7 740,0	3 570,0	1 048,5	12 358,6	26 683,0	7 040,1	2 013,3	35 736,4
94	0,0	90,7	1 011,3	1 101,9	0,0	196,7	2 193,0	2 389,7
95	407,0	22,4	187,3	616,7	1 313,0	72,3	604,0	1 989,3
96	0,0	19,4	19,3	38,7	0,0	32,2	32,0	64,1
97	0,0	72,4	396,1	468,5	0,0	117,8	644,7	762,5
98	0,0	0,2	8,5	8,7	0,0	0,6	24,4	25,0
99	17,0	119,3	425,2	561,4	49,0	333,1	1 187,4	1 569,5
100	0,0	1,7	2,2	3,8	0,0	4,6	6,0	10,6
101	0,0	0,7	0,5	1,2	0,0	5,8	4,4	10,3
102	0,0	1,4	1,9	3,3	0,0	3,1	4,2	7,3
103	0,0	0,3	71,5	71,8	0,0	0,3	76,9	77,3
104	0,0	155,3	228,5	383,7	0,0	277,2	408,0	685,2
105	0,0	51,9	31,0	82,9	0,0	157,9	94,5	252,4
106	0,0	2,1	15,1	17,1	0,0	4,6	34,0	38,7
107	0,0	7,4	9,2	16,7	0,0	21,7	27,0	48,8
108	0,0	6,8	9,2	16,0	0,0	16,0	21,4	37,4
109	0,0	0,8	13,6	14,4	0,0	1,9	32,4	34,3
110	0,0	0,3	0,8	1,1	0,0	0,5	1,6	2,1
111	0,0	0,5	2,1	2,6	0,0	2,4	10,0	12,4

N° secteur	Autres revenus bruts				Valeur ajoutée aux prix de base			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
	années-personnes de 2017				k\$ de 2017			
112	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,2	0,2
113	0,0	4,4	5,4	9,8	0,0	13,0	15,8	28,8
114	0,0	1,9	6,4	8,3	0,0	2,8	9,8	12,7
115	0,0	74,5	117,9	192,4	0,0	98,1	155,2	253,4
116	0,0	0,9	4,2	5,1	0,0	1,7	8,4	10,1
117	0,0	-0,3	-0,5	-0,8	0,0	5,2	8,3	13,5
118	0,0	257,1	166,6	423,7	0,0	520,7	337,4	858,2
119	0,0	73,8	74,1	147,8	0,0	108,4	108,8	217,2
120	0,0	0,0	25,8	25,9	0,0	0,2	90,2	90,4
121	0,0	34,3	33,7	68,0	0,0	118,4	116,1	234,5
122	169,0	116,0	153,6	438,6	260,0	178,3	236,0	674,2
123	0,0	7,3	5,4	12,7	0,0	26,3	19,7	46,0
124	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
125	0,0	33,1	46,6	79,6	0,0	40,4	56,8	97,2
126	0,0	50,2	34,0	84,2	0,0	88,7	60,0	148,7
127	0,0	1,7	1,7	3,4	0,0	1,9	1,9	3,9
128	0,0	1,6	1,6	3,2	0,0	99,4	96,4	195,9
129	0,0	7,4	10,2	17,6	0,0	81,4	111,6	193,0
130	0,0	124,1	37,3	161,5	0,0	332,6	100,0	432,6
131	0,0	9,4	81,0	90,4	0,0	26,3	226,4	252,7
132	0,0	9,4	26,5	35,9	0,0	29,2	82,6	111,8
133	0,0	1,9	5,7	7,7	0,0	9,2	27,1	36,3
134	0,0	11,6	16,0	27,5	0,0	43,9	60,7	104,6
135	0,0	1,5	4,6	6,1	0,0	19,2	58,1	77,2
136	0,0	54,0	34,0	88,0	0,0	324,6	204,7	529,3
137	0,0	4,4	8,7	13,1	0,0	22,8	45,1	67,9
138	0,0	1,7	8,2	9,9	0,0	13,7	65,5	79,2
139	0,0	2,5	10,7	13,1	0,0	10,1	43,3	53,3
140	0,0	1,2	1,5	2,7	0,0	19,5	23,3	42,8
141	0,0	1,7	4,6	6,3	0,0	13,4	36,3	49,7
142	0,0	23,1	19,4	42,5	0,0	104,9	87,9	192,8
143	0,0	27,2	66,3	93,5	0,0	40,0	97,5	137,6
144	0,0	14,3	61,2	75,5	0,0	24,1	103,0	127,1
145	0,0	1,8	1,8	3,6	0,0	9,0	9,3	18,3
146	0,0	0,0	4,5	4,5	0,0	0,0	20,4	20,4
147	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,0	0,6	0,6
148	0,0	0,0	0,7	0,7	0,0	0,0	4,7	4,7
149	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,4	0,4
150	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	2,3	2,3
151	0,0	1,3	2,6	3,9	0,0	7,2	14,9	22,2

N° secteur	Autres revenus bruts				Valeur ajoutée aux prix de base			
	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs			Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
années-personnes de 2017				k\$ de 2017				
152	0,0	0,2	0,2	0,4	0,0	0,6	0,7	1,2
153	0,0	6,8	6,2	13,0	0,0	19,0	17,3	36,3
154	1 301,0	24,3	18,3	1 343,6	2 817,0	52,6	39,6	2 909,3
155	0,0	0,9	4,3	5,2	0,0	1,7	8,6	10,3
156	178,0	13,8	15,3	207,1	913,0	70,6	78,2	1 061,8
157	0,0	4,9	30,7	35,7	0,0	18,9	118,4	137,4
158	0,0	17,6	22,4	40,1	0,0	85,1	108,2	193,3
159	0,0	6,1	6,2	12,4	0,0	18,4	18,7	37,1
160	0,0	-4,5	-3,3	-7,8	0,0	32,1	23,6	55,7
Autres services	2 072,0	1 578,6	3 616,1	7 266,7	5 352,0	3 982,1	8 566,3	17 900,5
161	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
162	0,0	0,2	0,3	0,5	0,0	1,1	1,9	3,0
163	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2
164	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,1	2,1	2,2
165	0,0	0,2	0,2	0,4	0,0	0,8	1,1	1,9
166	0,0	0,3	0,5	0,9	0,0	1,5	2,4	3,9
167	0,0	0,8	2,7	3,4	0,0	4,6	16,2	20,8
168	0,0	0,6	0,9	1,5	0,0	2,3	3,7	6,0
169	0,0	0,4	1,1	1,5	0,0	1,7	4,2	5,9
170	0,0	7,8	9,4	17,2	0,0	15,0	18,0	33,0
171	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
172	0,0	3,3	5,7	9,0	0,0	13,4	23,0	36,3
173	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2
174	0,0	0,1	0,4	0,5	0,0	0,4	1,2	1,6
175	0,0	6,3	14,6	20,9	0,0	17,9	41,8	59,7
176	0,0	9,1	16,3	25,4	0,0	18,7	33,5	52,2
177	0,0	52,3	54,6	106,9	0,0	102,6	107,2	209,8
178	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Non commerciaux	0,0	81,4	107,2	188,5	0,0	180,1	256,6	436,7
Total des secteurs	11 021,0	6 368,7	6 222,8	23 612,5	37 630,0	12 735,1	12 930,5	63 295,6

Source: Institut de la statistique du Québec.
Référence: 20180302-1-1-2013D-2017E (2017E)

TABLEAU C9

Ventilation de l'impact sur les salaires, la fiscalité et la parafiscalité par secteur de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié des interventions du service des incendies de la ville de Lévis pour l'année 2017

N°	Secteur	Salaires et traitements	Impôt salarial		Parafiscalité	
			Québécois	Fédéral	Québécoise	Fédérale
k\$ de 2017						
1	Cultures agricoles	15,1	1,1	0,8	2,7	0,5
2	Élevage	10,9	1,2	0,9	2,0	0,2
3	Foresterie et exploit. forestière	62,6	4,9	3,3	13,1	1,9
4	Pêche, chasse et piégeage	0,4	0,0	0,0	0,1	0,0
5	Activités soutien à l'agriculture	1,7	0,1	0,1	0,3	0,1
6	Activités soutien à la foresterie	21,2	1,5	1,0	4,4	0,6
7	Extraction de pétrole et de gaz	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8	Extraction minerais métalliques	130,5	19,1	15,4	14,4	1,5
9	Extraction minerais non métalliques	18,6	1,6	1,1	3,8	0,5
10	Act. sout.extract.min., pétr. et gaz	6,2	0,7	0,6	1,1	0,1
	Secteurs primaires	267,1	30,3	23,2	41,9	5,4
11	Prod., transp. et dist. électricité	329,0	39,4	30,6	42,3	5,8
12	Autres services publics	96,8	10,8	8,3	17,7	1,9
	Secteurs des services publics	425,7	50,2	38,9	60,0	7,7
13	Construction résidentielle	3 267,0	324,0	237,0	663,0	80,0
14	Construction non résidentielle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	Travaux de génie, transports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	Travaux génie, pétrole et gaz nat.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	Travaux génie, énergie électrique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	Travaux de génie, communications	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	Autres travaux de génie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	Construction, réparations	231,4	21,8	15,7	48,3	6,0
21	Autres activités de construction	6,9	0,7	0,5	1,0	0,2
	Secteurs de la construction	3 505,3	346,5	253,2	712,2	86,2
22	Fabrication aliments pour animaux	2,3	0,2	0,1	0,4	0,1
23	Moutures céréales et graines oléag.	0,9	0,1	0,0	0,2	0,0
24	Fabrication sucre et confiseries	5,3	0,4	0,3	0,9	0,2
25	Cons. fruits et lég., fab.spéc.alim.	3,2	0,2	0,2	0,6	0,1
26	Fabrication de produits laitiers	17,1	1,7	1,2	2,7	0,4
27	Fabrication de produits de viande	14,7	0,9	0,6	3,3	0,4
28	Prép. et cond.pois. et fruits mer	1,2	0,1	0,0	0,2	0,0
29	Boulangeries et fab. de tortillas	11,7	0,6	0,4	2,0	0,4
30	Fabrication d'autres aliments	11,9	0,8	0,6	2,0	0,4
31	Fab. boissons gazeuses et glace	3,1	0,2	0,2	0,5	0,1
32	Fab. de boissons alcoolisées	16,8	1,5	1,0	2,8	0,5
33	Fabrication du tabac	2,1	0,2	0,1	0,3	0,1
34	Usines textiles et prod. textiles	20,7	1,4	1,0	3,5	0,6
35	Fab. vêtements, prod. cuir	12,5	0,5	0,4	2,0	0,4

N°	Secteur	Salaires et traitements	Impôt salarial		Parafiscalité	
			Québécois	Fédéral	Québécoise	Fédérale
k\$ de 2017						
36	Scieries et préservation du bois	95,2	8,1	5,6	18,0	2,8
37	Fab.placa., contrepl., bois reconst.	41,5	3,3	2,2	10,2	1,3
38	Fabrication autres produits en bois	570,0	37,6	26,1	123,1	17,4
39	Usines pâte papier, papier et carton	16,9	1,8	1,3	2,5	0,4
40	Fab. produits papier transformé	53,9	5,1	3,6	9,2	1,4
41	Impression et act. conn. de soutien	47,0	3,3	2,3	7,5	1,4
42	Fab. prod. du pétrole et du charbon	15,1	1,8	1,4	2,0	0,3
43	Fab. de produits chimiques de base	20,0	2,3	1,8	2,5	0,4
44	Fab. rés., caoutc. et fib. artific.	2,8	0,3	0,2	0,4	0,1
45	Fab. engrais et aut prod.chim.agri.	1,8	0,1	0,1	0,3	0,1
46	Fab. prod. pharmac. et médicaments	38,4	4,0	3,0	5,6	0,8
47	Fab. peintures, revêtements. adhésifs	19,8	1,8	1,3	3,4	0,5
48	Fab.savons, détachants, prod. toilette	5,5	0,4	0,3	0,9	0,2
49	Fabrication aut. produits chimiques	49,6	4,9	3,6	8,5	1,2
50	Fab. de produits en plastique	150,5	12,7	8,8	25,7	4,4
51	Fab. de produits en caoutchouc	17,0	1,6	1,1	2,9	0,5
52	Fab. ciment et produits en béton	62,7	5,1	3,5	12,7	1,9
53	Fab. aut. prod. min. non métalliq.	39,3	3,1	2,1	6,7	1,2
54	Sidérurgie	952,4	99,1	73,8	144,6	21,7
55	Fab. prod. acier à prtr acier ach.	18 552,5	1 849,5	1 357,0	2 802,9	448,6
56	Prod. et transf. alumine, aluminium	36,9	3,6	2,6	5,7	0,9
57	Prod., transf. mét. non ferr., sf al.	240,1	25,3	19,0	35,4	5,3
58	Fonderies	9,0	0,7	0,5	1,5	0,3
59	Forgeage et estampage	139,3	10,8	7,3	24,9	4,2
60	Fab. tôles fortes et élém.charpent.	803,5	64,7	43,9	143,6	24,5
61	Fab. chaud., réserv. et cont. expéd.	34,3	3,0	2,1	6,2	1,0
62	Fab. articles de quincaillerie	3,8	0,2	0,2	0,6	0,1
63	Fab. ressorts et prod.fil métalliq.	14,9	1,0	0,7	2,7	0,5
64	Ateliers d'usinage	107,9	7,9	5,5	19,2	3,3
65	Revêt., gravure, trait. thermique	188,6	13,0	9,1	37,6	5,7
66	Fab. d'autres produits métalliques	82,2	6,9	4,8	14,1	2,4
67	Fab. mach. agr., const. et extr.min.	13,0	1,1	0,8	2,4	0,4
68	Fab. de machines industrielles	13,4	1,2	0,8	2,4	0,4
69	Fab. mach. commerce et ind. serv.	24,7	2,6	2,0	3,6	0,5
70	Fab. app. chauff.,réfrig. commerc.	22,4	1,8	1,2	4,0	0,7
71	Fab. machines-outils travail métal	15,3	1,2	0,8	2,5	0,5
72	Fab. moteurs et mat. transm. puiss.	2,2	0,3	0,2	0,3	0,0
73	Fab. aut. machines usage général	15,4	1,3	0,9	2,5	0,4
74	Fab. mat. inform. et périphérique	1,0	0,1	0,1	0,1	0,0
75	Fab. de matériel de communication	8,6	0,9	0,7	1,1	0,2

N°	Secteur	Salaires et traitements	Impôt salarial		Parafiscalité	
			Québécois	Fédéral	Québécoise	Fédérale
			k\$ de 2017			
76	Fab. semi-cond. et aut.comp.électr.	1,8	0,2	0,1	0,3	0,1
77	Autres fab. produits électroniques	20,6	2,1	1,6	2,8	0,5
78	Fab. matériel électrique éclairage	4,1	0,4	0,2	0,7	0,1
79	Fab. appareils ménagers	3,1	0,3	0,2	0,4	0,1
80	Fab. de matériel électrique	20,9	2,4	1,8	2,6	0,4
81	Fab. aut.types mat. et comp. élect.	18,3	1,8	1,3	2,6	0,4
82	Fab. véhicules automobiles	0,4	0,0	0,0	0,1	0,0
83	Fab. carross. et remorq. véh.auto.	219,7	17,4	11,2	40,9	7,1
84	Fab. pièces vehicules automobiles	15,9	1,0	0,7	2,8	0,5
85	Fab. prod. aérospatiaux et pièces	16,3	1,8	1,4	2,0	0,3
86	Fab. matériel ferroviaire roulant	3,2	0,3	0,2	0,6	0,1
87	Construct. navires et embarcations	1,5	0,1	0,1	0,3	0,0
88	Aut. fabricat. matériel transport	17,4	1,4	1,0	2,8	0,5
89	Fab. meubles maison, inst.	139,9	7,9	5,8	27,2	4,3
90	Fab. meubl. bur., incl. art.ameuble.	4,2	0,2	0,2	0,8	0,1
91	Fab. aut. prod. connexes meubles	94,4	6,4	4,3	15,9	3,2
92	Fab. fournit.et matériaux médicaux	9,3	0,7	0,5	1,4	0,3
93	Aut. activités diverses de fabrication	21,6	1,4	1,0	4,3	0,7
	Secteurs de la fabrication	23 264,5	2 248,0	1 639,9	3 630,0	580,0
94	Commerce de gros	1 263,1	116,8	83,2	199,0	33,7
95	Commerce de détail	1 266,4	19,8	16,7	201,2	38,1
96	Transport aérien	24,9	2,3	1,7	4,1	0,7
97	Transport ferroviaire	293,9	32,5	24,8	41,8	6,0
98	Transport par eau	16,0	1,7	1,2	2,4	0,4
99	Transport par camion	891,2	56,3	39,1	195,6	27,3
100	Serv. urbains transport en commun	6,8	0,6	0,4	1,2	0,2
101	Services de taxi et de limousine	2,2	0,0	0,0	0,4	0,1
102	Aut. services transport personnes	3,6	0,1	0,0	0,6	0,1
103	Transport par pipeline	5,5	0,7	0,5	0,6	0,1
104	Activités de soutien au transport	298,4	25,4	17,6	45,6	8,6
105	Services postaux, messagerie	158,1	10,7	7,4	31,0	4,8
106	Entreposage	21,3	1,3	0,9	3,7	0,6
107	Éditeurs de journaux	31,9	3,0	2,2	4,9	0,8
108	Autres éditeurs	20,6	1,9	1,4	3,2	0,5
109	Éditeurs de logiciels	19,9	2,3	1,8	2,5	0,4
110	Présentation de films et de vidéos	1,0	0,0	0,0	0,2	0,0
111	Autres industries film et vidéo	8,7	0,7	0,5	1,4	0,3
112	Ind. de l'enregistrement sonore	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
113	Radio et télé diffusion sf internet	18,7	1,9	1,4	2,8	0,5
114	Télévision payante et spécialisée	4,4	0,4	0,3	0,7	0,1
115	Télécommunications	59,6	6,1	4,5	8,1	1,4

N°	Secteur	Salaires et traitements	Impôt salarial		Parafiscalité	
			Québécois	Fédéral	Québécoise	Fédérale
k\$ de 2017						
116	Traitement et hébergement données	4,1	0,4	0,3	0,6	0,1
117	Autres services d'information	10,5	0,9	0,7	1,6	0,3
118	Act. intermédiation fin. par dépôts	434,5	37,6	26,2	71,8	12,4
119	Sociétés d'assurance	69,3	7,4	5,6	9,0	1,5
120	Agen. et court.assur. et act. liées	53,2	5,2	3,8	7,4	1,3
121	Autres activités financières	146,2	16,4	12,6	17,7	2,9
122	Bailleurs de biens immobiliers	35,7	2,3	1,9	5,7	0,7
123	Agents et court.immob. et act.liées	15,9	1,3	0,8	2,4	0,5
124	Propriétaires-occupants de logement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
125	Loc. et bailleurs biens inc.non fin	16,6	1,1	0,8	2,7	0,5
126	Aut. serv. location et loc. bail	63,2	3,8	2,7	9,3	1,9
127	Bailleurs biens incorpor. non fin.	0,4	0,0	0,0	0,1	0,0
128	Services juridiques	64,6	5,5	3,9	9,7	1,9
129	Serv. compt., tenue livres, paye	95,3	7,5	5,1	14,2	2,9
130	Architecture, génie et serv. conn.	244,5	25,3	18,8	33,1	5,6
131	Concp. syst. inform. et serv.conn.	158,7	17,6	13,4	19,9	3,2
132	Serv. cons. gest. scient. et techn.	50,0	4,8	3,5	7,2	1,3
133	Serv. rech. et développ. scient.	28,4	3,0	2,2	3,8	0,6
134	Publicité et services connexes	68,8	6,1	4,3	10,2	1,9
135	Aut. serv. prof., scientifique et tech.	36,4	2,3	1,6	5,5	1,1
136	Sociétés de portefeuille	441,3	45,9	34,2	58,3	10,1
137	Services administratifs de bureau	51,8	4,7	3,4	7,5	1,4
138	Services emploi	67,5	2,0	1,6	9,9	2,1
139	Services de soutien aux entreprises	35,2	2,4	1,6	5,2	1,1
140	Serv. prépar. voyages et réservat.	35,8	1,9	1,4	5,3	1,1
141	Services d'enquêtes et de sécurité	43,3	1,8	1,4	7,5	1,3
142	Serv. rel. bâtiments et logements	110,1	2,5	2,0	20,0	3,4
143	Soutien instal., aut. serv. soutien	39,6	2,2	1,6	5,9	1,2
144	Serv. gestion déchets et assainis.	50,4	4,2	2,9	11,7	1,5
145	Établis. enseig., sf s.b.l. et gouv.	11,4	0,2	0,1	1,7	0,3
146	Cabinets de médecins	2,0	0,1	0,1	0,3	0,1
147	Cabinets de dentistes	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
148	Serv. divers de soins ambulatoires	1,9	0,1	0,1	0,3	0,1
149	Étab. soins inf. et soins bén. int.	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
150	Assistance sociale	0,8	0,0	0,0	0,1	0,0
151	Arts interp., spect., et étab. patr.	10,4	0,4	0,3	1,6	0,3
152	Jeux de hasard et loteries	0,7	0,1	0,0	0,1	0,0
153	Aut. serv. de divertis. et loisirs	22,4	0,0	0,0	3,3	0,7
154	Hébergement des voyageurs	1 505,7	33,0	25,8	248,9	45,5
155	Parcs véh., camps, chambres, pensions	3,6	0,0	0,0	0,6	0,1

N°	Secteur	Salaires et traitements	Impôt salarial		Parafiscalité	
			Québécois	Fédéral	Québécoise	Fédérale
k\$ de 2017						
156	Serv. restaur. et débits boissons	830,3	0,0	0,0	125,6	25,5
157	Réparat. et entret. de véh. auto.	80,3	3,5	2,7	14,8	2,4
158	Autres réparations et entretiens	127,8	7,8	5,5	21,2	3,9
159	Serv. personn. et serv. blanchiss.	14,6	0,1	0,1	2,3	0,4
160	Fond., grp. cit. et org. prof. sim.	63,4	3,4	2,5	9,5	1,9
161	Ménages privés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Secteurs d'autres services	9 563,5	549,4	401,3	1 544,6	269,8
162	Enseignement, ISBL.	2,5	0,1	0,1	0,4	0,1
163	Soins ambulatoires, ISBL	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
164	Assistance sociale, ISBL	1,9	0,0	0,0	0,3	0,1
165	Arts, spectacles et loisirs, ISBL	1,5	0,0	0,0	0,2	0,0
166	Organismes religieux	3,0	0,1	0,0	0,4	0,1
167	Autres ISBL au service ménages	17,4	0,7	0,5	2,6	0,5
168	Etab. pub enseignement prim et sec	4,5	0,3	0,2	0,7	0,1
169	Etab. pub enseignement collégiale	4,4	0,4	0,3	0,7	0,1
170	Universités	15,8	1,4	1,0	2,6	0,4
171	Aut. étab. public enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
172	Hôpitaux	27,4	2,2	1,5	4,7	0,8
173	Etab. pub soins bénéf. internes	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
174	Services de défense	1,0	0,1	0,1	0,2	0,0
175	Aut. serv. administration fédérale	38,8	4,7	3,6	4,8	0,7
176	Aut. serv. administration prov.	26,8	2,7	2,0	4,0	0,6
177	Aut. serv. administration locale	103,0	8,2	5,5	18,3	3,1
178	Aut. serv. administr. autochtone	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Secteurs non commerciaux	248,2	21,0	15,0	40,1	6,8
	Total des secteurs	37 274,4	3 245,3	2 371,5	6 028,8	955,9

Source: Institut de la statistique du Québec
Référence: 20180302-1-1-2013D-2017E (2017E)

TABLEAU C10

Impact sur les importations internationales et interprovinciales par bien et service de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié des interventions du service des incendies de la ville de Lévis pour l'année 2017

N°	Bien et service	Importations internationales			Importations interprovinciales		
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
k\$ de 2017							
1	Produits de récolte	31,1	17,5	48,6	8,3	11,8	20,1
2	Animaux vivants	0,0	0,6	0,6	0,0	3,3	3,3
3	Autres produits agricoles	7,1	0,7	7,8	8,8	0,7	9,5
4	Produits forestiers	22,4	41,5	63,9	3,5	7,0	10,6
5	Produits de la pêche	1,1	0,6	1,7	5,4	2,6	8,0
6	Services de soutien à l'agriculture et la foresterie	0,0	0,0	0,0	0,0	14,5	14,5
7	Combustibles minéraux	92,4	922,3	1 014,7	412,9	362,0	775,0
8	Minerais métalliques et concentrés	0,0	390,3	390,3	0,0	844,1	844,1
9	Minéraux non métalliques	3,9	22,3	26,3	4,1	22,0	26,1
10	Services de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz	0,0	0,6	0,6	0,0	18,6	18,6
11	Services d'utilité publique	1,2	0,7	1,9	47,2	28,5	75,7
12	Construction résidentielle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
13	Construction non résidentielle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	Travaux de génie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	Construction, réparations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	Produits de la viande, du poisson et laitiers	80,2	14,5	94,7	168,0	32,5	200,5
17	Fruits, légumes, aliments pour animaux et divers	72,8	39,6	112,3	55,8	37,0	92,8
18	Boissons	58,9	16,4	75,4	35,5	17,0	52,5
19	Tabac et produits du tabac	0,0	1,9	1,9	0,0	0,0	0,0
20	Produits textiles	121,8	47,1	169,0	9,4	6,6	16,0
21	Vêtements, produits en tricot et en cuir	14,4	23,0	37,4	0,1	0,2	0,3
22	Produits du bois	251,2	77,5	328,8	290,0	64,8	354,8
23	Papier et produits connexes	73,3	87,8	161,1	37,2	41,7	78,9
24	Impression et édition	14,3	19,0	33,3	15,8	35,9	51,7
25	Produits du pétrole et du charbon	133,6	293,8	427,4	91,0	252,0	343,0
26	Produits chimiques et pharmaceutiques	684,5	773,5	1 458,0	219,5	180,9	400,3
27	Produits en caoutchouc et en plastique	303,7	175,9	479,7	188,4	73,4	261,8

N°	Bien et service	Importations internationales			Importations interprovinciales		
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
		k\$ de 2017					
28	Produits minéraux non métalliques	162,2	79,1	241,4	73,7	21,6	95,3
29	Produits métalliques primaires	20 325,1	2 811,8	23 136,9	16 024,4	1 801,4	17 825,8
30	Produits métalliques fabriqués	892,1	237,4	1 129,5	505,4	127,3	632,7
31	Machinerie	368,1	220,5	588,7	51,7	23,7	75,4
32	Produits informatiques et électroniques	95,9	150,2	246,1	1,4	2,6	4,0
33	Matériel et composants électriques	337,6	179,1	516,7	36,9	15,8	52,8
34	Matériel de transport	355,5	252,4	607,9	33,9	21,7	55,5
35	Meubles et articles d'ameublement	40,0	15,2	55,2	16,7	0,8	17,5
36	Produits manufacturés divers	106,9	107,5	214,4	57,8	47,7	105,4
37	Marges et commissions de commerce de gros	19,2	15,4	34,6	17,5	2 235,9	2 253,4
38	Marges et services de commerce de détail	0,0	0,0	0,0	0,0	90,0	90,0
39	Services de transports et d'entreposage	222,4	168,7	391,1	1 018,3	618,3	1 636,6
40	Produits publiés et audiovisuels	10,0	10,8	20,9	3,2	3,4	6,7
41	Télécommunications	15,1	26,2	41,3	27,2	37,9	65,1
42	Services liés à l'information et la culture	6,1	28,4	34,5	52,0	114,5	166,5
43	Services financiers, assurances	83,2	75,2	158,3	348,9	275,8	624,7
44	Services immobiliers et location	208,4	202,3	410,7	86,1	65,4	151,5
45	Loyers imputés aux propriétaires occupants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
46	Services professionnels et aux entreprises	129,7	236,3	366,0	365,0	542,2	907,2
47	Services d'enseignement	0,7	0,8	1,5	0,0	0,1	0,1
48	Soins de santé et assistance social	0,0	0,1	0,1	0,0	0,7	0,7
49	Arts, spectacles et loisirs	1,6	6,7	8,3	0,3	1,1	1,4
50	Services d'hébergement et de restauration	54,9	42,9	97,8	25,8	23,3	49,1
51	Autres services (sauf les administrations publiques et ISBL)	7,3	6,1	13,4	54,9	41,4	96,3
52	Autres services des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

N°	Bien et service	Importations internationales			Importations interprovinciales		
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
		k\$ de 2017					
53	Autres services des administrations publiques	0,0	0,2	0,3	0,0	0,0	0,0
54	Financement privé des services d'institution sans but lucrCatif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
55	Financement gouvernemental des services du secteur des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total des biens et services	25 410,0	7 840,6	33 250,6	20 402,0	8 169,9	28 571,9

Source: Institut de la statistique du Québec.
Référence: 20180302-1-1-2013D-2017E (2017E)

TABLEAU C11

Ventilation de l'impact sur les taxes indirectes québécoises et fédérales par bien et service de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié des interventions du service des incendies de la ville de Lévis pour l'année 2017

N°	Bien et service	Taxes indirectes québécoises			Taxes indirectes fédérales		
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
k\$ de 2017							
1	Produits de récolte	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2	Animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3	Autres produits agricoles	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
4	Produits forestiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5	Produits de la pêche	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6	Services de soutien à l'agriculture et la foresterie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7	Combustibles minéraux	18,1	12,5	30,6	0,2	0,4	0,6
8	Minerais métalliques et concentrés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9	Minéraux non métalliques	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
10	Services de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
11	Services d'utilité publique	10,1	7,8	17,9	0,2	0,8	1,0
12	Construction résidentielle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
13	Construction non résidentielle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	Travaux de génie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	Construction, réparations	0,2	1,2	1,4	1,0	2,1	3,1
16	Produits de la viande, du poisson et laitiers	0,0	0,0	0,0	0,4	0,1	0,5
17	Fruits, légumes, aliments pour animaux et divers	0,0	0,0	0,0	0,5	0,3	0,8
18	Boissons	68,9	11,5	80,4	15,6	3,1	18,7
19	Tabac et produits du tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	Produits textiles	0,0	0,0	0,0	4,9	0,9	5,8
21	Vêtements, produits en tricot et en cuir	0,0	0,1	0,1	0,6	0,7	1,3
22	Produits du bois	0,0	0,0	0,0	0,9	0,2	1,1
23	Papier et produits connexes	0,0	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1
24	Impression et édition	0,0	0,4	0,4	0,0	0,2	0,2
25	Produits du pétrole et du charbon	69,8	233,9	303,6	22,3	60,7	82,9
26	Produits chimiques et pharmaceutiques	0,0	0,6	0,6	0,8	0,7	1,5
27	Produits en caoutchouc et en plastique	2,2	2,0	4,1	2,3	1,4	3,7

N°	Bien et service	Taxes indirectes québécoises			Taxes indirectes fédérales		
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
k\$ de 2017							
28	Produits minéraux non métalliques	0,0	0,0	0,0	1,0	0,3	1,3
29	Produits métalliques primaires	0,0	0,0	0,0	1,6	0,2	1,7
30	Produits métalliques fabriqués	0,1	0,8	0,8	2,9	1,3	4,3
31	Machinerie	0,0	0,8	0,8	0,4	0,1	0,5
32	Produits informatiques et électroniques	0,0	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2
33	Matériel et composants électriques	0,0	0,6	0,6	2,6	0,7	3,3
34	Matériel de transport	2,0	0,8	2,8	1,9	1,0	3,0
35	Meubles et articles d'ameublement	0,0	0,0	0,0	1,2	0,4	1,5
36	Produits manufacturés divers	0,0	0,2	0,2	0,3	0,7	1,0
37	Marges et commissions de commerce de gros	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
38	Marges et services de commerce de détail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
39	Services de transports et d'entreposage	0,1	1,6	1,7	4,0	4,1	8,1
40	Produits publiés et audiovisuels	0,0	0,2	0,2	1,3	0,1	1,3
41	Télécommunications	1,1	3,7	4,8	0,1	1,3	1,3
42	Services liés à l'information et la culture	0,0	1,1	1,1	0,0	1,4	1,4
43	Services financiers, assurances	79,4	56,1	135,6	0,4	9,0	9,3
44	Services immobiliers et location	0,1	1,9	2,0	0,5	2,7	3,2
45	Loyers imputés aux propriétaires occupants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
46	Services professionnels et aux entreprises	0,4	5,3	5,6	1,2	9,1	10,3
47	Services d'enseignement	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
48	Soins de santé et assistance social	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
49	Arts, spectacles et loisirs	0,2	0,5	0,7	0,1	0,2	0,3
50	Services d'hébergement et de restauration	2,7	3,2	5,9	0,7	1,4	2,1
51	Autres services (sauf les administrations publiques et ISBL)	0,9	4,0	4,9	0,0	1,0	1,0
52	Autres services des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

N°	Bien et service	Taxes indirectes québécoises			Taxes indirectes fédérales		
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
		k\$ de 2017					
53	Autres services des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
54	Financement privé des services d'institution sans but lucratif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
55	Financement gouvernemental des services du secteur des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total des biens et services	256,5	351,0	607,5	69,8	106,9	176,7

Source: Institut de la statistique du Québec
Référence: 20180302-1-1-2013D-2017E (2017E)

TABLEAU C12

Ventilation de l'impact sur les taxes indirectes québécoises et fédérales par secteur de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié des interventions du service des incendies de la ville de Lévis pour l'année 2017

N°	Secteur	Taxes indirectes québécoises			Taxes indirectes fédérales		
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
k\$ de 2017							
1	Cultures agricoles	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,5
2	Élevage	0,0	0,3	0,3	0,0	0,2	0,2
3	Foresterie et exploit. forestière	0,0	3,8	3,8	0,0	3,4	3,4
4	Pêche, chasse et piégeage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5	Activités soutien à l'agriculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6	Activités soutien à la foresterie	0,0	0,6	0,6	0,0	0,5	0,5
7	Extraction de pétrole et de gaz	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8	Extraction minerais métalliques	0,0	3,8	3,8	0,0	1,3	1,3
9	Extraction minerais non métalliques	0,0	0,5	0,5	0,0	0,2	0,2
10	Act. sout.extract. min., pétr. et gaz	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
	Secteurs primaires	0,0	9,7	9,7	0,0	6,2	6,2
11	Prod., transp. et dist. électricité	0,0	3,5	3,5	0,0	0,1	0,1
12	Autres services publics	0,0	0,7	0,7	0,0	0,1	0,1
	Secteurs des services publics	0,0	4,2	4,2	0,0	0,2	0,2
13	Construction résidentielle	55,9	0,0	55,9	15,1	0,0	15,1
14	Construction non résidentielle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	Travaux de génie, transports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	Travaux génie, pétrole et gaz nat.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	Travaux génie, énergie électrique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	Travaux de génie, communications	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	Autres travaux de génie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	Construction, réparations	0,0	2,1	2,1	0,0	0,7	0,7
21	Autres activités de construction	0,0	0,4	0,4	0,0	0,1	0,1
	Secteurs de la construction	55,9	2,5	58,4	15,1	0,8	16,0
22	Fabrication aliments pour animaux	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
23	Moutures céréales et graines oléag.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

N°	Secteur	Taxes indirectes québécoises			Taxes indirectes fédérales		
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
		k\$ de 2017					
24	Fabrication sucre et confiseries	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
25	Cons. fruits et lég., fab.spéc.alim.	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
26	Fabrication de produits laitiers	0,0	0,3	0,3	0,0	0,1	0,1
27	Fabrication de produits de viande	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
28	Prép. et cond.poiss. et fruits mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
29	Boulangeries et fab. de tortillas	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
30	Fabrication d'autres aliments	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
31	Fab. boissons gazeuses et glace	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
32	Fab. de boissons alcoolisées	0,0	1,1	1,1	0,0	0,1	0,1
33	Fabrication du tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
34	Usines textiles et prod. textiles	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,2
35	Fab. vêtements, prod. cuir	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
36	Scieries et préservation du bois	0,0	1,4	1,4	0,0	0,4	0,4
37	Fab.placa., contrepl., bois reconst.	0,0	0,7	0,7	0,0	0,2	0,2
38	Fabrication autres produits en bois	3,6	1,8	5,4	1,2	0,6	1,8
39	Usines pâte papier, papier et carton	0,0	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0
40	Fab. produits papier transformé	0,0	0,3	0,3	0,0	0,1	0,1
41	Impression et act. conn. de soutien	0,0	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1
42	Fab. prod. du pétrole et du charbon	0,0	0,4	0,4	0,0	0,1	0,1
43	Fab. de produits chimiques de base	0,0	0,5	0,5	0,0	0,1	0,1
44	Fab. rés., caoutc. et fib. artific.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
45	Fab. engrais et aut prod.chim.agri.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
46	Fab. prod. pharmac. et médicaments	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
47	Fab. peintures, revêtements.adhésifs	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
48	Fab.savons, détachants, prod toilette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1

N°	Secteur	Taxes indirectes québécoises			Taxes indirectes fédérales		
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
k\$ de 2017							
49	Fabrication aut. produits chimiques	0,0	0,4	0,4	0,0	0,2	0,2
50	Fab. de produits en plastique	0,0	0,9	0,9	0,0	0,4	0,4
51	Fab. de produits en caoutchouc	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
52	Fab. ciment et produits en béton	0,0	1,2	1,2	0,0	0,4	0,4
53	Fab. aut. prod. min. non métalliq.	0,0	0,6	0,6	0,0	0,2	0,2
54	Sidérurgie	0,0	16,7	16,7	0,0	1,1	1,1
55	Fab. prod. acier à prtr acier ach.	83,4	1,8	85,3	21,7	0,5	22,2
56	Prod. et transf. alumine, aluminium	0,0	0,8	0,8	0,0	0,1	0,1
57	Prod., transf. mét. non ferr., sf al.	0,0	2,4	2,4	0,0	0,3	0,3
58	Fonderies	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
59	Forgeage et estampage	0,0	1,0	1,0	0,0	0,3	0,3
60	Fab. tôles fortes et élém.charpent.	0,0	6,8	6,8	0,0	2,5	2,5
61	Fab. chaud., réserv. et cont. expéd.	0,0	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1
62	Fab. articles de quincaillerie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
63	Fab. ressorts et prod.fil métalliq.	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
64	Ateliers d'usinage	0,0	0,8	0,8	0,0	0,2	0,2
65	Revêt., gravure, trait. thermique	0,0	1,3	1,3	0,0	0,4	0,4
66	Fab. d'autres produits métalliques	0,0	0,4	0,4	0,0	0,2	0,2
67	Fab. mach. agr., const. et extr.min.	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
68	Fab. de machines industrielles	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
69	Fab. mach. commerce et ind. serv.	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
70	Fab. app. chauff., réfrig. commerc.	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
71	Fab. machines-outils travail métal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
72	Fab. moteurs et mat. transm. puiss.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
73	Fab. aut. machines usage général	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
74	Fab. mat. inform. et périphérique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

N°	Secteur	Taxes indirectes québécoises			Taxes indirectes fédérales		
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
		k\$ de 2017					
75	Fab. de matériel de communication	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
76	Fab. semi-cond. et aut.comp.électr.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
77	Autres fab. produits électroniques	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
78	Fab. matériel électrique éclairage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
79	Fab. appareils ménagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
80	Fab. de matériel électrique	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
81	Fab. aut.types mat. et comp. élect.	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
82	Fab. véhicules automobiles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
83	Fab. carross. et remorq. véh.auto.	3,9	0,1	3,9	2,5	0,1	2,5
84	Fab. pièces vehicules automobiles	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
85	Fab. prod. aérospatiaux et pièces	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
86	Fab. matériel ferroviaire roulant	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
87	Construct. navires et embarcations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
88	Aut. fabricat. matériel transport	0,0	0,2	0,2	0,0	0,3	0,3
89	Fab. meubles maison, inst.	0,0	0,9	0,9	0,0	0,9	0,9
90	Fab. meubl.bur., incl. art.ameuble.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
91	Fab. aut. prod. connexes meubles	1,0	0,1	1,0	1,2	0,1	1,3
92	Fab. fournit.et matériaux médicaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
93	Aut. activités diverses de fabrication	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
	Secteurs de la fabrication	91,9	45,8	137,7	26,7	12,1	38,8
94	Commerce de gros	0,0	25,3	25,3	0,0	6,1	6,1
95	Commerce de détail	15,0	7,4	22,4	2,1	1,1	3,1
96	Transport aérien	0,0	1,4	1,4	0,0	0,8	0,8
97	Transport ferroviaire	0,0	13,9	13,9	0,0	2,2	2,2
98	Transport par eau	0,0	0,8	0,8	0,0	0,1	0,1
99	Transport par camion	5,3	156,7	161,9	1,0	29,6	30,6
100	Serv. urbains transport en commun	0,0	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0
101	Services de taxi et de limousine	0,0	0,6	0,6	0,0	0,2	0,2
102	Aut. services transport personnes	0,0	0,3	0,3	0,0	0,1	0,1

N°	Secteur	Taxes indirectes québécoises			Taxes indirectes fédérales		
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
k\$ de 2017							
103	Transport par pipeline	0,0	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0
104	Activités de soutien au transport	0,0	10,9	10,9	0,0	2,8	2,8
105	Services postaux, messagerie	0,0	6,3	6,3	0,0	2,4	2,4
106	Entreposage	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
107	Éditeurs de journaux	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
108	Autres éditeurs	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
109	Éditeurs de logiciels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
110	Présentation de films et de vidéos	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
111	Autres industries film et vidéo	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
112	Ind. de l'enregistrement sonore	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
113	Radio et télé diffusion sf internet	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
114	Télévision payante et spécialisée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
115	Télécommunications	0,0	1,2	1,2	0,0	0,2	0,2
116	Traitement et hébergement données	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
117	Autres services d'information	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
118	Act. intermédiation fin. par dépôts	0,0	5,3	5,3	0,0	8,1	8,1
119	Sociétés d'assurance	0,0	1,2	1,2	0,0	4,1	4,1
120	Agen. et court. assur. et act. liées	0,0	1,2	1,2	0,0	1,3	1,3
121	Autres activités financières	0,0	2,7	2,7	0,0	9,8	9,8
122	Bailleurs de biens immobiliers	2,4	5,3	7,7	3,6	5,6	9,2
123	Agents et court. immob. et act.liées	0,0	1,1	1,1	0,0	0,4	0,4
124	Propriétaires-occupants de logement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
125	Loc. et bailleurs biens inc.non fin	0,0	3,2	3,2	0,0	0,6	0,6
126	Aut. serv. location et loc. bail	0,0	2,3	2,3	0,0	0,8	0,8
127	Bailleurs biens incorpor. non fin.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
128	Services juridiques	0,0	0,3	0,3	0,0	0,1	0,1
129	Serv. compt., tenue livres, paye	0,0	0,5	0,5	0,0	0,2	0,2
130	Architecture, génie et serv. conn.	0,0	2,5	2,5	0,0	0,6	0,6

N°	Secteur	Taxes indirectes québécoises			Taxes indirectes fédérales		
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
		k\$ de 2017					
131	Concp. syst. inform. et serv.conn.	0,0	0,3	0,3	0,0	0,1	0,1
132	Serv. cons. gest. scient. et techn.	0,0	0,3	0,3	0,0	0,1	0,1
133	Serv. rech. et développ. scient.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
134	Publicité et services connexes	0,0	0,5	0,5	0,0	0,2	0,2
135	Aut. serv. prof., scientif. et tech.	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,2
136	Sociétés de portefeuille	0,0	1,3	1,3	0,0	0,9	0,9
137	Services administratifs de bureau	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
138	Services emploi	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
139	Services de soutien aux entreprises	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
140	Serv. prépar. voyages et réservat.	0,0	0,4	0,4	0,0	0,1	0,1
141	Services d'enquêtes et de sécurité	0,0	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1
142	Serv. rel. bâtiments et logements	0,0	3,7	3,7	0,0	1,6	1,6
143	Soutien instal., aut. serv. soutien	0,0	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1
144	Serv. gestion déchets et assainis.	0,0	3,6	3,6	0,0	0,7	0,7
145	Établis. enseig., sf s.b.l. et gouv.	0,0	0,7	0,7	0,0	0,2	0,2
146	Cabinets de médecins	0,0	0,4	0,4	0,0	0,1	0,1
147	Cabinets de dentistes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
148	Serv. divers de soins ambulatoires	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
149	Étab. soins inf. et soins bén. int.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
150	Assistance sociale	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
151	Arts interp., spect., et étab. patr.	0,0	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0
152	Jeux de hasard et loteries	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
153	Aut. serv. de divertis. et loisirs	0,0	0,7	0,7	0,0	0,2	0,2
154	Hébergement des voyageurs	44,9	1,4	46,4	12,9	0,4	13,4
155	Parcs véh., camps, chambres, pensions	0,0	0,3	0,3	0,0	0,1	0,1
156	Serv. restaur. et débits boissons	41,0	6,7	47,6	8,4	1,4	9,8
157	Réparat. et entret. de véh. auto.	0,0	1,7	1,7	0,0	0,6	0,6

N°	Secteur	Taxes indirectes québécoises			Taxes indirectes fédérales		
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux	Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	Effets totaux
k\$ de 2017							
158	Autres réparations et entretiens	0,0	3,3	3,3	0,0	1,2	1,2
159	Serv. personn. et serv. blanchiss.	0,0	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1
160	Fond., grp. cit. et org. prof. sim.	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,2
161	Ménages privés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Secteurs d'autres services	108,7	278,6	387,3	28,0	86,3	114,3
162	Enseignement, ISBL.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
163	Soins ambulatoires, ISBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
164	Assistance sociale, ISBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
165	Arts, spectacles et loisirs, ISBL	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
166	Organismes religieux	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
167	Autres ISBL au service ménages	0,0	0,5	0,5	0,0	0,4	0,4
168	Etab. pub enseignement prim et sec	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
169	Etab. pub enseignement collégiale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
170	Universités	0,0	0,5	0,5	0,0	0,1	0,1
171	Aut. étab. public enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
172	Hôpitaux	0,0	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1
173	Etab. pub soins bénéf. internes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
174	Services de défense	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
175	Aut. serv. administration fédérale	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
176	Aut. serv. administration prov.	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
177	Aut. serv. administration locale	0,0	8,2	8,2	0,0	0,5	0,5
178	Aut. serv. administr. autochtone	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Secteurs non commerciaux	0,0	10,1	10,1	0,0	1,3	1,3
	Total des secteurs	256,5	351,0	607,5	69,8	106,9	176,7

Source: Institut de la statistique du Québec.
Référence: 20180302-1-1-2013D-2017E (2017E)



ANNEXE D

GLOSSAIRE

Autres productions

Constituées de la diminution des stocks, de la vente de biens d'autres secteurs de la demande finale (par exemple, vente des avions usagés, vente des automobiles usagées, vente des déchets de métaux). Comme les autres productions ne font pas partie de la production de l'année courante et qu'elles ne génèrent pas d'effets dans l'économie québécoise, elles sont considérées comme des fuites.

Autres revenus bruts avant impôt

Comprennent le revenu des sociétés et des entreprises (sauf celui des entreprises individuelles), la rémunération du capital (amortissement, épuisement et dépréciation du matériel et des bâtiments), les intérêts divers ainsi que les autres frais (charges patronales, avantages sociaux, etc.). Depuis la version de référence de 1997 du modèle intersectoriel, ils incluent aussi les taxes indirectes sur la production et les subventions à la production. La rémunération du capital des entreprises individuelles est transférée dans le revenu mixte brut depuis la version de référence de 2010.

Demande finale

Demande de biens et services achetés par les secteurs de la demande finale dans le but de les consommer sans les transformer. Dans le modèle intersectoriel, la demande de chaque bien ou service est évaluée au prix à la consommation. Le prix à la consommation, ou le prix d'achat, est le prix effectivement payé par l'acheteur. Il est égal au prix à la production, prix chargé par le producteur à la limite de son établissement, plus les marges (transport, distribution de gaz, pipeline, entreposage, commerce de gros, commerce de détail) et les taxes indirectes sur les biens et services, qui pourraient être payées par le consommateur, mais non perçues par le producteur.

Demande intermédiaire

Demande de biens et services achetés et entièrement utilisés par les secteurs productifs dans leur processus de production. Elle est aussi connue sous le nom d'intrants intermédiaires ou entrées intermédiaires. Lorsque les biens sont achetés pour être utilisés sur une longue période, par exemple la machinerie, ils sont alors classés sous la rubrique de la formation brute de capital fixe, c'est-à-dire comme une demande finale. Comme la demande finale, la demande intermédiaire de chaque bien ou service est aussi évaluée au prix à la consommation.

Dépenses autonomes

Augmentation des dépenses d'un secteur de la demande finale constituant ce qu'il est convenu d'appeler un choc sur l'économie du Québec. Ces dépenses se composent de biens et de services achetés auprès des entreprises, mais elles comportent aussi, souvent, des achats directs de facteurs primaires correspondant à une valeur ajoutée à l'intérieur du secteur même de la demande finale.

Lorsque le choc que l'on veut simuler est défini comme une croissance de l'activité d'un secteur productif, on énonce deux hypothèses : premièrement, on suppose que le secteur de la demande finale, qui varie ses dépenses autonomes de façon à permettre l'augmentation d'activité simulée, est le secteur des exportations (les biens et services exportés sont tous produits localement) ; deuxièmement, on présume que les biens et services exportés sont exempts de marges et de taxes indirectes. Ces hypothèses sont nécessaires parce que le modèle intersectoriel ne mesure que les dépenses initiales autonomes et que l'augmentation de la demande est entièrement transmise au secteur productif visé.

Effets directs

Dans le cas d'un choc sur un secteur de la demande finale, les effets directs sont ceux qui peuvent être observés sous forme d'accroissement de la valeur ajoutée, d'autres productions, des taxes indirectes, des subventions ainsi que des importations. Les effets directs comprennent aussi les effets sur les impôts sur les salaires et la parafiscalité découlant des variations d'activité notées dans le secteur en question.

Les effets directs sont calculés sur deux plans : le premier fait référence aux effets internes de la demande finale et le second, aux effets sur les « premiers fournisseurs ». Les effets internes de la demande finale sont enregistrés lorsqu'une partie du choc dans les dépenses provoque directement une demande de facteurs de production, comme la main-d'œuvre ou le capital. Quant aux effets sur les « premiers fournisseurs », ils correspondent à l'activité des secteurs productifs qui satisfont directement le secteur de la demande finale.

Notons qu'une simulation dans un secteur de la demande finale n'utilisant pas de facteurs primaires montrerait des effets internes nuls, tous les effets directs apparaissant chez les « premiers fournisseurs ».

Lorsque le choc porte sur l'activité même du secteur productif, les effets directs sont exclusivement ceux que l'on peut calculer dans ce secteur et qui portent sur des éléments de sa valeur ajoutée, y compris le calcul des impôts et des recettes de parafiscalité qui en découlent.

Effets directs internes de la demande finale

Effets provenant d'une demande directe de facteurs de production, comme la main-d'œuvre ou le capital, de la part d'un secteur de la demande finale.

Effets indirects

Dans le cas d'un choc simulé à partir de la demande finale, les effets indirects correspondent à ceux que l'on observe chez les fournisseurs qui viennent après les « premiers fournisseurs ».

Les effets indirects obtenus lors d'une simulation d'une hausse de dépenses dans un secteur productif sont ceux qui ont été enregistrés chez les fournisseurs du secteur simulé et les fournisseurs subséquents.

Effets sur les premiers fournisseurs

Effets qui correspondent à l'activité des secteurs productifs fournissant directement en biens et services le secteur de la demande finale ou un autre secteur productif simulé.

Effets totaux

Somme des effets directs et indirects.

Facteurs primaires

Intrants qui ne sont pas considérés comme des sorties courantes des secteurs productifs. Ils sont aussi connus sous le nom d'entrées primaires ou encore de facteurs de production. Dans le modèle intersectoriel, ils comprennent les salaires et traitements avant impôt, les revenus mixtes bruts, les autres revenus bruts avant impôt, les taxes indirectes sur les biens et services et les subventions sur les biens et services. Ce sont des éléments de la valeur ajoutée aux prix du marché.

Fiscalité et parafiscalité

Montants calculés par tranche de salaire. L'impôt sur les salaires et traitements est calculé en utilisant les tables d'impôt du Québec et du Canada, tout en suivant le cheminement des deux déclarations de revenus applicables au Québec. Ainsi, le revenu imposable (revenu d'emploi moins les déductions) sert à déterminer l'impôt à payer, duquel on soustrait les crédits d'impôt non remboursables et auquel on additionne les surtaxes afin d'obtenir le montant effectif d'impôt. Pour chacun des secteurs, il existe deux coefficients de fiscalité: un pour le Québec et un pour le fédéral.

La parafiscalité québécoise, présentée dans les résultats du modèle, comprend les cotisations versées à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), au Fonds des services de santé (FSS), au Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et au Régime de rentes du Québec (RRQ). L'employeur est le seul à verser des cotisations à la CNESST dont le taux, fixé annuellement par cet organisme, varie selon le secteur, car il est déterminé en fonction du risque d'accident dans le milieu de travail. Le Fonds des services de santé (FSS) est alimenté par une prime versée par l'employeur et qui correspond à un pourcentage fixe de la masse salariale du secteur considéré. Depuis 1978, les montants versés par les employés au FSS sont intégrés aux montants versés par les employés en impôt sur les salaires. L'employeur et l'employé contribuent à parts égales au RRQ et la contribution de l'employeur est déterminée par celle de l'employé. La parafiscalité fédérale comprend essentiellement les contributions de l'employeur et de l'employé au régime d'assurance-emploi. L'employé verse un certain pourcentage de son salaire avant impôt jusqu'à un montant maximal. La contribution de l'employeur représente 1,4 fois le montant versé par l'employé.

Fuites

Secteurs qui fournissent des biens et services ou reçoivent une partie de la demande de biens et services sans générer eux-mêmes une demande additionnelle de biens et services auprès des secteurs productifs de l'économie du Québec. Les fuites comprennent le secteur extérieur (les importations de biens et services), le secteur des autres productions ainsi que les taxes indirectes sur les biens et services.

Importations de biens et de services

Représentent la contribution du secteur extérieur (international et interprovincial) pour approvisionner les secteurs de l'économie québécoise en biens et services. Le montant des importations comptabilise les importations concurrentielles et non concurrentielles, et les estimations sont au prix à la production, tout comme dans le cas des ventes des secteurs productifs. Les importations non concurrentielles englobent tous les biens qui ne peuvent être produits au Québec pour des raisons climatiques, géologiques ou autres. Les importations sont considérées comme des fuites parce qu'elles ne génèrent pas d'effet dans l'économie québécoise. La valeur des importations internationales inclut les droits de douane.

Main-d'œuvre

Représente la charge de travail utilisée par les différents secteurs de l'économie du Québec. L'unité de mesure utilisée dans le modèle pour la main-d'œuvre est l'année-personne, définie par le nombre d'heures normalement travaillées par une personne pendant un an dans le secteur concerné. Cette unité de mesure constitue une normalisation du travail annuel d'une personne, de telle sorte que les résultats peuvent être très différents de ceux que l'on obtient en se référant au nombre de personnes employées. La différence entre ces deux unités de mesure réside dans la prise en compte du nombre de travailleurs qui font des heures supplémentaires, qui ont un horaire à temps partiel ou dont le travail est saisonnier.

Les données sur la main-d'œuvre correspondent à la charge de travail plutôt qu'à la comptabilisation des emplois. Ainsi, 100 travailleurs faisant chacun 10 % d'heures supplémentaires totalisent 110 années-personnes, soit une augmentation de 10 % de la main-d'œuvre, alors que le nombre de personnes employées est inchangé. De même, deux emplois à mi-temps correspondent à une année-personne.

La main-d'œuvre comprend, d'une part, les employés salariés des différents secteurs de l'économie et, d'autre part, les entrepreneurs ayant des entreprises individuelles, comme les fermiers et les propriétaires d'exploitation agricole ou les personnes exerçant à titre indépendant des professions libérales.

Processus de propagation de la demande

Une fois le choc spécifié sur un secteur de la demande finale ou sur un secteur productif, le modèle évalue l'incidence économique en fonction des rondes successives de revenus et de dépenses du processus appelé propagation de la demande en biens et services.

Le principe à la base du fonctionnement du modèle est que toute dépense d'un agent économique constitue un revenu pour un autre agent (ou une autre entité à l'intérieur d'un même groupe d'agents) qui, à son tour, fait des dépenses. Ainsi, toute augmentation des dépenses en biens et services se manifeste par un accroissement équivalent des recettes, soit des gouvernements du Québec et du Canada (taxes indirectes), soit du secteur des non-résidents (importations), soit du groupe « Autres productions », ainsi que par une hausse des niveaux de production des secteurs productifs qui amènent, à leur tour, un accroissement équivalent de leurs dépenses intermédiaires en biens et services et de leur valeur ajoutée.

Revenu mixte brut

Désigne le revenu des propriétaires des entreprises non incorporées en société (entreprises individuelles). Le terme mixte réfère au fait que le revenu comprend à la fois la rémunération pour le travail effectué par le propriétaire et le revenu du propriétaire à titre d'entrepreneur. Il est l'équivalent du « revenu net des entreprises individuelles » utilisé dans le modèle intersectoriel du Québec. Depuis les tableaux entrées-sorties de l'année 2010 de Statistique Canada, ce revenu inclut les provisions pour consommation du capital des entreprises individuelles (construction, machines et équipement, logiciel) qui étaient dans les autres revenus bruts, d'où l'ajout du mot « brut ».

Revenu net des entreprises individuelles

Représente les gains des propriétaires individuels au titre de leur propre entreprise. Comprend également le revenu net des membres indépendants de professions libérales, tels les médecins, les dentistes, les avocats, les ingénieurs, ainsi que le revenu net de loyer des particuliers. Il est remplacé par le revenu mixte brut dans la version de 2010 du modèle intersectoriel du Québec.

Salaires et traitements avant impôt

Correspondent à la rémunération brute des salariés. Les estimations sont établies avant toute déduction (impôt, assurance-emploi, etc.).

Secteurs productifs

Secteurs qui contribuent à satisfaire la demande en biens et services des autres secteurs. Les secteurs productifs sont divisés en trois groupes: les secteurs commerciaux, les secteurs non commerciaux et les secteurs fictifs.

Le premier groupe est l'ensemble des établissements qui offrent leur production sur le marché à un prix économiquement significatif. Il est aussi connu sous le nom de secteur des entreprises. Depuis l'année de référence 1997, ces secteurs sont triés selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Les secteurs non commerciaux, auparavant classés dans le groupe des secteurs de la demande finale, sont maintenant inclus dans le groupe des secteurs productifs. Ils offrent la plus grande partie de leurs biens et services gratuitement ou à très bas prix. Ce sont les institutions à but non lucratif au service des ménages (organismes religieux, établissements d'enseignement privés) et les administrations publiques (hôpitaux, écoles publiques primaires et secondaires, services de défense, etc.).

Les secteurs fictifs sont au nombre de sept: fournitures d'exploitation, fournitures de bureau, fournitures de cafétéria, fournitures de laboratoire, voyages et divertissements, publicité et promotion et marges de transport. Chaque secteur fictif produit un seul bien fictif correspondant. Ces secteurs et biens fictifs permettent d'enregistrer les dépenses des groupes de biens et services des secteurs productifs dont on ne connaît pas la composition exacte des dépenses pour chaque secteur productif.

Secteurs de la demande finale

Secteurs dont l'activité n'est pas déterminée par les demandes des autres secteurs. Ils sont exogènes au circuit de production. Il s'agit des dépenses des ménages sous forme de dépenses personnelles en biens et services de consommation, des dépenses des différents paliers de gouvernement, du secteur de l'éducation, des hôpitaux, des secteurs de la formation brute de capital fixe (machinerie et équipement, construction, etc.), de la variation des stocks sous forme d'augmentation des stocks et d'exportations internationales et interprovinciales de biens et services.

Subventions

Paiements unilatéraux entre deux secteurs, sans la contrepartie d'un échange en biens et services. Elles comprennent principalement des paiements versés par les administrations québécoise et fédérale aux entreprises sur la base de leur production, ou les valeurs ou quantités de biens et services qu'elles produisent ou importent. Elles sont de deux types: subventions sur les produits et subventions à la production. Les subventions sur les produits sont payables par unité de bien ou de service. Le deuxième type est constitué des subventions relatives aux facteurs de production, par exemple les subventions allouées à la création d'emplois et à la formation. Ces subventions font partie des autres revenus bruts avant impôt avec l'introduction de la version 1997 des tableaux entrées-sorties.

Taxes indirectes

Constituent des paiements versés aux administrations fédérale et québécoise à la suite de l'achat en biens et services et de l'utilisation des facteurs primaires des secteurs. Les taxes indirectes sur les biens et services sont composées de la taxe de vente québécoise (TVQ), de la taxe de vente fédérale (TPS), ainsi que de taxes particulières comprenant les taxes et droits d'accise fédéraux et les taxes spécifiques québécoises qui s'appliquent notamment aux carburants, aux boissons alcoolisées et aux produits du tabac. Les taxes de vente des secteurs productifs correspondent aux sommes qu'ils perçoivent sur leur vente de biens et services moins les remboursements de taxes sur leur achat d'entrées intermédiaires. Dans le modèle intersectoriel, les taxes indirectes sont considérées comme des fuites, car leur montant n'est pas réinjecté dans l'économie québécoise.

Les taxes sur la production sont les taxes sur les facteurs de production que les entreprises utilisent dans le cadre de leur production : terrains, actifs fixes ou main-d'œuvre. Ce sont les impôts fonciers, les taxes sur la masse salariale, la taxe sur le capital, la taxe professionnelle, etc. Ces taxes sont incluses dans les autres revenus bruts avant impôt depuis la version 1997 des tableaux entrées-sorties.

Valeur ajoutée au coût des facteurs

Représente une mesure de la valeur de la production intérieure brute de l'économie québécoise. Dans le modèle intersectoriel de l'ISQ, la valeur ajoutée au coût des facteurs est obtenue par la somme des rémunérations des facteurs de production, soit les salaires et traitements avant impôt, le revenu net des entreprises individuelles et les autres revenus bruts avant impôt. Cette notion correspond à celle de produit intérieur brut au coût des facteurs qui apparaît dans le système de comptabilité économique du Québec avant l'année de référence 1997. Depuis l'année de référence 1997, la notion de la valeur ajoutée au coût des facteurs est remplacée par celle de la valeur ajoutée aux prix de base.

Valeur ajoutée aux prix de base

Somme des rémunérations des facteurs de production, soit les salaires et traitements avant impôt, le revenu net des entreprises individuelles et les autres revenus bruts avant impôt dans le modèle intersectoriel. Les taxes sur la production et les subventions à la production sont incluses dans les autres revenus bruts. Avant l'année de référence 1997, elle est obtenue en faisant la somme de la valeur ajoutée au coût des facteurs et des taxes indirectes sur la production, moins les subventions à la production. Depuis l'année de référence de 2010, le revenu mixte brut remplace le revenu net des entreprises individuelles dans la somme.

Valeur ajoutée aux prix du marché

Depuis l'année de référence 1997, elle est égale à la somme de la valeur ajoutée aux prix de base et des taxes indirectes sur les biens et services, moins les subventions sur les biens et services. Avant l'année de référence 1997, la valeur ajoutée aux prix du marché est la somme de la valeur ajoutée au coût des facteurs et des taxes indirectes moins les subventions.

Variation des stocks

Correspond à une augmentation ou à une diminution d'inventaire en biens des entreprises. Dans le modèle intersectoriel, on fait une distinction entre une augmentation des stocks et une diminution des stocks. La première est considérée comme une demande finale. La deuxième est une composante de l'offre des biens, mais elle est considérée comme une fuite, parce qu'elle ne provient pas d'une production de l'année courante des secteurs productifs et ne génère pas de demande supplémentaire de biens et services auprès des secteurs productifs.



ANNEXE E

DONNÉES INCORPORÉES AU MODÈLE

TABLEAU E1

Ventilation de dépenses d'exploitation des entreprises ayant bénéficié des interventions du service des incendies de la ville de Lévis pour l'année 2017

Description code MISQ	Code MISQ	Taux de préservation ajusté	k\$
Services de restauration et de débits de boissons	W156	92%	1,840
Fabrication de produits d'acier à partir d'acier acheté	W55	92%	101,200
Commerce de détail	W95	60%	2,100
Transport par camion	W99	92%	115
Hébergement des voyageurs	W154	60%	4,500
Hébergement des voyageurs	W154	92%	230
Fabrication d'autres produits connexes aux meubles	W91	92%	460
Construction résidentielle	W13	92%	13,800
Bailleurs de biens immobiliers	W122	92%	460
Fabrication d'autres produits en bois	W38	75%	1,875
Fabrication de carrosseries et de remorques de véhicules automobiles	W83	75%	1,125
Total de dépenses			127,705



Guillaume Grenier @SPIL.ca

